

UNIVERSITE DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES PERCEPTIONS DU PLURALISME CULTUREL ET RELIGIEUX
AU QUÉBEC

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
FABIEN TORRES

AOÛT 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

L'objectif premier de ce mémoire fut indéniablement très ambitieux. Mais la sociologie doit l'être à mon avis. J'en ai l'image d'une discipline qui se doit de comprendre et de tenter d'amener des solutions pour résoudre les maux sociétaux. Ce mémoire s'inscrit dans la réflexion qui tente de rendre davantage harmonieux les rapports interculturels et interreligieux au sein d'une société occidentale. Il est également le fruit d'une réflexion personnelle quasi-constante depuis plus d'un an sur les questions qui entourent cette problématique. En outre, ma présence relativement récente au Québec (3 ans bientôt au moment d'écrire ces lignes) n'a fait qu'accroître ma curiosité intellectuelle et l'envie d'en comprendre davantage sur une société que je découvrais et qui me plaît de plus en plus.

Pour cela, je suis fier d'avoir écrit ce mémoire sous la direction de Micheline Milot, qui est non seulement une directrice hors pair, mais une chercheuse dont les travaux contribuent à montrer les bases d'une société plus harmonieuse. Selon moi, c'est une des premières raisons d'être de la sociologie.

En outre, il m'importe aussi de remercier tous ceux, proches ou moins proches, qui ont contribué à cette réflexion en discutant de ce sujet, en me partageant leur avis, ou en confrontant le mien. Ces discussions ont été très importantes pour moi. D'une part, parce qu'elles constituent l'interdisciplinarité de ce mémoire car j'ai eu la chance de discuter longuement de ces sujets avec des historiens, des journalistes, des sociologues, des philosophes, des travailleuses sociales, des urbanistes et bien d'autres encore. Et d'autre part, car ce sont ces discussions qui selon moi sortent de « l'isolement intellectuel » qui guette l'esprit d'un chercheur. La sociologie représentant une étude de la société, il importe donc selon moi de ne pas trop s'en écarter lorsqu'on l'étudie.

Enfin, je souhaite remercier particulièrement Marie-Dominique, Charlotte, Countel et Clément pour l'attention accordée à ce mémoire (et bien plus encore).

AVANT-PROPOS.....	II
LISTE DES ACRONYMES.....	VI
RÉSUMÉ.....	VII
INTRODUCTION	1

<i>Les différents courants de philosophie politique qui sous-tendent la gestion du pluralisme culturel</i>	<i>3</i>
<i>Les modèles d'organisation politique.....</i>	<i>5</i>
<i>Les tensions générées par la diversité.....</i>	<i>7</i>
<i>Objectifs spécifiques de la recherche.....</i>	<i>10</i>
<i>La Commission Bouchard-Taylor</i>	<i>11</i>
<i>Annonce du plan.....</i>	<i>14</i>

CHAPITRE I

LES COURANTS DE PHILOSOPHIE POLITIQUE.....16

1. LE LIBÉRALISME.....16

1.1. SON ORIGINE	16
1.2. LES PRINCIPES DU LIBÉRALISME.....	18
1.3. LES LIMITES DU MODÈLE UNIVERSALISTE.....	21

2. LA PHILOSOPHIE COMMUNAUTARIENNE.....23

2.1. LES PRINCIPAUX COURANTS DE PENSÉE.....	23
2.2. LES LIMITES DE LA PENSÉE COMMUNAUTARIENNE	29

3. UN LIBÉRALISME RENOUVELÉ.....31

3.1. LA THÉORIE LIBÉRALE DU DROIT DES MINORITÉS DE WILL KYMLICKA.	31
3.1.1. <i>L'importance de la « culture sociétale »</i>	<i>31</i>
3.1.2. <i>Une reconnaissance de droits spécifiques.....</i>	<i>34</i>
3.2. LES CRITIQUES ADRESSÉES AU LIBÉRALISME RENOUVELÉ	38
3.2.1. <i>Les réponses aux limites de la philosophie communautarienne</i>	<i>38</i>
3.2.2. <i>La question de l'unité nationale.....</i>	<i>39</i>

CHAPITRE II

LE CADRE DE L'ANALYSE.....42

1. LE CANADA42

1.1. LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS.	44
1.2. LE MODÈLE D'INTÉGRATION CANADIEN	46
1.2.1. <i>Son histoire</i>	<i>46</i>
1.2.2. <i>La politique multiculturaliste.....</i>	<i>47</i>
1.2.3. <i>La portée du multiculturalisme</i>	<i>49</i>
1.2.4. <i>Les critiques émises à l'égard de la gestion multiculturaliste de la diversité</i>	<i>50</i>

2. LA PROVINCE DE QUÉBEC53

2.1. LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE DU QUÉBEC	55
2.2. L'INTERCULTURALISME.....	56
2.2.1. <i>La portée de l'interculturalisme.....</i>	<i>60</i>
2.2.2. <i>Les limites du modèle d'intégration québécois</i>	<i>62</i>
2.2.3. <i>Vers une approche antiraciste</i>	<i>63</i>

3. LE PRINCIPE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE.....	66
3.1. LA NOTION JURIDIQUE	66
3.2. UN OUTIL DE RECONNAISSANCE ?	69
3.3. LES LIMITES DE L'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE	73
3.4. LA « CRISE » DES ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES	75
CHAPITRE III	
ÉLÉMENTS DE MÉTHODOLOGIE	81
1. L'ANALYSE DE CONTENU.....	81
2. LE DOCUMENT DE CONSULTATION DE LA CCPADC	83
3. LA SÉLECTION DES MÉMOIRES.....	86
ANALYSE DES MÉMOIRES	91
CHAPITRE IV	
LA PERCEPTION DE L'INTERCULTURALISME	92
1. LA PORTÉE DE L'INTERCULTURALISME	93
1.1. LES VALEURS « QUÉBÉCOISES ».....	94
1.1.1. <i>La promotion de la langue française</i>	96
1.1.2. <i>L'égalité entre les femmes et les hommes</i>	99
2. LES LIMITES DE L'INTERCULTURALISME	100
2.1. LES LIMITES FORMULÉES PAR LA MAJORITÉ	100
2.2. LES LIMITES ÉVOQUÉES PAR LES MINORITÉS.....	101
3. LES OBJECTIFS VISANT UNE PLUS GRANDE INTÉGRATION	103
3.1. UN EFFORT DES « DEUX CÔTÉS ».....	103
3.2. LES ACTIONS PROVENANT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES INSTITUTIONS PUBLIQUES	104
3.3. LES ATTENTES ENVERS LE GOUVERNEMENT	106
4. L'INTERPRÉTATION DES AVIS	107
4.1. L'ASSIMILATION VOLONTAIRE.....	108
CHAPITRE V	
LA PERCEPTION DE L'IMMIGRATION	111
1. L'APPORT DE L'IMMIGRATION.....	111
1.1. UNE IMMIGRATION NÉCESSAIRE	111
1.2. INTÉGRATION OU REPLI ?	113
2. LES PROBLÈMES D'INIQUITÉ SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL	116
2.1. LA REPRÉSENTATIVITÉ DES GROUPES ETHNOCULTURELS	116
2.2. LA DIFFICILE RECONNAISSANCE DES ACQUIS	117
2.3. LA DISCRIMINATION À L'EMPLOI	119
3. L'INTERPRÉTATION DES AVIS	121
CHAPITRE VI	
LA PERCEPTION DE L'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE.....	124
1. L'OUTIL JURIDIQUE DE L'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE.....	124
1.1. LA PORTÉE DE L'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE	127

1.2. LES LIMITES DES ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES.....	128
1.3. LA REMISE EN CAUSE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES	131
1.4. L'EXPRESSION DE LA DIVERSITÉ RELIGIEUSE	134
1.4.1. <i>Les signes religieux</i>	137
1.4.2. <i>Le hidjab, le niqab, la burka</i>	140
1.4.3. <i>Les symboles religieux dans les lieux publics et les congés pour motifs religieux</i>	142
2. L'INTERPRÉTATION DES AVIS	144
2.1. LE CLIMAT DE LA « CRISE »	146
CHAPITRE VII	
LA PERCEPTION DU PLURALISME.....	149
1. LA PERCEPTION DE LA DIVERSITÉ.....	149
1.1. LA RICHESSE DE LA DIVERSITÉ	149
1.2. LES DIFFICULTÉS RELATIVES À LA DIVERSITÉ.....	151
1.2.1. <i>La remise en cause de l'identité québécoise</i>	151
1.2.2. <i>Les difficultés dans le milieu scolaire</i>	153
1.3. LA PERCEPTION DE LA SOCIÉTÉ D'ACCUEIL PAR LES MINORITÉS	154
2. L'INTERPRÉTATION DES AVIS	156
2.1. UNE IDENTITÉ QUÉBÉCOISE FRAGILE ?.....	156
2.2. UNE REMISE EN QUESTION RÉCIPROQUE	157
2.2. <i>Le projet de souveraineté</i>	158
CONCLUSION	161
<i>Une société libérale?</i>	162
<i>La singularité du Québec</i>	165
<i>Vers un avenir prometteur</i>	167
APPENDICE A	169
APPENDICE B	171
APPENDICE C	176
BIBLIOGRAPHIE	178

LISTE DES ACRONYMES

CCIQ	Centre culturel islamique de Québec
CRI	Conseil des relations interculturelles
CSDM	Commission scolaire de Montréal
CSF	Conseil du statut de la femme
CSN	Conseil central du Montréal métropolitain
FCSQ	Fédération des commissions scolaires du Québec
FFQ	Fédération des femmes du Québec
FQM	Fédération Québécoise des Municipalités
LDL	Ligue des droits et libertés
MLQ	Mouvement laïque québécois
PLQ	Parti Libéral du Québec
PQ	Parti Québécois
QS	Québec Solidaire
TCRI	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes
UMQ	Union des municipalités du Québec

RÉSUMÉ

Ce mémoire, comme son titre l'indique, porte sur les perceptions du pluralisme culturel et religieux au Québec. Afin d'alimenter la réflexion sur ce sujet, j'ai analysé les mémoires de vingt-sept acteurs importants du Québec qui ont été déposés à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles. Cette dernière a vu le jour afin de répondre aux expressions de mécontentement qui se sont élevées dans la population au cours de l'année 2007 à propos des accommodements ou ajustements consentis à des individus pour des motifs religieux. Dès lors, afin de comprendre davantage dans quelle mesure la pluralité culturelle et religieuse devait être reconnue au Québec, mes objectifs de recherche furent de cerner les perceptions autour de quatre enjeux fondamentaux qui touchent la gestion de la pluralité culturelle et religieuse : soit le modèle d'intégration en vigueur au Québec, l'immigration, le principe des accommodements raisonnables et le pluralisme. Pour ce faire, j'ai donc appliqué la méthode sociologique de l'analyse de contenu, qui m'a permis d'extraire les perceptions des différents acteurs concernant ces quatre enjeux importants qui touchent la diversité.

Malgré les tensions générées au cours de l'année 2007, l'hypothèse que j'émetts est qu'en laissant s'exprimer certaines revendications des membres des minorités culturelles, ces ouvertures sur des pratiques culturelles minoritaires permettent une adaptation en douceur de la manière de gérer une société pluraliste, afin d'y créer une nouvelle harmonie sociale, basée sur des fondements plus ouverts et plus inclusifs. De fait, le modèle d'intégration d'une société, ses politiques d'immigration, son ouverture aux différences culturelles, sont autant d'éléments qui influencent les perceptions de la diversité.

L'analyse effectuée dans ce mémoire montre que la société québécoise (ou du moins les acteurs étudiés), bien qu'étant ouverte à la diversité, manifeste plusieurs réticences, notamment quant à l'expression du religieux. Le principe d'accommodement, bien que largement valorisé comme un outil favorisant l'intégration, suscite plusieurs réticences lorsque les demandes concernent des pratiques religieuses ou des signes religieux. La remise en cause de certains consensus collectifs que provoque l'accroissement de la diversité, associé au malaise identitaire créé par le statut de société francophone minoritaire en Amérique du Nord, fragilise, aux yeux de certains, la cohésion sociale de la société québécoise. Ceci, exacerbé par la période de « crise identitaire » qu'a connue le Québec au cours de l'année 2007, peut avoir des conséquences fâcheuses sur les perceptions des membres des minorités culturelles qui vivent au Québec.

MOTS CLÉS : pluralisme, religion, interculturalisme, représentations, immigration.

INTRODUCTION

Une des polémiques les plus importantes actuellement dans nos sociétés occidentales concerne la diversité culturelle qui ne cesse de grandir à l'intérieur de ces sociétés. Une des démonstrations les plus évidentes sont les nombreux débats qui ont eu lieu au Québec dans le cadre de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles (CCPARDC) au cours de l'année 2007. Or, ce sont précisément les questions soulevées lors de cette commission qui m'intéressent tout particulièrement dans ce mémoire.

Aujourd'hui, on recenserait au sein des 194 pays reconnus comme indépendants plus de 6 000 langues vivantes¹ ainsi que 5 000 groupes ethniques². De ce fait, il semble net que la grande majorité des pays, s'ils ne sont guère tous caractérisés par une grande diversité culturelle et/ou religieuse, comprennent tous des minorités ethniques ou religieuses, plus ou moins grandes et plus ou moins nombreuses, que les États peuvent de moins en moins totalement ignorer.

Comme l'affirme Kymlicka, cette diversité culturelle est source de conflits ethnoculturels, de divisions, et de tensions entre majorités et minorités. Bien entendu, ce n'est pas la diversité en elle-même qui est problématique, mais l'utilisation de marqueurs associés à cette dernière (ethniques, culturels, religieux) afin de maintenir des privilèges ou de justifier des intérêts qui l'est. En effet, les conflits ethno-culturels représentent depuis la fin de la Guerre froide la plus grande source de conflits politiques dans le monde. Selon l'auteur, certains d'entre eux demeurent inévitables, même si les parties en jeu font preuve d'une plus grande tolérance. Dans la plupart des cas, les raisons de ces conflits ethnoculturels concernent les droits linguistiques, l'autonomie régionale, la représentation politique, l'éducation scolaire, les revendications territoriales, les politiques d'immigration, de naturalisation, ou encore les symboles de la nation comme l'hymne national et les jours fériés.

¹ Lewis, M. Paul (ed.), *Ethnologue: Languages of the World*, Sixteenth edition. Dallas, Tex.: SIL International, 2009.

² Gurr, Ted Robert, *Minorities at Risk: A Global View of Ethnopolitical Conflicts*. Washington, D.C.: United States Institute of Peace Press, 1993.

De ce fait, il importe de réfléchir sur la manière de concevoir et d'organiser les sociétés démocratiques en fonction du pluralisme culturel qui les caractérise. L'économiste Thomas Sowell affirme que :

Même si nous ne comprenons pas entièrement les causes sous-jacentes des frictions et des hostilités entre groupes, nous pouvons au moins nous faire une idée des arrangements sociaux qui peuvent réduire, ou renforcer, la discrimination, la violence et les autres expressions ouvertes d'hostilités.³

La plupart des nations démocratiques ont toujours été multiculturelles du fait de la diversité religieuse ou sociale de leur population. Néanmoins, toutes n'ont pas toujours reconnu et ne reconnaissent toujours pas politiquement cette diversité. En ce sens, Kymlicka affirme que :

Il y aura pluralisme culturel au sein d'un État si ce dernier autorise l'immigration d'un grand nombre d'individus et de familles venant d'autres cultures et qu'il leur permet de maintenir quelques-unes de leurs particularités ethniques.⁴

La perspective de Kymlicka rejoint ici celle du multiculturalisme canadien. Par ailleurs, le pluralisme et le multiculturalisme peuvent être étudiés d'un point de vue politique, ou encore être perçus comme un processus social. Cela étant, les manières dont les sociétés ont appréhendé ou gèrent actuellement cette diversité sont extrêmement hétérogènes. Dès lors, comment penser la régulation du pluralisme culturel et religieux des pays occidentaux, pluralisme qui n'est destiné qu'à s'accroître au cours du temps ? Je rejoins ici la pensée de Kymlicka, qui affirme que les pays riches, n'assumant pas leur devoir de redistribuer les richesses équitablement dans le monde entier, détiennent de ce fait un certain devoir moral :

On peut considérer qu'en permettant aux immigrants des pays pauvres de recréer leur culture sociétale, on compense notre incapacité à leur offrir la possibilité de mener une vie décente dans leur propre pays.⁵

Ainsi, considérant que les conflits ethnoculturels sont nombreux et qu'ils ne sont portés qu'à s'accroître en raison du pluralisme grandissant, il m'apparaît que réfléchir de manière

³ Thomas Sowell, *Race, Politique et Economie. Une approche internationale*, Paris, PUF, 1983, p.8.

⁴ Will Kymlicka, *op. cit.*, p. 28.

⁵ *Ibid.*, p. 146.

scientifique sur la question, et ce, en vue de tenter de réduire certaines tensions, est une tâche qui incombe à la sociologie. En 1893, Emile Durkheim affirmait déjà : « Nous estimerions que nos recherches ne méritent pas une heure de peine si elles ne devaient avoir qu'un intérêt spéculatif⁶ ». Dans le même sens, Schnapper soutient également que « notre obligation morale d'éclairer les débats par notre travail me paraît impérieuse⁷ ».

Les différents modèles de gestion du pluralisme, existant aujourd'hui en Occident, puisent leurs sources dans divers courants de philosophie politique, dont les premiers penseurs remontent aux philosophes grecs ou à ceux des Lumières.

Les différents courants de philosophie politique qui sous-tendent la gestion du pluralisme culturel

D'après le professeur honoraire de l'Institut d'études européennes de Genève, André Reszler, « Les théories des sociétés ouvertes sont partielles, lacunaires, auto-limitatives⁸ ». En effet, sans perspective d'un « idéal sacralisé » que l'auteur définit par « une abstraction faite de l'idéal de la liberté elle-même » et qui caractérisent les sociétés « fermées » comme les utopies, ces théories ne peuvent se sublimer car elles sont tributaires de l'évolution du monde. Ces sociétés ne sont pas et ne doivent pas être gouvernées par des règles et des lois indiscutables ou transparentes. Pour Reszler, le pluralisme est « un esprit, une vision du monde, un principe d'organisation sociale très ancien dont les origines remontent à la plus haute antiquité⁹ ». Ennemi du totalitarisme et du nationalisme, soit du radicalisme, Reszler le situe proche de la « tradition intellectuelle "libérale" de l'Europe, bien avant l'apparition du libéralisme politique moderne¹⁰ ».

⁶ Émile Durkheim (1893), *De la division du travail social*. Paris, Les Presses universitaires de France, 8^e édition, Collection, Bibliothèque de philosophie contemporaine. « Préface de la première édition », 1967.

⁷ Voir son panorama sur le site de la fondation internationale prix Balzan. (Lien internet dans la bibliographie)

⁸ André Reszler. *Le pluralisme : aspects historiques et théoriques des sociétés pluralistes*. Paris: Table ronde, 2001, p. 90.

⁹ André Reszler, *Le pluralisme aspects théoriques et historiques des sociétés ouvertes*. Genève, Georg, Institut universitaire d'études européennes, 1990, p. 147.

¹⁰ *Ibid.*, p. 147.

À l'heure actuelle, deux grands courants de philosophie politique s'opposent quant à leur conception de la diversité ethnoculturelle ; ce sont le libéralisme politique et la philosophie communautarienne. D'après le philosophe Lukas K. Sosoe, l'oeuvre *A theory of Justice* du philosophe libéral John Rawls, parue en 1971, suivie par la critique du philosophe Michael Sandel présente dans *Liberalism and the Limits of Justice*, paru en 1982, créa le premier débat qui devait par la suite opposer le libéralisme à la pensée communautarienne. Il s'agit de comprendre précisément cette opposition : selon la philosophe Justine Lacroix, c'est « la conception de l'identité démocratique ¹¹ » défendue par le libéralisme politique que conteste la philosophie communautarienne. Les théories libérales, représentées entre autres par Emmanuel Kant, John Rawls ou encore Jürgen Habermas, abondent toutes dans le même sens que l'idée de Reszler selon laquelle une société pluraliste ne peut être gouvernée que par une unique conception du « bien ». En effet, une société plurielle nécessite selon le courant libéral uniquement une conception commune du « juste », scindant en deux de cette manière la perception du « juste » et celle du « bien », dissociation que contestent les penseurs communautariens.

D'un point de vue sociologique, les libéraux ont longtemps défendu ce que le sociologue Nathan Glazer appelle une position de « neutralité bienveillante » (*Salutary neglect* ¹²). Dans cette optique, l'État ne reconnaît point juridiquement ou politiquement les groupes ethniques. L'expression des particularités ethniques des individus est permise, mais uniquement dans la sphère privée. Au début des années 1980, les penseurs communautariens ont commencé à défendre un point de vue différent. Ils considérèrent que le libéralisme devait s'adapter davantage à la diversité culturelle des sociétés occidentales et ainsi prendre en compte l'importance de l'authenticité des individus. En outre, certains penseurs libéraux se sont également rapprochés de cette pensée, s'inscrivant de fait dans le courant dit de libéralisme renouvelé. À ce titre, les philosophes Sylvie Mesure et Alain Renaut, qui partagent ce point de vue, optent pour la reconnaissance de droits culturels qu'ils définissent par :

¹¹ Justine Lacroix, *Communautarisme versus libéralisme : quel modèle d'intégration politique ?*, Bruxelles, ULB, 2003, p. 10.

¹² Nathan Glazer, *Affirmative Discrimination : Ethnic Inequality and Public Policy*, New York, Basic Books, 1975, p. 25.

Les droits de l'individu à posséder et à développer, éventuellement en commun avec d'autres au sein d'un groupe défini par des valeurs et des traditions partagées, sa propre vie culturelle, correspondant à une identité culturelle distincte de celle d'autres individus ou d'autres groupes.¹³

Néanmoins, selon Sosoe, l'opposition entre la philosophie libérale et communautarienne reste floue. D'une part, l'auteur exprime la difficulté de rassembler les diverses pensées libérales et communautariennes respectivement à l'intérieur d'une pensée homogène. D'autre part, il montre le désir même des penseurs de ne pas être catégorisés libéraux ou communautariens. De fait, Sandel ainsi que les philosophes Charles Taylor, Michael Walzer ou encore Alasdair MacIntyre, associés aux penseurs communautariens, ne reconnaissent pas toujours cette « étiquette ».

Dès lors, il conviendra dans cette étude de comprendre, en vue de notre analyse, les divergences et convergences entre ces diverses philosophies, mais également à l'intérieur de ces philosophies, particulièrement dans celle du libéralisme politique qui comprend une grande diversité de pensées. Une attention particulière sera accordée au courant du libéralisme dit renouvelé, qui constitue une tentative d'allier le libéralisme à la reconnaissance de la diversité dans l'espace public. Ces approches seront étudiées notamment à travers leurs visions de la gestion du pluralisme ethnique, culturel et religieux dans les sociétés plurielles. Cette clarification est en fait indispensable pour comprendre les outils mis en place par les différents modèles d'intégration et notamment celui du Québec, qui m'intéresse plus particulièrement dans ce mémoire.

Les modèles d'organisation politique

De ces grands courants philosophiques découlent différents modèles d'organisation politique : on parle d'un modèle « universel républicain » en France, du « multiculturalisme » en Angleterre, au Canada, et parfois aux États-Unis, ou encore de l'« interculturalisme » également en Angleterre ou au Québec. En outre, il existe selon Kymlicka des politiques d'inspiration multiculturaliste dans plusieurs pays d'Europe, tels qu'en Belgique, en Hollande, en Suède, ou encore au Portugal. Elles se traduisent par exemple par des mesures

¹³ Sylvie Mesure, Alain Renaut, *Alter Ego. Les paradoxes de l'identité démocratique*, Paris, Aubier, 1999, p. 291.

visant à instaurer une autonomie territoriale ou un fédéralisme multinational au profit de minorités nationales ; c'est le cas de la Belgique avec les Flamands¹⁴, l'Espagne avec les Catalans et les Basques, l'Angleterre avec les Gallois et les Ecossais, etc. À l'inverse, en France, le multiculturalisme est décrit par Kymlicka comme une « maladie typiquement nord-américaine¹⁵ ». Outre sa gestion du problème corse ou basque, la France a également bloqué le développement de certains critères européens pour la définition des droits des minorités au Conseil de l'Europe.

Ainsi, dépendamment des contextes nationaux, de l'histoire des pays ou des enjeux politiques liés aux pays en question, les différents modèles d'intégration de la diversité peuvent être perçus très différemment. À l'intérieur des pays, le modèle d'intégration en vigueur est fréquemment confronté à de grandes difficultés. Selon le sociologue Gérard Bouchard et le philosophe Charles Taylor, aucune société occidentale « ne peut prétendre détenir la solution miracle » :

La plupart des nations d'Occident sont aux prises avec ce même défi : réviser les grands codes du vivre-ensemble pour aménager les différences ethnoculturelles dans le respect des droits. [...] Il revient à chacune d'élaborer une solution, un modèle qui lui convienne, en accord avec son histoire, ses institutions, ses valeurs et ses contraintes.¹⁶

Allant plus loin, la sociologue Micheline Milot distingue trois « problématiques majeures¹⁷ » dans la gestion de la diversité culturelle. La première porte sur la question de la « différence », c'est-à-dire « comment assurer un juste équilibre entre le respect des différences sans toutefois créer une société qui serait composée uniquement d'agglomérations d'appartenances différenciées ?¹⁸ ». La seconde porte sur le mode d'intégration des minorités culturelles et le statut qu'il convient de leur donner au sein de la société. Enfin, la troisième

¹⁴ Même si les Flamands représentent la majorité en Belgique, le fédéralisme belge est avant tout une réponse aux revendications identitaires de ces derniers.

¹⁵ Will Kymlicka, *op. cit.*, p. X.

¹⁶ Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, Document de consultation, *Accommodements et différences, Vers un terrain d'entente : la parole aux citoyens*, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2008, p. VI.

¹⁷ Micheline Milot, « Canadian Multiculturalism, Laicity and the Recognition of Religious Diversity » dans Alessandro Ferrari (dir), *Different Meanings and Perspectives of Multiculturalism in a Global World*, Stampfli & Cie ag, Bern, 2008, p. 48.

¹⁸ *Ibid.*, p. 48.

concerne la question de l'identité, ainsi que celle de la reconnaissance des cultures minoritaires. Ces trois aspects seront appréhendés à plusieurs reprises dans ce mémoire, notamment à travers les divers courants de pensées philosophiques, mais également dans l'analyse des modèles d'intégration.

Dans l'étude présente, j'analyse le modèle interculturel au Québec. Pour cela, un examen du multiculturalisme canadien apparaît indispensable, puisque le modèle interculturel se voit souvent défini en opposition à celui-ci. Pour ma part, je pense que les modèles d'intégration ne sont pas si antagonistes. Aussi, les points communs, les divergences, les portées et les limites de ces deux manières de concevoir la diversité culturelle canadienne et donc québécoise, seront appréhendés avant d'entrer dans le cœur de l'étude, qui constitue en une analyse des perceptions relatives à la diversité de la société québécoise.

Les tensions générées par la diversité

Au sein de la société québécoise, force est de constater que les avis concernant la diversité culturelle et religieuse sont partagés. En 1996, le ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration (MRCI)¹⁹ publia le *Sondage d'opinion publique québécoise sur l'immigration et les relations interculturelles, Résumé et synthèse*. Cette enquête révéla une augmentation des contacts interculturels à l'intérieur de la population depuis 1992, constatant que cela favorisait une attitude positive à l'égard de l'immigration. Selon les résultats de l'enquête, les deux tiers de la population partagent cette appréciation positive de l'immigration. Cependant, l'enquête montra aussi une faible connaissance de l'immigration et principalement du rôle du gouvernement envers celle-ci. Il en ressort une surestimation du nombre d'immigrants, entraînant une envie de maintenir, voire de baisser, le nombre des nouveaux immigrants, ainsi qu'une sous-estimation du nombre d'immigrants parlant le français. Enfin, l'enquête confirma l'importance pour les Québécois que les nouveaux arrivants s'intègrent et qu'ils apprennent, pour cela, le français. L'enquête révéla également que la population qui montra les connaissances les plus faibles et les attitudes les moins

¹⁹ Antérieurement le MICC qui est aujourd'hui le ministère de l'Immigration et des communautés culturelles.

positives à l'égard de l'immigration, était constituée de personnes âgées, de personnes peu scolarisées, vivant à l'extérieur de Montréal, ou ayant peu de contacts interculturels.

Par ailleurs, l'année 2007 fut particulièrement marquée par des tensions autour du principe des « accommodements raisonnables », notamment pour motif religieux. En effet, malgré leur objectif premier qui est de rétablir les bris d'égalité entre les membres de la société québécoise, les accommodements raisonnables n'ont pas eu l'effet escompté au cours de ces dernières années dans la perception d'une partie de la population. Ces derniers furent même accusés de permettre et d'augmenter les inégalités dans l'espace public. À titre indicatif, il est fascinant de constater que s'ils firent leur entrée dans la jurisprudence canadienne en 1985, les accommodements raisonnables sont devenus rapidement depuis la fin de l'année 2006 un des sujets de la presse écrite les plus souvent abordés. Sur les 2700 articles de journaux de la presse canadienne francophone comportant l'expression « accommodement(s) raisonnable(s) », plus de 2100 ont été écrits au cours de l'année 2007²⁰. Je ne rentrerai pas ici dans le débat à savoir si la presse a contribué ou pas à alimenter une certaine méfiance à l'égard de cette notion. Reste à constater que cette polémique grandissante a non seulement créé une certaine hostilité face à une mesure qui découle du principe d'égalité, mais, ayant été instrumentalisée par les partis politiques lors des dernières élections provinciales, a également contribué à la montée du conservatisme identitaire. De surcroît, les premiers touchés par cette tempête médiatique furent indéniablement les individus issus de l'immigration et particulièrement ceux de confession juive, musulmane ou sikhe.

Cette polémique est née de plusieurs cas d'accommodements raisonnables (ou identifiés comme tels) qui ne firent guère l'unanimité au sein de la société québécoise : ce fut le cas par exemple de la demande d'un local de prière soutenue en avril 2003 par des étudiants musulmans de l'École de Technologie Supérieure. Également, la décision en mars 2006 de la Cour suprême du Canada reconnaissant comme valide l'accommodement raisonnable qui avait été octroyé, par la commission scolaire, à un élève sikh de porter son *Kirpan* (un couteau symbolique religieux sikh) à l'école fut assez contestée. Depuis, la confusion règne, mêlant les demandes d'accommodements raisonnables au sens juridique et

²⁰ Chiffres constatés en effectuant des recherches sur la base de données Euréka.

les pratiques d'aménagement volontaire entre voisins ou dans les institutions, qui relèvent davantage de la sphère privée. Quelques une d'entre elles, qualifiées de demandes « déraisonnables », finirent par discréditer le principe des accommodements raisonnables ainsi que les réclamations légitimes. Ce fut par exemple le cas de la demande que soit modifié le menu d'une cabane à sucre où allaient manger des musulmans. Ce fait, nous le verrons dans le chapitre II, fut complètement déformé dans la manière dont il fut relaté.²¹ En définitive, il semble que la reconnaissance des droits culturels ou des droits de représentations spéciaux, notamment lorsque ces derniers portent un caractère religieux, soit fortement génératrice de tensions. En 2006, un sondage *SOM-La Presse-Le Soleil* indiquait que 58% des Québécois déclaraient que la société était trop tolérante en matière d'accommodement raisonnable, et ce, malgré le fait que 68% ont déclaré que l'immigration était un atout pour la société. Par ailleurs, cette période a favorisé, selon la chercheure Marie Mc Andrew, « une tendance à l'infériorisation, soit la dévalorisation des comportements ou des traits culturels de l'Autre » et la « généralisation d'images négatives à l'ensemble des groupes minoritaires²² ».

Pour réduire les tensions et sans doute afin de soustraire la controverse du débat politique, le premier ministre du Québec, Jean Charest, annonça en février 2007 la création de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles (CCPARDC), co-présidée par le sociologue Gérard Bouchard et le philosophe Charles Taylor. Plus tôt, en octobre 2006, l'ancien ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, Jean-Marc Fournier, avait annoncé la création du Comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire. Ce dernier, présidé par Bergman Fleury, avait deux objectifs : évaluer l'intégration des jeunes issus de communautés culturelles, religieuses et linguistiques différentes dans le milieu éducatif et considérer la gestion de la diversité par le biais des accommodements raisonnables. Ses recommandations, présentées dans le rapport déposé à la fin de l'année 2007, traduisent la nécessité d'un effort de prévention : créer des services de soutien aux commissions scolaires et aux écoles, inclure dans la formation universitaire des enseignants des programmes

²¹ Chapitre II, section 3.4 au sujet de la « crise » des accommodements raisonnables.

²² Marie Mc Andrew, « Des balises pour une société ouverte et inclusive », *Option politique*, septembre 2007, p. 45.

concernant la diversité culturelle et religieuse, etc. Ainsi, aucune recommandation de la commission n'a montré une fermeture à ce pluralisme grandissant.²³

Objectifs spécifiques de la recherche

De ces faits, il est possible de conclure à un relatif écart de perception dans la société des politiques d'immigration et du principe d'accommodement raisonnable. On peut aussi supposer que ces politiques et ce principe font l'objet d'interprétations et d'attentes différentes concernant leur mise en œuvre dans la population. Selon le rapport du Comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire, les directeurs d'écoles se sentaient assez démunis face aux demandes d'accommodements raisonnables et ont exprimé la volonté de disposer de balises plus claires.

Par conséquent, le message d'ouverture à l'immigration et de tolérance que veut promouvoir le gouvernement rencontre plusieurs obstacles. En outre, étant donné que c'est aux institutions et aux entreprises qu'incombe la responsabilité de décider des arrangements avec leurs employés ou leur clientèle, le risque de voir la notion d'accommodement raisonnable revêtir une pluralité de sens, jusqu'à être qualifié de « déraisonnable », est important. L'écart entre les vertus désirées par les outils du modèle d'intégration québécois et les réalités qu'ils génèrent peut s'avérer grand. Dès lors, est-ce que, comme l'affirmaient Mesure et Renaut, montrer que la reconnaissance de la différence est compatible avec le principe d'égalité constitue un acte « collectivement éducatif²⁴ » ? Ou, plus précisément, compte tenu des problèmes que provoquent la reconnaissance de certaines pratiques des immigrants, et la peur que cela génère au sein de la société d'accueil, dans quelle mesure la pluralité culturelle et religieuse d'une nation peut-elle être reconnue ?

Selon l'anthropologue Denise Helly, le multiculturalisme a une « utilité sociale » : lutter contre la xénophobie et faciliter « l'action d'organismes et d'associations de défense

²³ Voir le rapport du Comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire, *Une école québécoise inclusive : dialogue, valeurs et repères communs*, Rapport présenté à madame Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 15 novembre 2007.

²⁴ Sylvie Mesure, Alain Renaut, *Alter Ego. Les paradoxes de l'identité démocratique*, Paris, Aubier, 1999, p. 296.

des droits des minorités ethnoculturelles²⁵. Également, le Conseil des relations interculturelles, organisme rattaché au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles rappelle le rôle majeur du modèle d'intégration au sein d'une société : « la forme des rapports sociaux propres à la diversité ethnoculturelle dépend, en partie du moins, de la capacité du politique à en orienter la construction²⁶ ». Dans le même sens, il me semble que le rôle principal d'une politique d'intégration, de gestion de la diversité ethnoculturelle est éducatif, et reste celui d'orienter le comportement des individus vers une conception favorable de l'immigration, des échanges culturels et d'une société de plus en plus pluraliste.

Malgré les tensions générées, l'hypothèse que j'émetts est qu'en laissant s'exprimer certaines revendications des membres des minorités culturelles par le biais des accommodements raisonnables, ces ouvertures sur des pratiques culturelles minoritaires permettent une adaptation en douceur de la manière de gérer une société pluraliste, afin d'y créer une nouvelle harmonie sociale, basée sur des fondements plus ouverts et plus inclusifs.

Afin de comprendre davantage la manière dont est perçu le pluralisme culturel et religieux au Québec, il importe d'examiner les avis des acteurs de la société québécoise. À cette fin, j'utiliserai les mémoires que plusieurs d'entre eux ont déposés lors de la CCPARDC, en me concentrant sur les acteurs institutionnels ou représentants de groupes culturels qui sont particulièrement touchés par la problématique de la diversité culturelle et religieuse.

La Commission Bouchard-Taylor

Suivant le décret du gouvernement, la CCPARDC avait pour mandat de :

²⁵ Denise Helly avec la collaboration de Marie Mc Andrew et Judy Young (2004), « Le financement des associations ethniques par le Programme du Multiculturalisme canadien », dans Altay Manço, Joseph Gatugu et Spyros Amoranitis (dir.) *quelles (re)connaissances ? Réponses européennes et canadiennes*, Paris, Turin, Budapest, L'Harmattan, coll. « Compétences interculturelles », 2004, p.247.

²⁶ Conseil des relations interculturelles, p. 4

a) de dresser un portrait des pratiques d'accommodement qui ont cours au Québec ; b) d'analyser les enjeux qui y sont associés en tenant compte des expériences d'autres sociétés ; c) de mener une vaste consultation sur ce sujet ; et d) de formuler des recommandations au gouvernement pour que ces pratiques d'accommodement soient conformes aux valeurs de la société québécoise en tant que société pluraliste, démocratique et égalitaire.²⁷

Selon la Commission Bouchard-Taylor (du nom de ses deux co-présidents), il importe d'identifier, derrière le débat sur les accommodements raisonnables, « le symptôme d'un problème plus fondamental concernant le modèle d'intégration socioculturelle qui a cours au Québec depuis les années 1970 ²⁸ ». En effet, les co-présidents considèrent qu'« au Québec, la crainte selon laquelle la diversité culturelle pourrait compromettre la cohésion collective a été exprimée au sein de la population francophone ²⁹ ». Cette crainte aurait un lien, selon la commission, avec l'inquiétude de la survie de la population francophone en Amérique du Nord. Dès lors, « l'interculturalisme, l'immigration, la laïcité et la thématique de l'identité québécoise ³⁰ » représentent des éléments importants du débat initié par la question des accommodements raisonnables. Également, à l'instar des penseurs cités précédemment, les co-présidents s'entendent sur l'idée que toutes les nations occidentales font actuellement face à ce même défi, celui de : « réviser les grands codes du vivre-ensemble pour aménager les différences ethnoculturelles dans le respect des droits ³¹ ».

Ainsi, afin de mettre en place ce « véritable dialogue avec la population », espérant que cela donne lieu à « des échanges francs et ouverts, en même temps que modérés par la raison et la civilité ³² », la commission a organisé une grande consultation publique. Pour participer à cette dernière, trois modes de participation furent offerts aux citoyens. La rédaction d'un mémoire, le témoignage au cours d'une audience publique, ou la participation à un forum de citoyens à caractère régional ou national. Dans le document de consultation figurent un nombre important de questions, que nous aborderons dans le chapitre méthodologique, visant

²⁷ Document de consultation, *Accommodements et différences [...] op. cit.*, p. V.

²⁸ *Ibid.*, p. V.

²⁹ *Ibid.*, p. VI.

³⁰ *Ibid.*, p. V.

³¹ *Ibid.*, p. 5.

³² *Ibid.*, p. 6.

à guider l'écriture des mémoires. Au total, la commission organisa 22 forums régionaux dans 17 villes, situées dans 16 régions (sur 17 au total) de la province du Québec, et quatre forums nationaux. 3 423 personnes ont participé aux forums régionaux et plus de 800 aux forums nationaux. Après avoir reçu 901 mémoires de citoyens, de groupes et d'associations et écouté 241 témoignages, les co-présidents ont déposé leur rapport en mai 2008. Également, treize rapports d'experts commandés par la Commission à des spécialistes de différentes universités québécoises ont été déposés et 31 groupes-sondes ont été organisés à travers le Québec.³³ Dans leur rapport, les chercheurs ont formulé 37 recommandations au gouvernement. Sur celles-ci, Charles Taylor a déclaré :

Nos recommandations s'inscrivent dans ce qu'il est convenu d'appeler le « parcours québécois ». Nous ne proposons ni rupture, ni virage radical, seulement des mesures pour faciliter les rapports interculturels et l'évolution normale d'une société pluraliste et moderne.³⁴

Parmi ces 901 mémoires, beaucoup ont été écrits à titre individuel. Je ne retiendrai dans la présente étude que ceux écrits par des institutions, des organismes ainsi que ceux des partis politiques. En effet, si je souhaite rendre compte des perceptions du pluralisme culturel et religieux au Québec, il me paraît plus pertinent de choisir des mémoires d'organismes importants ou influents de la société québécoise plutôt que des mémoires qui ne représentent que des avis personnels. Ainsi, du côté des administrations territoriales, j'étudierai entre autres celui de la Fédération des commissions scolaires du Québec et celui du Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés ethnoculturelles. Du côté des organismes conseil du gouvernement, j'étudierai l'avis du Conseil des relations interculturelles et celui du Conseil du statut de la femme. Parmi les fédérations et organismes de la société civile, j'analyserai entre autres le mémoire de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes et celui de la Ligue des droits et libertés. Enfin, parmi les différents représentants des diverses confessions religieuses, je retiendrai entre autres les mémoires de l'Assemblée des évêques

³³ Gérard Bouchard, Charles Taylor, *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, Mai 2008, p. 17.

³⁴ Site de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (CCPARDC), Communiqué du 22 mai.

catholiques du Québec, de la *Sikh Community of Montreal*, du Congrès Juif Canadien et du Forum musulman canadien. La liste complète des mémoires retenus est détaillée dans le troisième chapitre qui constitue le chapitre méthodologique.

Dès lors, pour chacun des vingt-sept mémoires choisis, j'appliquerai la méthode sociologique de l'analyse de contenu – qui est également explicitée dans le chapitre méthodologique –, qui aura comme point de départ les questions suivantes : selon l'acteur, est-ce que le modèle d'intégration québécois souhaite homogénéiser la culture québécoise, en négligeant les apports des autres cultures minoritaires ? Comment est perçue l'immigration ? Et les membres des minorités culturelles ? Est-ce que l'acteur de la société québécoise se prononce en faveur de la reconnaissance publique des droits culturels et religieux des individus ? Ou encore, selon l'acteur, certaines libertés fondamentales présentes au Québec sont-elles remises en cause ? Comment est perçu le pluralisme culturel et religieux au Québec ?

À partir de ces questions, seront donc construites diverses catégories à partir desquelles je tâcherai d'apporter des éléments de réponses aux problématiques soulevées.

Annonce du plan

Dès lors, le présent mémoire sera constitué de la sorte. Le premier chapitre, exclusivement théorique, traitera des courants philosophiques évoqués plus haut, soit le libéralisme et la philosophie communautarienne. Il importe ici que je précise que mon but n'est point de faire une analyse critique ou comparative de ces théories. Mon intérêt se situe davantage du côté des modèles d'intégration de la diversité culturelle et religieuse qui en découlent, et ainsi, de mettre à jour les concepts philosophiques que ces derniers sous-tendent. C'est pourquoi, dans ce premier chapitre, je m'appuierai principalement sur les auteurs tels que Will Kymlicka, Charles Taylor, ou Dominique Schnapper ainsi que quelques autres, afin d'esquisser une vue d'ensemble du champ qui m'intéresse. En outre, cet exercice ne prétend pas à l'exhaustivité des multiples théories qui existent. Le second chapitre sera consacré à l'analyse des modèles d'intégration en vigueur au Canada et au Québec. Il s'agit donc respectivement du modèle multiculturaliste et interculturaliste. L'outil juridique de l'accommodement raisonnable sera également explicité dans ce chapitre. Par la suite, le

chapitre III exposera la méthodologie qui servira à l'analyse des mémoires déposées à la CCPARDC.

Dans les chapitres IV, V, VI et VII seront analysés les différents avis retenus pour l'étude. Pour chaque catégorie d'analyse, qui représente en réalité des thèmes différents, les opinions des acteurs seront regroupées, déclinées, et analysées afin de faire ressortir les éléments pouvant aider à la compréhension du rapport qu'a la société québécoise avec la diversité culturelle et religieuse qu'elle comporte. Enfin, en conclusion, je tâcherai d'étayer les grandes conjonctures qui caractérisent le Québec, et ce, toujours en lien avec sa gestion du pluralisme culturel et religieux.

CHAPITRE I

LES COURANTS DE PHILOSOPHIE POLITIQUE

1. Le libéralisme

John Rawls, dans sa préface à l'édition française de la *Théorie de la Justice*, affirme que le libéralisme n'a pas la même signification de chaque côté de l'Atlantique. Pour sa part, la sociologue Dominique Schnapper montre les convergences qui existent entre le libéralisme états-unien et le républicanisme français. Il importe de préciser que, parlant des points communs entre ces deux philosophies, l'auteure emploie les deux termes – soit républicanisme et libéralisme – pour désigner le même modèle universaliste de gestion des différences culturelles. Ainsi, nous allons voir dans ce chapitre les différentes formes de libéralisme envisagées par un certain nombre d'auteurs parmi les plus notoires, ainsi que l'évolution du courant libéral, notamment par l'apport de la critique communautarienne.

1.1. Son origine

Selon Kymlicka, le modèle d'organisation politique promu par les théoriciens en Occident s'est inspiré de la *polis* grec (« cité » grecque) où les individus partageaient la même culture et utilisaient la même langue, malgré le fait qu'ils vivaient dans des communautés polyglottes et multiethniques. Cet idéal mena les sociétés qui l'adoptèrent, à expulser massivement les minorités hors de leur territoire, à des épurations ethniques, des génocides, à des mesures de discrimination et de ségrégation, et à l'assimilation forcée. Néanmoins, certains pays établirent des traités bilatéraux, permettant à la population de l'un de vivre paisiblement dans le pays de l'autre à condition que chaque pays accorde les mêmes droits à cette population minoritaire. Pour Kymlicka, ces traités constituent une source d'instabilité ; l'Allemagne, par exemple, justifia son invasion en Pologne et en Tchécoslovaquie en prétendant un non-respect des droits des populations allemandes sur ces territoires.

Selon les philosophes Sylvie Mesure et Alain Renaut, la philosophie politique anglaise du XVII^{ème} siècle, grâce aux philosophes John Locke et John Milton, fut la première à

théoriser le modèle libéral. Dès lors, et jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les libéraux pensèrent qu'en garantissant les droits civils et politiques fondamentaux à tout être humain, indépendamment de son appartenance à un groupe ethnique, religieux, etc., (droits tels que la liberté d'expression, d'association et de conscience), les minorités seraient par ces droits également protégées étant donné que ces droits s'exercent en communauté. Ainsi, ces dernières n'avaient plus besoin de droits spéciaux et ne pouvaient « exiger l'obtention de moyens visant au maintien de leur particularisme ethnique¹ ». Partageant cette pensée, l'Organisation des Nations Unies (ONU) effaça toute référence aux droits des minorités ethniques et nationales dans sa Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée en 1948. Tout comme la tolérance religieuse, que l'on pensait alors possible uniquement à travers la séparation de l'Église et de l'État, on pensa que cette gestion de la diversité culturelle servirait à résoudre les problèmes de différences ethnoculturelles. Selon des auteurs libéraux tels que les sociologues Nathan Glazer ou Milton Gordon, l'identité ethnique, tout comme la religion, devait être une composante de l'identité privée des individus et ne concernait donc pas l'État, qui ainsi adoptait une position de « neutralité bienveillante », ou de *benign neglect*² :

Les membres de groupes ethniques ou nationaux sont protégés contre toute discrimination et tout préjugé et ils sont libres d'essayer de préserver toute dimension de leur identité ou de leur héritage ethnique, dans le respect des droits d'autrui. [...] La séparation de l'État et de l'ethnicité interdit toute reconnaissance juridique ou politique des groupes ethniques.³

Derrière ces mesures globales n'excluant aucun individu, se profile le modèle universaliste, défini ainsi par les politologues Jean Beaudoin et Philippe Portier :

¹ Will Kymlicka, *op. cit.*, p. 12.

² *Ibid.*, p. 13. C'est le terme exact qu'emploie Kymlicka.

³ *Ibid.*, p. 13.

[Ce dernier] ne veut connaître que les individus, s'efforce de réduire la capacité d'emprise des structures traditionnelles et d'homogénéiser les façons d'habiter le monde [et] s'emploie à extraire les individus de leurs cercles originels d'appartenance pour les hisser au niveau de la généralité publique.⁴

Cependant, des libéraux dits de gauche tels que John Rawls ou Karl Popper, ont déjà défendu des politiques de discrimination positive instituées en faveur des groupes raciaux désavantagés, dès lors qu'il s'agissait de mesures temporaires. Pour Kymlicka, c'est l'exception qui confirme la règle. Ces mesures de « rééquilibrage » sont destinées à remédier à des années de discrimination et d'accélérer l'évolution vers une « *color-blind* » society⁵. À l'inverse, d'autres libéraux, comme Thomas Sowell, ont soutenu que la discrimination positive, s'appuyant sur l'idée de race, exacerbe la conscience des différences entre les individus. En cela, il apparaît que les libéraux « classiques » s'opposent tous à une différenciation permanente de droits ou de statuts accordés à certaines minorités et à leurs membres.

1.2. Les principes du libéralisme

Selon Kymlicka, les principes fondamentaux du libéralisme reposent sur deux valeurs principales : celle de la liberté individuelle et celle d'autonomie individuelle. Cette dernière est définie par l'auteur comme « la liberté de former et de réviser [ses] fins ultimes ». En effet, le libéralisme, selon un de ses principaux penseurs, le philosophe anglais du XIX^{ème} siècle John Stuart Mill, se caractérise par « un idéal de réflexion qui [...] aspire à "éclairer l'ensemble de nos pensées et de notre conduite" ⁶ » dans tous les domaines de la vie. On peut voir que cet idéal se retrouve dans l'esprit de la laïcité française. Ainsi, chacun doit pouvoir choisir sa conception de la vie bonne, mais également au cours de sa vie, il doit pouvoir la remettre en question, la modifier, et en adopter une nouvelle s'il le désire. De Mill à Rawls, en passant par le philosophe Ronald Dworkin et les autres libéraux contemporains les plus

⁴ Jean Beaudoin, Philippe Portier « la laïcité française, approche d'une métamorphose », dans Jean Baudouin et Philippe Portier (dir) *La laïcité. une valeur d'aujourd'hui. Contestations et renégociations du modèle français*, Rennes, PUR, Coll « Res Publica », 2001, p. 21.

⁵ Will Kymlicka, *op. cit.*, p. 13.

⁶ Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle. Une théorie libérale du droit des minorités*, p.228.

renommés, tous partagent l'avis de Kymlicka qui affirme que « l'idée d'une faillibilité et d'une révisibilité de nos croyances concernant la vie bonne est au cœur de la tradition libérale ⁷ ». Une société libérale doit donc d'une part permettre aux individus de mener leur vie selon les aspirations qu'ils ont et, d'autre part, leur montrer des modes de vies alternatifs, notamment grâce à la liberté d'expression et d'association et à l'éducation.

En France, la citoyenneté républicaine représente selon Schnapper « un instrument pour gérer les diversités ⁸ ». Cette dernière, que l'auteure confond avec le libéralisme, soutient les principes d'une « intégration républicaine » ou du « libéralisme procédurale ⁹ », qui prônent une organisation de la société, marquée par une séparation entre la sphère publique et la sphère privée. Dans la sphère privée, les particularismes culturels, linguistiques, etc. des individus sont tolérés, dans la mesure où ils ne contraignent pas les principes de liberté et d'égalité. Au public, le « lieu de formation et d'exercice de la citoyenneté ¹⁰ » intègre les individus au nom de valeurs telles que l'unité, l'égalité et l'universalité. En ce sens, les républicains rejoignent les libéraux dans la volonté de proscrire toute identité politique particulière. Cependant, les républicains sont loin de vouloir gérer la diversité culturelle par « "négarion d'une part" de l'individu ¹¹ » comme l'affirment Sylvie Mesure et Alain Renaut. Respectant les attachements historiques ou religieux particuliers dans la société dans la sphère privée et assurant l'unité de la société par le biais de la citoyenneté commune, Schnapper défend que « le libéralisme – ou la citoyenneté – est un principe de tolérance ¹² ». Plus que cela, l'auteure soutient que le multiculturalisme est un droit dans la conception républicaine classique. Tant que les particularités ne fondent pas une identité politique particulière, et qu'elles demeurent en accord avec « les exigences de la vie commune et les

⁷ *Ibid.*, p. 121.

⁸ Dominique Schnapper, *La démocratie providentielle : essai sur l'égalité contemporaine*. Coll. « NRF essais ». Paris, Gallimard, 2002, p. 177.

⁹ *Ibid.*, p. 178.

¹⁰ *Ibid.*, p. 179.

¹¹ *Ibid.*, p. 178.

¹² *Ibid.*, p. 178.

valeurs collectives » que sont la liberté et l'égalité, les individus « ont le droit de cultiver leurs particularités dans leur vie personnelle comme dans la vie sociale ¹³».

Toutefois, Schnapper reconnaît que le libéralisme fut souvent appliqué sans aucune tolérance au moment où les nations se sont constituées et face aux passions nationalistes. En outre, Schnapper critique certains républicains de France de ne pas faire preuve de grande tolérance. Beaudouin et Portier les appellent les « enragés » de la République¹⁴ : ils désignent entre autres les philosophes Régis Debré, Catherine Kintzler, ou Charles Coutel, et des institutions comme le Grand Orient de France et le Comité Laïcité République. Ces derniers demeurent convaincus que « l'universalisme permet d'éviter les discriminations et les dissociations auxquelles conduisent nécessairement les politiques de l'identité ¹⁵».

Pour Schnapper, la citoyenneté est une « construction historique ¹⁶». Sa définition a donc évolué au cours du temps et continue à se renouveler, notamment à partir de l'histoire d'un pays et du « caractère cumulatif de la réflexion ¹⁷». En France, Schnapper montre comment la citoyenneté « formelle » a évolué en citoyenneté « réelle » grâce à la critique marxiste. Comprenant que l'égalité civile, juridique et politique, issue de la révolution de 1789, perdait son sens au vu des profondes inégalités économiques et sociales, et que les « droits-libertés », comme la liberté de pensée, de culte, etc., ne pouvaient être promus sans garantir les conditions matérielles assurant « l'exercice » de ces droits, la nouvelle citoyenneté intégra les « droits-créances » après les révolutions de 1848. Ces derniers, par le biais de l'État-providence et de son rôle dans la redistribution des richesses, devaient apporter une « dignité » nécessaire aux citoyens souverains, soit des conditions matérielles convenables afin de pouvoir exercer pleinement leurs droits politiques. En cela, Schnapper soutient que la citoyenneté a répondu à la critique marxiste, qui montrait l'inégalité profonde « entre l'égalité civile, juridique et politique des citoyens et leurs inégalités économiques et

¹³ *Ibid.*, p. 179.

¹⁴ Jean Baudouin et Philippe Portier, *op. cit.*, p. 28.

¹⁵ *Ibid.*, p. 29.

¹⁶ Dominique Schnapper, « Comment reconnaître les droits culturels ? », dans Will Kymlicka et Sylvie Mesure (dir) *Comprendre les identités culturelles*, Revue de philosophie et de sciences sociales n° 1, PUF, collection : Sciences sociales et sociétés, 2000, p. 253.

¹⁷ *Ibid.*, p. 253.

sociales ¹⁸». Cependant, le modèle républicain n'a pas encore pris en compte celle résultant de l'écart entre, encore une fois, l'égalité civique, juridique et politiques des citoyens, et cette fois-ci, « les références particulières, historiques et religieuses ¹⁹». Cette critique, formulée par la pensée communautarienne et notamment Charles Taylor, a provoqué un questionnement sur la capacité du modèle universaliste à organiser des sociétés dont la diversité culturelle et religieuse ne cesse de s'accroître.

1.3. Les limites du modèle universaliste

Les principales critiques du libéralisme classique sont formulées par les théoriciens d'inspiration communautarienne, tels que Charles Taylor, Michael Walzer, ou encore Michael Sandel. Ces derniers considèrent que la gestion libérale de la diversité est devenue inopérante. Loin de sa neutralité de l'État qu'elle défend, ces penseurs accusent ce modèle d'imposer une culture unique, soit celle de la majorité. En imposant ses pratiques, ses valeurs (à travers l'école ou les institutions publiques), sa langue, ou encore ses fêtes nationales, cette dernière marginalise puis détruit les valeurs et les coutumes des groupes culturellement distincts. Selon ces penseurs, une société régie par une telle politique est alors discriminatoire, « d'une façon subtile et inconsciente ²⁰».

Charles Taylor, par exemple, qualifie la politique universaliste d'« inhospitalière à la différence ²¹» car cette dernière se méfie des desseins collectifs et n'encourage point la survivance des sociétés distinctes. Cependant, elle ne cherche pas selon lui à abolir les différences culturelles. Taylor, qui soutient une politique publique de reconnaissance, perçoit plutôt dans le libéralisme classique un déni de dignité pour les citoyens qui sont porteurs d'une histoire et d'une culture distincte. Le libéralisme classique est donc accusé de vouloir assurer l'égalité des individus au détriment de leur authenticité.

¹⁸ *Ibid.*, p. 254.

¹⁹ *Ibid.*, p. 254.

²⁰ Charles Taylor, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*. Paris, Champs/Flammarion, 1992, p. 63.

²¹ *Ibid.*, p. 83.

En ce sens, les communautariens critiquent également la « prétention à l'universalité des valeurs morales ²² » du libéralisme. Michael Sandel écrit que :

La théorie libérale manque ces loyautés et ces responsabilités dont la force morale réside précisément en cela qu'elles sont indissociables de la compréhension que nous avons de nous-mêmes en tant que membre de telle famille, telle cité, nation ou peuple, en tant qu'héritiers de telle histoire ou citoyens de telle république.²³

Pour Kymlicka, la situation est encore plus grave lorsque le mode de gestion est exporté et transplanté dans d'autres pays. Pour Kymlicka, la transposition du modèle français en Afrique et en Europe de l'Est a représenté un désastre et a engendré l'exacerbation des conflits ethniques ainsi que le développement de pratiques de pouvoirs autoritaires. Kymlicka illustre ceci par le cas du Cameroun et de la Roumanie, dont les constitutions auraient été influencées par le modèle français.

Pour Charles Taylor, le libéralisme ne possède pas la neutralité qu'il prétend promouvoir. Il écrit que :

Le libéralisme n'est pas un terrain possible de rencontre pour toutes les cultures, mais il est l'expression politique d'une variété de cultures – tout à fait incompatibles avec d'autres. [...] le libéralisme ne peut ni ne doit revendiquer une neutralité culturelle complète ²⁴ ».

De surcroît, ce courant libéral classique est également critiqué par certains libéraux. La penseuse républicaine Dominique Schnapper voit que la politique universaliste est contestée dans tous les pays. L'auteure pense que le libéralisme n'a pas su « reconnaître le pluralisme culturel et s'y adapter ²⁵ ». De fait, elle constate qu'une des caractéristiques des sociétés modernes est rentrée en jeu dans le débat :

²² Lukas K. Sosoe, « La réaction communautaire », dans Renaut, Alain, Pierre-Henri Tavoillot et Patrick Savidan, (dir). *Histoire de la philosophie politique*. Tome V, Paris, Calmann-Lévy, 1999, p.389.

²³ Michael Sandel, *Democracy's Discontent. America in Search of a Public Philosophy*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1996, p. 14.

²⁴ Charles Taylor, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*. Paris, Champs/Flammarion, 1992, p. 85.

²⁵ Dominique Schnapper, *La démocratie providentielle : essai sur l'égalité contemporaine*, p.184.

L'homogénéisation croissante d'une culture plus ou moins mondialisée ne suffit pas pour que s'établissent des échanges égalitaires entre des individus issus d'histoires diverses ou de groupes sociaux éloignés.²⁶

Pour Schnapper, le sens accordé à la diversité a changé : « la diversité en tant que telle et le droit de l'individu à l'authenticité sont devenus des valeurs partagées par le plus grand nombre²⁷ ». Elle considère également que les penseurs communautariens critiquent en réalité « la transcendance du politique républicain », ou « l'utopie rationnelle de la république²⁸ », dont l'espace public est formé exclusivement par les relations reconnues entre les individus-citoyens.

Enfin, Kymlicka considère que les minorités sont perçues comme une menace dans le modèle libéral classique. Elles constituent un frein à la réalisation de la citoyenneté et nuisent à la stabilité de la démocratie. En effet, pour Rawls, un fort sentiment d'appartenance à une citoyenneté commune est nécessaire pour qu'il y ait égalité de traitement entre la majorité et les minorités. Or, Pour Kymlicka, c'est l'émergence de cette citoyenneté commune, par la mise en valeur d'une culture, qui transforme les groupes autonomes en majorités et minorités. Ce dernier, nous le verrons, privilégie un partage des pouvoirs entre les groupes linguistiques, nationaux et religieux, à travers une théorie libérale du droit des minorités. Après avoir décrit la pensée communautarienne, nous verrons comment Kymlicka, ainsi que Mesure et Renaut ont intégré les limites du libéralisme classique dans leurs théories libérales renouvelées.

2. La philosophie communautarienne

2.1. Les principaux courants de pensée

D'après le sociologue Simon Wuhl, les penseurs communautariens, tels que Charles Taylor, Michaël Walzer, Michaël Sandel ou Alasdair MacIntyre, s'entendent sur l'importance du sentiment d'appartenance à un groupe :

²⁶ Dominique Schnapper, *Qu'est-ce que l'intégration ?*, Gallimard, Folio Actuel, 2007, p. 85.

²⁷ Dominique Schnapper, *La démocratie providentielle : essai sur l'égalité contemporaine*, p.180.

²⁸ *Ibid.*, p. 186.

De façon schématique, ce qui rapproche les penseurs communautariens [...], c'est le primat qu'ils accordent aux contextes collectifs d'appartenance des individus, dont l'appropriation (ou la réappropriation) par chacun leur paraît indispensable à la réalisation des projets de vie authentiques.²⁹

Ainsi, cette question de la reconnaissance des identités culturelles, amenée par les penseurs précédents dits « communautariens » au début des années 1980, poussa plusieurs sociétés à remettre en question leur modèle d'intégration. En outre, plus le pluralisme culturel grandissait au sein des sociétés occidentales (principalement en Europe de l'ouest, en Amérique du Nord, et en Australie), plus ces dernières se demandèrent comment leur gestion politique de la diversité pourrait mieux représenter les minorités culturelles et permettre à celles-ci de conserver leur culture d'origine. De fait, une telle tendance sous-tend le présupposé philosophique communautarien qui est que les hommes ont besoin d'un contexte culturel solide pour se rapprocher de la vie qu'ils considèrent comme idéale. Considérant cela, Taylor affirme que la reconnaissance des particularités culturelles représente une exigence.

Selon Charles Taylor, deux raisons ont fait émerger cette demande de reconnaissance : premièrement, l'effondrement des hiérarchies sociales stables présentes dans l'Ancien Régime qui a « généralisé et banalisé l'exigence de reconnaissance publique, avec le concept de dignité égale pour tous les individus ³⁰ ». L'honneur, qui n'était accordé qu'à un nombre limité de personnes, fut remplacé par la valeur de la dignité. Ceci engendra alors une politique d'universalisme mettant en valeur l'égale dignité de tous les citoyens. Selon Taylor, l'exigence de reconnaissance est animée par l'idéal de dignité humaine.

Deuxièmement, Taylor parle de la naissance au XVIII^{ème} siècle d'une nouvelle conception de l'identité, *individualisée*. Taylor définit l'identité comme « la perception que les gens ont d'eux-mêmes et des caractéristiques fondamentales qui les définissent comme êtres humains ³¹ ». Dès lors, l'image que la société nous renvoie importe dans la perception de

²⁹ Simon Wuhl, dans Jean-Yves Barreyre, Brigitte Bouquet (dir), *Nouveau dictionnaire critique d'action sociale*, Bayard Centurion, 2006. voir « Communautarisme ».

³⁰ Amy Gutmann, (préfacière), dans Charles Taylor, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*. Paris, Champs/Flammarion, 1992, p. 19, puis [...] p. 17.

³¹ Charles Taylor, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*. Paris, Champs/Flammarion, 1992, p. 41.

nous-mêmes et peut causer des effets négatifs : on a reconnu, par exemple, que la colonisation a renvoyé une image inférieure et « non civilisée » aux peuples opprimés, image dont ces derniers ont du mal à se défaire encore aujourd'hui. De ce fait, Taylor soutient que « la reconnaissance n'est pas simplement une politesse que l'on fait aux gens ; c'est un besoin humain vital ³² » ; l'assimilation à une identité dominante ou majoritaire constitue « le péché majeur contre l'idéal d'authenticité ³³ ». Pour l'auteur, cette nouvelle conception de l'identité donna naissance à une politique de la différence.

L'exigence de reconnaissance, bien plus qu'une volonté de montrer sa différence, se comprend dans le but d'accorder à tous des chances égales de se rapprocher de sa conception de la vie idéale. Gutmann affirme que cette exigence se traduit par au moins deux impératifs :

La protection des droits fondamentaux des individus en tant qu'êtres humains et la reconnaissance des besoins spécifiques des individus comme membres de groupes culturels spécifiques. [...] Cette exigence de reconnaissance politique d'une spécificité culturelle - étendue à tous les individus - est compatible avec une forme d'universalisme qui range la culture et le contexte culturel propres à certains individus parmi leurs intérêts fondamentaux. ³⁴

Pour les partisans de la politique universaliste, ceci constitue selon Taylor « un recul, une trahison, voire une négation de leur principe chéri ³⁵ ». Dès lors, un certain désaccord survit entre la politique universaliste et celle de reconnaissance ; tandis que la première favorise des formes de non-discrimination qui ne prennent guère en compte les différences entre les citoyens, la politique de la différence donne une autre image de la non-discrimination et utilise les différences culturelles comme les bases d'un traitement différentiel. Ainsi, par exemple, les minorités sont censées pouvoir détenir des droits que n'aura pas la majorité. Dès lors, l'auteur soutient qu'une société peut promouvoir une certaine conception positive, sans pour autant sous-estimer les autres. Une telle société demeure libérale si, en respectant la diversité et particulièrement les valeurs et pratiques

³² *Ibid.*, p. 42.

³³ *Ibid.*, p. 57.

³⁴ Amy Gutmann (préfacière), dans *Multiculturalisme. Différence et démocratie*. Paris, p. 19, puis [...] p. 16.

³⁵ Charles Taylor, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*. Paris, Champs/Flammarion, 1992, p. 59.

propres aux minorités culturelles, elle continue à garantir les droits fondamentaux. À ce titre, Taylor soutient les formes de libéralisme qui acceptent de « peser l'importance de certaines formes de traitement uniforme contre l'importance de la survivance culturelle, et pour choisir parfois en faveur de celle-ci ³⁶ ». De telles politiques avalisent une conception de la vie idéale, qui considère l'intégrité des cultures comme fondamentale.

Taylor reprend une analyse du philosophe libéral Ronald Dworkin qui établit une distinction entre les deux obligations morales d'une société démocratique : une dite « opératoire », qui veille à ce que tous les individus soient traités avec un égal respect, et une dite « positive » qui concerne la ou les diverses conceptions de la vie idéale. Pour l'auteur, la société n'est dotée que de la première obligation, soit de contribuer à une égalité de traitement entre les citoyens. En revanche, elle ne doit point favoriser une perspective positive car elle écarterait de fait les autres conceptions de la vie idéale et nuirait ainsi à l'accomplissement de sa première obligation morale. Selon la conception libérale qui a été évoquée auparavant, l'autonomie représente un des éléments majeurs constitutif de la dignité humaine. Or, soutient Taylor, pour que chacun puisse exercer librement ce choix, il importe que la société ne favorise pas une conception de la vie idéale. Elle ne garantit plus une autonomie individuelle égale pour tous si elle « élève officiellement les résultats des choix de certaines gens au-dessus de ceux des autres ³⁷ ».

Ainsi, Taylor soutient l'instauration d'une politique de la reconnaissance (ou politique de la différence) des particularités, qui repose sur les valeurs d'authenticité et de dignité, les deux étant étroitement liées. Néanmoins, l'auteur considère que plus une société est multiculturelle, plus elle est perméable. Dès lors, il convient pour une société démocratique qui souhaite défendre les droits qu'elle estime fondamentaux de ne pas tout accepter. Taylor met ici l'accent sur une conséquence fâcheuse d'une politique de la reconnaissance qui est que l'on exige que toutes les cultures soient reconnues. De surcroît, l'idée sous-jacente à cette exigence est que toutes ces cultures doivent a priori avoir une valeur identique à celles reconnues en Occident. Or, selon Taylor, accorder cette reconnaissance sans aucune prise en compte réelle de la culture concernée ne constitue pas une bonne démarche, parce que cette

³⁶ *Ibid.*, p. 84.

³⁷ *Ibid.*, p. 79.

dernière est extrêmement dévalorisante pour les cultures minoritaires. Il importe que soit entrepris une étude en profondeur de ces cultures afin qu'elle apporte des nouveaux critères de jugements de valeurs et que ne soit pas effectué une lecture ethnocentriste des cultures concernées.

Ainsi, trois critères majeurs constituent, selon Wuhl, le modèle communautarien. D'une part, la reconnaissance de la valeur sociale des cultures minoritaires doit être favorisée, d'où une nécessaire intervention de l'État pour y contribuer. D'autre part, les valeurs des cultures minoritaires, lorsqu'elles respectent les normes démocratiques, doivent être prises en compte dans le patrimoine national. Enfin, la liberté pour chacun d'adhérer ou non aux normes et aux pratiques d'un groupe doit être entièrement respectée, et cela afin que soit respecté les droits individuels fondamentaux.

À l'instar de Taylor, le philosophe Michael Walzer, qui déclare « je peux me définir comme communautariste libéral ou comme libéral communautariste ³⁸ », prône une plus grande ouverture aux particularismes religieux. Il existe selon l'auteur deux perspectives universalistes respectant l'égalité entre les hommes : la première, qu'il nomme le libéralisme 1 (la forme classique), requiert une neutralité politique entre les diverses conceptions de la vie idéale. La seconde, le libéralisme 2, autorise les institutions publiques à soutenir les valeurs culturelles particulières à condition qu'elles respectent les droits fondamentaux des citoyens. Selon l'auteur, le libéralisme 2 est plus démocratique dans le sens où il permet la mise en place d'une neutralité politique chère au libéralisme 1, mais également la reconnaissance politique des particularités. Même si c'est la neutralité politique choisie dans le cadre du libéralisme 2 que Walzer valorise en dernière instance, l'auteur défend le droit des minorités de revendiquer publiquement leurs particularités culturelles ou religieuses. ³⁹

Selon Michael Sandel, il importe de ne pas nier l'attachement des individus à des groupes subnationaux qui promeuvent une conception commune du bien (Églises, famille,

³⁸ Laurent Bouvet, « Michael Walzer : pour une théorie de la justice distributrice », dans *Magazine littéraire*, no 361, janv. 1998, p. 94. C'est une entrevue sur son livre *Sphères de justice : une défense du pluralisme et de l'égalité, sur une théorie pluraliste de la justice et sur le multiculturalisme américain*.

³⁹ Voir commentaire de Michael Walzer, dans Charles Taylor, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*. Paris, Champs/Flammarion, 1992, p. 132.

syndicats, etc.). Il précise que « la nation s'avère trop vaste pour qu'on puisse y cultiver partout l'autocompréhension que requiert la communauté [...] prise en sons sens constitutif⁴⁰ ». La constitution d'une identité nationale commune est donc ici inadaptée à une politique communautarienne.

Ainsi, ces auteurs prônent l'instauration d'une nouvelle organisation politique qui reconnaîtrait une identité politique aux minorités culturelles. Selon eux, une société régie par cette politique est plus démocratique et accorde plus d'importance aux liens sociaux. Le libéralisme classique devenant rapidement inopérant dès lors qu'une société comprend plus d'une communauté culturelle voulant survivre, les sociétés plurielles, à l'instar du Canada, semblent se tourner de plus en plus vers le modèle politique du multiculturalisme.

D'après Wuhl, contrairement aux libéraux, dans la perspective des communautariens, « la société est pensée à partir du contexte du collectif qui en constitue l'étoffe⁴¹ ». Comparant la pensée communautarienne au modèle français d'intégration, l'auteur montre les points communs suivants : « primat de l'approche collective sur l'approche individuelle ; finalité visant à conforter les institutions, la culture globale et les valeurs d'une société⁴² ». Cependant, et Wuhl le précise également, la différence majeure réside dans le fait que, contrairement au modèle républicain :

Le modèle communautarien prône une certaine reconnaissance des identités collectives minoritaires, à la condition expresse qu'elles soient compatibles avec les principes juridiques et constitutionnels de la société au sein de laquelle elles s'inscrivent.⁴³

In fine, la philosophie communautarienne, ou comme le précisent Mesure et Renaut, la vision communautarienne du libéralisme, a réactualisé la critique de la *dénaturation* de l'homme. Cependant, alors que les romantiques l'ont émise en s'opposant à la démocratie, les communautariens l'ont effectué au nom de la démocratie. Les injustices commises par les pays libéraux, telle que l'esclavage des Noirs, la colonisation, les inégalités entre les hommes

⁴⁰ Michael Sandel, « The Procedural Republic and the Unencumbered Self », *Political Theory*, Volume 12, numéro 1, février 1984, p. 93.

⁴¹ Simon Wuhl, *op. cit.*

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

et les femmes, ont montré les failles du libéralisme. En cela, Mesure et Renaut supposent que « la position identitaire ou différentialiste a finalement dompté son vainqueur universaliste ⁴⁴ ». Toutefois, le modèle différentialiste ne manque pas de susciter beaucoup de crainte des libéraux et/ou des républicains.

2.2. Les limites de la pensée communautarienne

La crainte principale des opposants de la philosophie communautarienne réside dans les dérives présumées du communautarisme. Comme le définit Simon Wulh, le communautarisme, dans le langage sociopolitique, renvoie à :

L'idée d'une référence quelque peu caricaturale au modèle anglo-saxon d'organisation de la société, censé encourager les tendances au repli communautaire, au conflit entre les cultures, au fractionnement de la société globale, voire à la priorité donnée aux droits collectifs sur les droits individuels (avec un enfermement des individus au sein de leur communauté).⁴⁵

Or, les penseurs communautariens cités plus haut veulent indéniablement éviter ces risques. Cependant, pour Schnapper, le risque est inévitable : selon elle, la culture fait partie de l'ordre du symbolique. Or, l'État, ou les institutions, reconnaissent des pratiques sociales et non le sens des actions des hommes. En cela, l'affirmation des droits particuliers dans la sphère publique comporte plusieurs risques qui peuvent mener au communautarisme :

Premièrement, Schnapper pense qu'une reconnaissance publique des particularités culturelles peut nuire à la liberté des individus. Cela risque d'enfermer les individus dans leur particularisme et de les assigner à un groupe, qui pourrait dès lors limiter la liberté individuelle. La liberté démocratique, affirme-t-elle, implique que les individus puissent se référer, ou s'identifier, à des groupes divers, et ce d'une manière provisoire s'ils le désirent. L'existence de droits publiquement reconnus nuirait à cette liberté.

Deuxièmement, Schnapper se penche sur les risques de repli des individus sur la communauté d'origine, limitant de la sorte l'intégration sociale de ces derniers dans la société. L'auteure définit les groupes culturels comme étant des « produits d'une construction

⁴⁴ Sylvie Mesure, Alain Renaut, *Alter Ego. Les paradoxes de l'identité démocratique*, Paris, Aubier, 1999, p. 23.

⁴⁵ Simon Wuhl, *op. cit.*

historique ⁴⁶», muables, qui, par l'existence de droits particuliers, se cristalliseraient et existeraient de manière permanente. De ce fait, cette reconnaissance publique pourrait aboutir à une « fragmentation sociale en juxtaposant des "communautés", fermées les unes aux autres, sans échanges entre elles ⁴⁷». Enfin, Schnapper montre le problème d'assurer une égalité entre les groupes. À partir du moment où des droits particuliers sont attribués aux différents groupes, l'apparition d'une hiérarchie entre eux lui paraît alors inévitable.

Schnapper nie donc ici l'importance pour les minorités de voir leur culture se maintenir et voit dans l'accord de droits particuliers une source d'instabilité dans la société. Elle s'interroge également sur la manière de reconnaître institutionnellement des droits spécifiques. D'une part, concernant la religion, elle soutient que la neutralité religieuse de l'État organise la liberté religieuse. Dans la sphère privée, les individus ont le droit d'adopter les pratiques qu'ils désirent, de célébrer les fêtes particulières et de fonder des associations culturelles. En cela, Schnapper considère que la laïcité protège suffisamment les religions minoritaires. D'autre part, pour la langue, Schnapper affirme que le nombre trop élevé de langues qui pourraient être légitimement reconnues (par exemple 27 selon elle en France) implique qu'un choix doit être effectué. De ce fait, Schnapper se demande sur quels critères doit-on choisir une langue plutôt qu'une autre. En outre, l'auteure s'interroge sur la possibilité d'organisation d'un espace commun sans l'établissement d'une langue commune. Cela étant, la crainte principale de l'auteure est que la reconnaissance publique des particularités culturelles engendre une logique de revendications sans fin. Elle soutient que :

S'il est consacré par l'institution de « droits culturels », donc politiques, spécifiques, le pluralisme de la vie sociale, inévitable et souhaitable, risque de déboucher sur l'inégalité des statuts politiques.⁴⁸

Bien plus nuancé, Kymlicka formule également une critique à la conception communautarienne ; contrairement à Michael Sandel qui affirme que les fins d'un individu sont immuables en raison de l'importance que l'individu y accorde, Kymlicka soutient que,

⁴⁶ Dominique Schnapper, *Qu'est-ce que l'intégration ?*, Gallimard, Folio Actuel, 2007, p. 92.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 92.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 95.

bien que certaines fins soient « constitutives »⁴⁹, il demeure possible voire nécessaire que celles-ci puissent également être modifiées, particulièrement lorsque ces dernières ne sont pas « dignes de respect »⁵⁰.

En résumé, le débat entre libéraux et communautariens révèle une tension particulière entre deux grandes valeurs démocratiques nées au XVIII^{ème} siècle, celle de l'égalité et celle d'authenticité. Pour Schnapper, « c'est là une tension constitutive des nations démocratiques, partagées entre l'universalité de la citoyenneté et la réalité des enracinements historiques et religieux des individus concrets »⁵¹. Prenant en compte les limites et risques des modèles libéraux et communautariens, des penseurs comme Kymlicka, ou Mesure et Renaut ont théorisé des modèles d'intégration faisant le compromis entre ces deux derniers. De nombreux auteurs ont théorisé un modèle de libéralisme renouvelé. Sans comparer ces derniers, j'exposerai seulement celui de Kymlicka afin de montrer l'articulation possible entre les valeurs libérales et la reconnaissance de droits spécifiques aux minorités culturelles.

3. Un libéralisme renouvelé

3.1. La théorie libérale du droit des minorités de Will Kymlicka.

3.1.1. L'importance de la « culture sociétale »

La gestion de la diversité qui découle du libéralisme classique laisse selon Will Kymlicka un certain nombre de questions sans réponse : quelles langues doivent être utilisées dans la sphère publique ? Chaque groupe ethnique doit-il avoir un système éducatif dans sa langue ? Les frontières doivent-elles délimiter une région afin qu'une minorité y devienne majoritaire ? Les responsabilités politiques doivent être réparties selon un principe de proportionnalité ethnique ou nationale ? Quelle place doit-on accorder aux pratiques culturelles des immigrants ?

⁴⁹ Michael Sandel, *Liberalism and the Limits of Justice*, Cambridge University Press, Cambridge, 1982, p. 150.

⁵⁰ Will Kymlicka, *op. cit.*, p. 123.

⁵¹ Dominique Schnapper, *La démocratie providentielle : essai sur l'égalité contemporaine*, p.186.

Pour répondre à ces interrogations, Kymlicka défend un libéralisme *politique*, qui comprend une défense des droits individuels contre toute oppression venant de la majorité, et qui va de pair avec une théorie de la justice ambitieuse insistant sur la légitimité de la redistribution. En cela, il s'oppose donc aux théories de l'État minimal sur le plan socio-économique défendues par le libéralisme *économique*. L'auteur affirme que les principes démocratiques et libéraux requièrent la reconnaissance de droits spécifiques aux minorités ethnoculturelles, s'opposant ainsi à d'autres libéraux qui considèrent que cela est incompatible. Selon lui, le modèle universaliste doit laisser place au « multiculturalisme d'immigration » et au « fédéralisme multinational ⁵²», dans le cas des peuples indigènes et des minorités nationales.

Dans son œuvre, Kymlicka distingue deux cas de figures : les États « multinationaux », « dont la diversité culturelle résulte de l'incorporation, à un État ainsi devenu plus vaste, de cultures concentrées sur un territoire donné et auparavant autonomes ⁵³», et les États « polyethniques », dont la diversité culturelle provient de l'immigration. Par cela, l'auteur distingue deux types de minorités culturelles, les minorités nationales et les groupes ethniques. Dans la plupart des cas, le souhait de ces derniers est de s'intégrer dans la société, soit de devenir des membres de la société à part entière. Recherchant une reconnaissance de leur identité ethnique, les minorités culturelles vont tenter de modifier les institutions et les lois pour qu'elles soient mieux adaptées à leurs différences culturelles. Cependant, contrairement à certaines minorités nationales, les groupes ethniques ne veulent généralement pas devenir une nation séparée et autonome par rapport à la société d'accueil.

Nous avons vu qu'un des principes libéraux les plus importants consiste à garantir l'autonomie individuelle, soit la capacité des individus à remettre en cause leur conception de la vie idéale, et la possibilité d'en choisir une autre. Or, afin qu'une société puisse offrir des conceptions différentes de la vie idéale, mais également pour que ces dernières génèrent du sens pour les individus, l'existence d'une culture « sociétale » rattachée à des différentes conceptions est selon Kymlicka indispensable. La création de ces cultures sociétales est à rattacher au processus de modernisation. Ces dernières, comme l'exemple des États-Unis le

⁵² Will Kymlicka, *op. cit.*, p. IX.

⁵³ *Ibid.*, p. 17.

montre, peuvent détenir une très grande capacité d'intégration de la diversité culturelle. En effet, il existe selon l'auteur une culture dominante aux États-Unis dans laquelle se reconnaissent la plupart des citoyens, qu'ils soient immigrants, ou membres d'une minorité nationale. Pour Kymlicka, cette intégration renvoie à l'assimilation des immigrants et des minorités nationales ; les minorités nationales détenant déjà leurs propres cultures sociétales, l'assimilation de ces dernières s'est révélée beaucoup plus difficile que celle des immigrants, qui abandonnent en partie leur culture sociétale en quittant leur pays. En outre, le refus de l'*anglo-conformité*, soit le modèle d'immigration antérieur aux années 1960 qui contraignait les immigrés à se départager de leur héritage distinct pour adopter pleinement les normes culturelles du pays, a également permis aux immigrants de préserver leur culture d'origine dans la sphère privée. Cependant, ces cultures distinctes disparaissaient tout de même au fil des générations. Par conséquent, Kymlicka conclut qu'une culture « ne survit et ne se développe dans le monde moderne que si elle se constitue en culture sociétale ⁵⁴ ». Il définit cette dernière par :

Une culture qui offre à ses membres des modes de vie, porteurs de sens, qui modulent l'ensemble des activités humaines, au niveau de la société, de l'éducation, de la religion, des loisirs, et de la vie économique, dans les sphères publique et privée ⁵⁵.

De ce fait, une culture sociétale ne comprend guère seulement une mémoire et des valeurs partagées, mais également des institutions et des pratiques communes. Culturellement distincte, géographiquement concentrée et institutionnalisée, ces cultures sociétales représentent en réalité des cultures nationales. Pour Kymlicka, la nation désigne « une communauté historique, plus ou moins institutionnelle, occupant un territoire donné, ou sa terre natale, et partageant une langue et une culture distinctes ⁵⁶ ». Selon cette définition, une nation ne se confond pas toujours avec un État Nation. Ainsi, c'est à l'intérieur d'une nation que peut se développer une culture sociétale, apte à remplir les objectifs libéraux. Kymlicka ajoute que les libéraux « tiennent pour acquis que le type de liberté et d'égalité auquel les

⁵⁴ *Ibid.*, p. 119.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 115.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 25.

individus sont le plus attachés est celui qui s'inscrit au cœur de leur propre culture sociétale ⁵⁷».

3.1.2. Une reconnaissance de droits spécifiques

Dès lors, ces cultures sociétales ou nationales détiennent en quelque sorte la responsabilité de fournir du sens aux pratiques et aux valeurs auxquelles les individus aspirent. Plus que cela, pour Dworkin, la disponibilité des diverses possibilités signifiantes devant exister dans une société libérale, dépend de l'accès des individus à ces cultures sociétales. En cela, Kymlicka défend l'existence de droits spécifiques à des groupes, qui faciliteraient selon lui cet accès.

Pour Kymlicka, les causes de l'attachement à sa culture sociétale demeurent très profondes et « sont liées à la façon dont les être humains, en tant que créatures culturelles, donnent un sens à leur monde ⁵⁸ ». C'est pourquoi la liberté libérale consiste en réalité à pouvoir sélectionner dans une culture ce qui est important pour chacun et à abandonner ce qui ne l'est pas, plutôt qu'à s'émanciper totalement de cette dernière. Toutefois, à l'instar de Taylor, Kymlicka considère que si cette culture est dépréciée, alors la dignité et le respect de ses membres sont menacés. Or, une société, en fixant sa langue d'usage, ses frontières administratives, ses jours fériés, ou ses symboles nationaux, favorise nécessairement une identité culturelle particulière et ses intérêts. Cette promotion nuit inévitablement aux autres identités culturelles présentes dans la société. Dès lors, Kymlicka soutient que l'attitude de « neutralité bienveillante » ne suffit pas car elle « occulte les liens inévitables entre État et culture ⁵⁹ ». Dès lors, de nouvelles questions concernant les politiques d'immigration, ou la manière dont les immigrés méritent d'être reçus, émergent.

Définissant l'immigration comme la résultante de décisions d'individus ou de familles de quitter leur société pour en rejoindre une autre, l'auteur considère qu'il serait juste de permettre aux immigrants de reconstituer leur culture sociétale, tout en affirmant que l'interdire ne représente pas une injustice. Kymlicka soutient que : « en décidant de se

⁵⁷ *Ibid.*, p. 138.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 134.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 184.

déraciner eux-mêmes, les immigrants ont volontairement renoncé aux droits liés à leur appartenance nationale initiale ⁶⁰». Néanmoins, l'auteur affirme que la principale difficulté d'une telle démarche est d'ordre pratique : la plupart des groupes ethniques actuels sont trop dispersés pour pouvoir être autonome politiquement, « ils ne possèdent donc pas les prérequis territoriaux et institutionnels de l'autonomie gouvernementale ⁶¹». De ce fait, afin que les immigrants puissent tout de même exprimer leur identité, Kymlicka recommande de réfléchir sur la manière dont la culture dominante doit s'adapter au pluralisme culturel.

Sans que cela aboutisse à l'instauration d'une culture sociétale distincte, la société d'accueil doit selon l'auteur accorder aux groupes ethniques des droits dits « polyethniques ». Ces derniers consistent principalement à adapter les institutions de la société d'accueil à une plus grande diversité, en accordant par exemple un soutien financier et une protection juridique de certaines pratiques culturelles ou religieuses. Par exemple, il peut s'agir de permettre aux juifs et aux musulmans de ne pas fermer leurs magasins le dimanche, mais plutôt le vendredi (jour de la grande prière à la mosquée) ou le samedi (shabbat juif). En outre, les groupes installés depuis plusieurs générations, ayant réussi à obtenir dans le passé des droits particuliers, même s'ils sont jugés antilibéraux, doivent pouvoir, au regard de leur histoire, conserver ces droits. Au Canada, c'est le cas par exemple de l'Église huttérite ou des amish. Par ailleurs, Kymlicka insiste sur la nécessité de lutter fortement contre les préjugés en donnant des représentations moins négatives des immigrants dans les manuels scolaires ou les médias, et de lutter contre la discrimination en faisant appliquer rigoureusement les lois prévues à cet égard. En outre, la société d'accueil, tout en s'assurant que les immigrants apprennent la langue de la majorité, ne doit pas pousser les immigrants à renoncer à leur langue maternelle. Agir en ce sens priverait non seulement la société d'une grande richesse qui plus est, peut être utile à la mondialisation croissante de l'économie, mais couperait également gratuitement les liens des immigrants avec leur héritage culturel.

Concernant les minorités nationales, et considérant que ces dernières ont la plupart du temps une culture sociétale qui leur appartient, Kymlicka affirme que la décision de savoir si ces cultures sociétales doivent être préservées appartient aux membres des minorités

⁶⁰ *Ibid.*, p. 141.

⁶¹ *Ibid.*, p. 142.

concernées ; la société d'accueil se doit simplement de leur laisser la possibilité de protéger leur culture par le biais de droits de représentation spéciaux dans les institutions, ou encore des droits relatifs à une autonomie gouvernementale. Enfin, concernant la représentation politique des minorités culturelles, Kymlicka écrit que la légitimité du processus politique, reposant essentiellement sur la représentation de son peuple, il importe que le désir de représentation de ces dernières soit sérieusement considéré. La représentation de ces groupes ne représente pour l'auteur que le prolongement des valeurs démocratiques.

Dès lors, pour Kymlicka, l'institution de droits spécifiques à des groupes va dans le sens des valeurs promues par les libéraux, notamment celle d'égalité sociale. À cet égard, Rawls et Dworkin estiment que la justice libérale doit détruire ou du moins compenser les inégalités « moralement arbitraires [...] profondes, tenaces et présentes dès la naissance ⁶² ». En ce sens, Kymlicka soutient que des droits spécifiques à des groupes sont indispensables afin de permettre à tous de garder leur langue et leur culture. Ainsi, l'auteur s'affirme en faveur d'une théorie libérale du droit des minorités :

Une théorie complète de la justice dans un État multiculturel comprendra des droits universels, accordés aux individus indépendamment de leur appartenance à un groupe, et certains droits déterminés en fonction de l'appartenance aux groupes ou des statuts spéciaux élaborés à l'intention de minorités culturelles.[...] Une théorie libérale des droits des minorités doit donc expliquer comment ces droits coexistent avec les droits de l'être humain et en quoi ils se révèlent limités par les principes de la liberté individuelle, de la démocratie et de la justice sociale.⁶³

Afin de ne pas compromettre les valeurs libérales, la liberté individuelle et l'autonomie individuelle, Kymlicka établit une distinction entre les différents droits collectifs, terme qui implique selon lui une fausse dichotomie entre droits collectifs et droits individuels. Kymlicka distingue les droits de type « contraintes internes » qui veulent protéger les individus d'un groupe de la « dissidence interne », soit le refus de certains membres d'adopter certaines pratiques ou coutumes, et les droits de « protections externes » qui souhaite protéger le groupe contre les effets des décisions prises par la majorité. Tandis que les mesures de contraintes internes peuvent opprimer les membres du groupe en restreignant

⁶² John Rawls, *A theory of Justice*, Oxford University Press. Londres, 1971, p. 96.

⁶³ Will Kymlicka, *op. cit*, p. 16.

certaines libertés civiques et politiques fondamentales au nom du groupe, celles de protections externes réduisent la vulnérabilité des minorités. Ces dernières donnent la possibilité des individus de pratiquer un mode de vie traditionnel, selon des principes consentis qui déterminent leur conception de la vie bonne alors que les premières obligent les membres du groupe à adopter ce mode de vie traditionnel sans leur laisser la possibilité de s'en émanciper. En cela, les mesures de contraintes internes remettent en cause la primauté de l'individu, mais non celles de protections externes.

Dans le même sens que la philosophie de Kymlicka, afin que le libéralisme s'adapte davantage à la diversité culturelle des sociétés occidentales et qu'il prenne en compte l'importance de l'authenticité des individus, les philosophes Sylvie Mesure et Alain Renaut optent pour la reconnaissance de droits culturels dont la définition a été donnée plus tôt⁶⁴. Selon les deux auteurs, la figure de l'autre comme alter ego doit être comprise avec ses deux aspects ; il convient de :

Appréhender l'autre comme notre semblable, et donc comme notre égal, mais aussi comme différent, et donc comme possédant un droit égal au nôtre à être reconnu publiquement dans sa différence.⁶⁵

Dès lors, afin de lutter contre « les effets atomisants de la dynamique individualiste »⁶⁶, les auteurs proposent d'inscrire dans la Déclaration universelle des droits de l'homme le droit à « une identité culturelle différenciée »⁶⁷, et d'accorder en conséquence des droits particuliers à des individus et non à des groupes⁶⁸. En ce sens, les membres des minorités culturelles qui le désirent pourront être libres de poursuivre certaines pratiques liées à leur identité culturelle, sans pour autant être assignés à la collectivité culturelle. Bien entendu, les pratiques et les valeurs culturelles promues seront acceptées que si ces dernières sont compatibles avec les droits de l'homme.

⁶⁴ Point 1. de l'introduction.

⁶⁵ Sylvie Mesure, Alain Renaut, *Alter Ego. Les paradoxes de l'identité démocratique*, Paris, Aubier, 1999, p. 291.

⁶⁶ Dominique Schnapper, *Qu'est-ce que l'intégration ?*, Gallimard, Folio Actuel, 2007, p. 96.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 96.

⁶⁸ Ce qui correspond, nous le verrons, à la logique des accommodements raisonnables.

S'appuyant sur le contexte de la France, Mesure et Renaut expriment les deux raisons principales pour lesquelles la société française devrait reconnaître des droits culturels. D'une part, cela représenterait le moyen le plus « spectaculaire, persuasif, [...] collectivement éducatif ⁶⁹ » de montrer que la reconnaissance de la différence est compatible avec le principe d'égalité. De plus, cela permettra de condamner officiellement les conduites xénophobes, au même titre que les autres transgressions des droits humains. D'autre part, chaque pays membres de l'Union européenne étant amené à devenir une minorité au sein de l'Europe, les auteurs prévoient que ces pays militeront en faveur d'une citoyenneté différenciée afin de protéger leur langue, leur culture, et leur autonomie gouvernementale. De ce fait, cela sera plus cohérent si ces pays reconnaissent en premier lieu les spécificités des différentes cultures présentes à l'intérieur de leurs frontières.

3.2. Les critiques adressées au libéralisme renouvelé

3.2.1. Les réponses aux limites de la philosophie communautarienne

Les risques de communautarisation exprimés par Schnapper sont plus ou moins appréhendés par le libéralisme renouvelé. Le premier risque évoqué, celui concernant la liberté des individus, est bien pris en compte autant par Kymlicka que par Mesure et Renaut. Dans le premier cas, le refus des mesures de contraintes internes, et dans le second, l'individualisation des droits qui doivent de plus être conformes aux droits de l'homme, écarte la possibilité de réduction de la liberté individuelle. Néanmoins, la défense des droits historiques chez Kymlicka, qui peuvent être en désaccord avec les valeurs libérales, permet cet amenuisement des libertés. Le second risque, lié à l'intégration sociale, semble également limité, car les auteurs soutiennent qu'en donnant plus d'importance à l'authenticité des individus, la société ne peut que les inciter à participer davantage à la vie sociétale. Enfin, le dernier risque, qui a trait à l'égalité entre les groupes, et qui ne concerne que la théorie de Kymlicka (Mesure et Renaut étant favorable de droits individuels et non de groupes), est en réalité implicitement traité par l'auteur, car sa théorie ne tend qu'à réduire les inégalités déjà existantes entre les groupes. Cependant, il est vrai que selon l'histoire du groupe, sa nature

⁶⁹ Sylvie Mesure, Alain Renaut, *op. cit.*, p. 296.

(minorité nationale ou groupe ethnique), les groupes ont le droit à différents droits selon Kymlicka, et cela peut accentuer les inégalités entre les groupes.

Enfin, concernant la crainte que la reconnaissance de la différence induise une logique de revendications sans fin, nuisant ainsi à l'unité de la société, Kymlicka soutient que refuser cette reconnaissance a actuellement pour conséquence de soulever des tensions et non de les apaiser. En d'autres termes, l'auteur propose simplement de tenter une autre solution, voyant que l'actuelle n'est guère concluante.

En réalité, selon Schnapper, le fait que la culture majoritaire s'impose aux autres demeure « le prix à payer pour que tous les citoyens participent pleinement à la société nationale ⁷⁰ ». À cet égard, l'auteure fait l'éloge de certains Indiens des États-Unis qui renoncent à leur statut différencié de *native Americans*. Toutefois, Schnapper prône un républicanisme « tolérant », ou le libéralisme « modéré », qui accorderait plus de place à l'histoire des autres pays à l'école, ou permettrait aux écoles religieuses de compléter le programme de l'Éducation nationale avec des enseignements religieux. L'auteure considère que des droits spéciaux provisoires suffisent à faciliter l'intégration des immigrants, mais que l'institutionnalisation de ces droits n'est pas utile, voire en réalité, néfaste. Pour Schnapper :

Les différences existent, les valeurs démocratiques rendent les hommes de plus en plus tolérants à leur égard. Laissons les individus démocratiques faire évoluer par leurs pratiques les formes de la citoyenneté, les adapter à l'individualisme moderne, sans faire intervenir les institutions qui, quelle que soit les intentions des auteurs, ne peuvent avoir pour effet que d'organiser la fragmentation sociale et d'affaiblir le projet politique.⁷¹

3.2.2. La question de l'unité nationale

Le sociologue Nathan Glazer, un des adversaires de la citoyenneté différenciée engendrée par la différenciation des droits, soutient que cette dernière ne peut « être un instrument permettant de cultiver un sens de la communauté et un sens du but commun ⁷² ». À cela, Kymlicka répond que les demandes de représentation exprimées par les groupes

⁷⁰ Dominique Schnapper, « Comment reconnaître les droits culturels? », p. 264.

⁷¹ *Ibid.*, p. 269.

⁷² *Ibid.*, p. 247.

défavorisés (minorités ethniques, femmes, personnes handicapées, etc.) traduisent des demandes d'inclusion. En outre, les droits de représentations spéciaux ne font que donner les droits de représentation de la majorité à ceux qui n'ont pas d'assise territoriale. Pourquoi alors considérer qu'ils représentent une menace pour l'unité nationale alors qu'on reconnaît dans ces mêmes droits lorsqu'ils appartiennent à la majorité un facteur de participation civique et de légitimité politique ? De même pour les revendications polyethniques, Kymlicka soutient que les droits réclamés par les membres des minorités ethniques vont dans le sens de leur intégration. Par exemple, la requête des sikhs de porter leur turban lorsqu'ils travaillent au sein de la Gendarmerie royale du Canada montre leur volonté de participer pleinement à la société canadienne. Ainsi, il est illégitime selon Kymlicka de considérer que ces droits encouragent le renfermement des groupes sur eux-mêmes, bien au contraire.

Toutefois, avoue Kymlicka, plusieurs questions sont laissées sans réponse : Comment mesurer les préjudices que ces groupes subissent ? Quelle place doit-on accorder aux accords historiques, notamment lorsque ces derniers permettent de maintenir certaines inégalités ou de limiter certains droits ? Quels droits doit-on accorder aux groupes qui ne relèvent nettement ni de la catégorie des groupes ethniques, ni de celle des minorités nationales ? Par conséquent, l'auteur soutient qu'il convient de gérer les situations au cas par cas, en prenant en compte les caractéristiques et l'histoire du groupe minoritaire ainsi que de son statut au sein de la société d'accueil. En outre, Kymlicka reconnaît qu'accorder des droits particuliers aux minorités comprend le risque d'engendrer des rapports inéquitables entre les groupes, et qu'un d'entre eux peut se trouver marginalisé ou discriminé pour qu'un autre soit préservé.

In fine, Schnapper remarque justement que « libéraux et communautariens, si on laisse de côté leur philosophie, s'opposent moins sur les objectifs que sur les stratégies politiques ⁷³ ». En effet, tous prennent en compte l'obsolescence ou la rigidité du modèle classique libéral. Tous s'entendent également sur l'importance de la stabilité de la société et sur celle de lutter contre les discriminations qui touchent les membres des minorités culturelles. L'atteste le cas des libéraux d'avant la guerre, qui étaient selon Kymlicka favorables au droits des minorités. Mais la crainte pour la paix internationale, l'engagement

⁷³ Dominique Schnapper, « Comment reconnaître les droits culturels? », p. 263.

en faveur de l'égalité raciale et l'inquiétude face aux demandes croissantes des groupes issus de l'immigration, ont inversé cette pensée :

Même lorsqu'ils se sont opposés aux droits des minorités, les libéraux n'ont pas invoqué la liberté ou la justice, mais plutôt le besoin de stabilité, et dans les faits, il leur est même arrivé d'admettre que l'injustice était le prix qu'il fallait payer pour assurer la stabilité.⁷⁴

Cependant, si dans les deux camps, les valeurs d'égalité et d'authenticité sont prises en compte, l'importance accordée à chacune d'entre elles diffère totalement. On ne peut nier la différence de reconnaissance accordée aux particularités culturelles d'un individu lorsque ces dernières sont confinées dans la sphère privée, et lorsqu'elles sont politiquement reconnues.

Bien entendu, il importe de préciser que je n'ai pas pris en compte ici les pensées radicales anti-démocratiques, ou des discours mettant en jeu des inégalités structurelles, comme dans le système des castes. Sans juger un tel système, car seule une lecture ethnocentriste permettrait d'affirmer que ce dernier est inférieur au modèle libéral, il reste qu'en Occident, les valeurs d'égalité et de liberté sont pour l'heure inaliénables, et cela écarte de fait les pensées allant à l'encontre de ces dernières.

À présent, dans le cadre de ce mémoire, il sera question de comprendre quels sont les avantages et inconvénients des différents modèles d'intégration. Dans le chapitre suivant, le modèle d'intégration québécois, mais également canadien, seront particulièrement approfondis. En outre, la portée et les limites du principe d'accommodement raisonnable, outil juridique canadien, seront également prises en compte.

⁷⁴ Will Kymlicka, *op. cit.*, p. 103.

CHAPITRE II

LE CADRE DE L'ANALYSE

Dans ce chapitre, les caractéristiques des modèles d'intégration multiculturaliste canadien et interculturaliste québécois sont appréhendés. Cela est indispensable pour analyser les perceptions qu'auront les acteurs québécois de leur modèle d'intégration, ainsi que de celui dont ils semblent vouloir se rapprocher ou d'éloigner. Dans le même sens, le concept juridique d'accommodement raisonnable est explicité, d'une part, pour permettre au lecteur de saisir la réelle portée de cet outil, et d'autre part, afin que l'analyse des perceptions au sujet de ce dernier soit pertinente.

1. Le Canada

Le Canada, avec l'Australie et les États-Unis, représente actuellement l'un des pays qui a un des plus hauts taux d'immigration par habitant dans le monde. Ces trois pays accueillent en réalité plus de la moitié de l'immigration légale dans le monde. De surcroît, le Canada fût le premier pays à adopter une politique officielle du multiculturalisme en 1971, proclamant ainsi « la valeur et la dignité de tous les Canadiens et Canadiennes, sans égard à leurs origines raciales ou ethniques, à leur langue ou à leur confession religieuse ¹ ». Dès lors, après avoir décrit en quoi consiste le multiculturalisme canadien, ainsi que son histoire, je comparerai divers points de vue afin de comprendre la portée et les limites d'une telle politique. En second lieu, j'étudierai le cas de la province du Québec qui, comme nous l'avons vu, soutient une politique d'interculturalisme. Enfin, en étudiant les outils de gestion de la diversité ethnoculturelle, l'accent portera sur le principe canadien d'accommodement raisonnable, qui, sans être sa vocation première, détient un rôle important dans la reconnaissance des droits culturels des membres des minorités.

D'après Statistique Canada, la population canadienne est actuellement de 32 millions d'habitants. D'après le recensement de 2006, Le Canada compte environ 6 millions

¹ Site du ministère du Patrimoine Canadien, section Multiculturalisme (Lien internet dans la bibliographie).

d'immigrants, dont la moitié y vit depuis plus de quinze ans. En outre, environ 5 millions de Canadiens appartiennent à des minorités «visibles», soit ceux qui n'ont pas la peau blanche, hormis les Autochtones². Ces membres des minorités visibles, dont la moitié réside en Ontario, représentent donc 15% de la population canadienne. Enfin, d'après le ministère du Patrimoine canadien, l'immigration, avec 200 000 nouveaux arrivants chaque année, représente actuellement 53% de la croissance démographique totale.

Concernant les identifications religieuses, au recensement de 2001, 76% des Canadiens se sont déclarés chrétiens (44% catholiques, 28% protestants et 4%, orthodoxe ou « chrétiens ») et 17%, sans aucune appartenance religieuse. Parmi les 7% (soit environ deux millions d'habitants) restants, les musulmans arrivent en tête, représentant un peu moins de 2% de la population totale, et suivent dans l'ordre décroissant les juifs, les hindous, les sikhs et les autres.

Juridiquement, le Canada fait partie depuis 1931 de l'association britannique, *The Commonwealth of Nations*, et détient un régime parlementaire. La Constitution canadienne est constituée de la *Loi constitutionnelle de 1867* et de la *Loi constitutionnelle de 1982*, qui comprend la Charte canadienne des droits et libertés. Plusieurs textes législatifs et décrets se trouvent également incorporés en annexes.

Selon Kymlicka, le Canada regroupe trois groupes nationaux distincts : les Anglais, les Français et les Autochtones. D'ailleurs, l'auteur précise que « l'incorporation des Canadiens français et des Autochtones dans la communauté politique canadienne fut non volontaire ³ ». Mis à part les Québécois dont une partie souhaiterait la sécession, ces groupes ont préféré au cours de l'histoire rester dans la fédération en demandant toutefois plus d'autonomie. Ces tentatives de renégociation des termes de la fédération ont, selon Kymlicka, marqué l'histoire du Canada. La plus récente est le référendum national de 1992 lors duquel fut rejeté l'accord de Charlottetown qui donnait le « droit inhérent à s'autogouverner » aux Autochtones, et au Québec, le statut de « seule société, au Canada et en Amérique du Nord, ayant une langue et

² Concernant ces derniers, le recensement de 2006 comptait ces derniers au nombre d'un million d'individus, soit environ 3% de la population canadienne.

³ *Ibid.*, p. 26.

une culture majoritairement francophone⁴». Enfin, à l'automne 2006, La Chambre des communes du Canada adopta une motion proposée par le Premier ministre fédéral Stephen Harper ainsi libellée : « Que cette Chambre reconnaisse que les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni. ». Par ailleurs, l'immigration grandissante depuis 25 ans en provenance d'Asie, d'Afrique ou des Caraïbes a contribué à enrichir la diversité culturelle et religieuse. Ainsi, selon la typologie de Kymlicka, par son statut de confédération de communautés nationales, le Canada est un État multinational, et étant également ouvert à une immigration individuelle et familiale grandissante, ce dernier est également polyethnique.

Cependant, Kymlicka constate que les représentants du Canada, mais également des États-Unis et de l'Australie, ont toujours soutenu l'idée qu'il n'existait pas de minorités nationales dans leur pays à la Société des Nations ou à l'ONU, considérant ainsi que leurs pays sont exclusivement des pays d'immigration. Kymlicka critique sévèrement cette perspective, ainsi que la pensée de Walzer et de Nathan Glazer, qui, ne reconnaissant pas l'existence des minorités nationales, nient leur importance historique et culturelle. Kymlicka explique cela par le fait que ces peuples ont encore été considérés jusqu'à une période récente comme des races inférieures (principalement les minorités autochtones, les canadiens-français n'ayant pas vécu ce dénigrement), ne pouvant dès lors être définis comme des nations. Ainsi, selon Kymlicka, même s'ils ne sont pas prêts à le reconnaître, la plupart des pays d'Amérique sont à la fois multinationaux et polyethniques, tout comme la plupart des pays du monde. Toutefois, il ajoute qu'aujourd'hui :

Le Canada, avec sa reconnaissance du droit des Autochtones à l'autonomie gouvernementale, est l'un des rares pays ayant officiellement reconnu et soutenu tant la polyethnicité que la multinationalité.⁵

Les droits des peuples autochtones du Canada sont décrits dans la deuxième partie de la Loi constitutionnelle de 1982, après la Charte canadienne des droits et libertés.

1.1. La Charte canadienne des droits et libertés.

Dans l'article 2, la Charte reconnaît comme libertés fondamentales :

⁴ *Ibid.*, p. 44.

⁵ *Ibid.*, p. 40.

a) liberté de conscience et de religion; b) liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication; c) liberté de réunion pacifique; d) liberté d'association.

L'article 15, quant à lui, consacre le droit à l'égalité :

(1) La loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation d'individus ou de groupes défavorisés, notamment du fait de leur race, de leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur sexe, de leur âge ou de leurs déficiences mentales ou physiques.

Une des dimensions importantes du droit à l'égalité présent dans la Charte est celle de l'égal bénéfice de la loi. Ce principe stipule qu'un traitement identique de tous par la loi peut engendrer des inégalités et que le respect de l'égalité implique souvent que des distinctions soient faites afin d'empêcher toute discrimination. À cet égard, la Cour suprême du Canada définit ainsi la discrimination dans un jugement charnière :

Une distinction intentionnelle ou non, mais fondée sur les motifs relatifs à des caractéristiques personnelles d'un individu ou d'un groupe d'individus, qui a pour effet d'imposer à cet individu ou à ce groupe des fardeaux, des obligations ou des désavantages non imposés à d'autres ou d'empêcher ou de restreindre l'accès aux possibilités, aux bénéfices et aux avantages offerts à d'autres membres de la société.⁶

En outre, une distinction importante existe entre la discrimination directe et la discrimination indirecte, à laquelle le principe des accommodements raisonnables est lié. Ceci sera plus approfondi dans la troisième partie de ce chapitre.

Par ailleurs, l'article 16 de la Charte reconnaît l'anglais et le français comme les deux langues officielles du Canada. Outre le droit à l'instruction dans les deux langues, l'article 23 comprend aussi « lorsque le nombre de ces enfants le justifie, le droit de les faire instruire dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique financés sur les fonds publics ».

⁶ *Andrews c. Law Society of British Columbia*, [1989] R.C.S. 143).

Enfin, l'article 27 de cette dernière reconnaît officiellement la politique du multiculturalisme : « Toute interprétation de la présente charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens ».

1.2. Le modèle d'intégration canadien

1.2.1. Son histoire

D'après Michael Dewing et Marc Leman, analystes du service d'information et de recherche parlementaires de la Bibliothèque du Parlement, le multiculturalisme s'est développé en trois phases : la naissance, avant 1971, la formation de 1971 à 1981, et l'institutionnalisation depuis 1982⁷.

Jusqu'au début des années 1960, le modèle d'immigration au Canada suivait le modèle anglais de l'anglo-conformité, qui voulait que les immigrants délaissent leur héritage distinct pour adopter pleinement les normes culturelles du pays. Selon Dewing et Leman, les autorités nationales considéraient alors que « les différences raciales et ethniques allaient à l'encontre des intérêts nationaux et nuisaient au caractère et à l'intégrité du Canada ⁸ ». C'est pour cela que certains groupes, jugés non assimilables, se virent refuser le droit d'immigrer. L'assimilation, étant perçue comme « un facteur essentiel de stabilité politique ⁹ », le Canada limita par exemple l'immigration chinoise au profit de l'immigration européenne. Par la suite, les revendications des immigrants européens arrivés en masse après la Seconde Guerre Mondiale, celles des Autochtones, et celles des nationalistes québécois (fondation du Parti Québécois en 1968), préparèrent selon les auteurs l'émergence du multiculturalisme.

Lors de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme de 1963, les groupes minoritaires notamment ukrainiens et polonais insistèrent sur leur volonté que soit soutenue officiellement la pluralité culturelle. Ces dernières, établies depuis longtemps au Canada, désiraient voir leur rôle dans la construction du Canada reconnu, ainsi

⁷ Michael Dewing et Marc Leman, *Le multiculturalisme canadien*, Bulletin d'actualité 93-6F, Service d'information et de recherche parlementaires de la Bibliothèque du Parlement, 16 mars 2006, p. 4.

⁸ *Ibid.*, p. 4.

⁹ Will Kymlicka, *op. cit.*, p. 28.

que leur culture et leur langue, protégée par la loi. En 1967, les dispositions sur la discrimination raciale qui existaient dans la législation canadienne de l'immigration depuis le début du XX^e siècle furent abrogées. Selon le politologue Alain G. Gagnon, « le projet multiculturel a donc été proposé en réponse aux tendances homogénéisantes caractérisant les modèles libéraux de la citoyenneté ¹⁰ ». L'auteur considère que la diversité grandissante des États-nations a obligé la remise en question de la pensée libérale traditionnelle en matière de citoyenneté.

1.2.2. La politique multiculturaliste

L'adoption du multiculturalisme, remplaçant le modèle d'intégration d'assimilation, entendit unir la représentation du Canada et construire une allégeance étatique individuelle dépassant l'appartenance communautaire. La nouvelle politique du multiculturalisme, déposée en 1971, détenait pour objectif d'encourager les immigrants à participer à la vie de la société et ainsi de soutenir les échanges culturels, et de les inciter à apprendre une des deux langues officielles. À ce titre, Kymlicka note que « la volonté d'imposer une langue commune est une constante de l'histoire des politiques d'immigration ¹¹ ». Également, la politique voulut encourager la préservation de certaines coutumes spécifiques aux immigrants ainsi que la liberté d'association pour perpétuer leurs pratiques. Étant nécessaire pour prendre part à la vie politique, économique et sociale du pays, l'apprentissage de la langue du pays est souvent perçue comme indispensable. D'après Dewin et Leman, près de deux cents millions de dollars furent attribués aux initiatives visant la préservation des langues et des cultures extérieures. En outre, la politique adoptée en 1971 réaffirma également les droits des peuples autochtones et le statut des deux langues officielles du pays, l'anglais et le français. ¹²

En 1972, la Direction du multiculturalisme au Secrétariat d'État fut créée pour faciliter la mise en œuvre des politiques et programmes multiculturels. En 1973, le ministère d'État au Multiculturalisme ainsi que le Conseil canadien du multiculturalisme (depuis 1980, le Conseil ethnoculturel du Canada) furent également mis sur pied pour s'assurer que les objectifs soient

¹⁰ Gagnon, Alain-G., « Plaidoyer pour l'interculturalisme », revue *Possibles*, vol. 24, no 4, automne 2000, p. 5.

¹¹ Will Kymlicka, *op. cit.*, p. 29.

¹² Voir « Qu'est-ce que le multiculturalisme ? », sur le site du ministère du Patrimoine canadien.

poursuivis. Voulant favoriser l'intégration des immigrants, d'après Dewing et Leman, « l'égalité par la suppression des barrières de la discrimination raciale devint le premier objectif des programmes multiculturels ¹³ ».

En 1982, le principe du multiculturalisme fut enchâssé dans la Charte canadienne des droits et libertés (article 27 cité plus haut). En 1988, la Loi du multiculturalisme canadien est adoptée et représente pour l'anthropologue Denise Helly le « premier texte au monde à permettre une politique allant au-delà du respect des droits de l'homme et voulant promouvoir une société pluraliste et ouverte ¹⁴ ». L'article 3 de la Loi stipule que :

Le multiculturalisme reflète la diversité culturelle et raciale de la société canadienne et se traduit par la liberté, pour tous ses membres, de maintenir, de valoriser et de partager leur patrimoine culturel, ainsi qu'à sensibiliser la population à ce fait. ¹⁵

Dès lors, toute culture, pourvue qu'elle respecte les libertés fondamentales, doit être valorisée au même titre que les autres. De fait, les cultures minoritaires ne doivent pas être assimilées par les cultures dominantes dans la société. Dans la foulée, le ministère du multiculturalisme et de la citoyenneté est créé en 1989.

En 1995, suite à de nombreuses critiques, le ministère du Patrimoine Canadien (qui a remplacé le ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté depuis 1993) entreprit une vaste étude sur ses activités et annonça un programme renouvelé du multiculturalisme à la fin de l'année 1996 afin de correspondre davantage aux besoins d'une société de plus en plus plurielle. Selon le ministère, ce dernier « contribuera à l'édification d'une société englobante et unie, en abordant trois objectifs clairs : la justice sociale, l'identité, et la participation civique ¹⁶ ». Pour cela, le programme renouvelé privilégia les projets favorisant la participation des communautés culturelles à la vie collective, appuya les initiatives qui soutiennent les rapprochements culturels, et encouragea l'adaptation des institutions

¹³ Michael Dewing et Marc Leman, *op. cit.*, p. 5.

¹⁴ Denise Helly, « Le multiculturalisme canadien : De la promotion des cultures immigrées à la cohésion sociale 1971-1999 », *Cahiers de l'Urmis*, N°6, 2000, p. 13.

¹⁵ Loi sur le multiculturalisme canadien : http://www.pch.gc.ca/progs/multi/policy/act_f.cfm.

¹⁶ Ministère du Patrimoine canadien, « *Le gouvernement respecte les engagements du livre rouge relativement au multiculturalisme et à la Fondation canadienne des relations raciales* », communiqué du 29 octobre 1996.

publiques à la diversité culturelle, notamment en contribuant à l'élaboration de politiques ou programmes anti-exclusion.

En 2002, le gouvernement fédéral annonça qu'une Journée canadienne du multiculturalisme sera célébrée chaque année le 27 juin. En 2005, le gouvernement soutint un plan d'action canadien contre le racisme et lui alloua 56 millions de dollars. Il conclut également des ententes avec les communautés ukraino-canadienne, italo-canadienne et sino-canadienne afin d'encourager des projets concernant la reconnaissance de l'histoire de ces communautés. Ainsi, la politique du multiculturalisme comprend aujourd'hui des politiques de lutte contre le racisme et tâche de prendre en compte l'histoire des minorités culturelles.

1.2.3. La portée du multiculturalisme

Dans un sondage publié en octobre 2003 par le Centre de recherche et d'information sur le Canada (CRIC), 54% des personnes interrogées affirmèrent que le multiculturalisme les rendait très fières d'être canadiennes¹⁷. Ce pourcentage montait à 66% lorsqu'il s'agit des 18-30 ans. En 2005, un autre sondage du CRIC¹⁸ montra que les deux tiers des Canadiens voient le multiculturalisme comme une protection contre l'extrémisme plutôt que comme un élément qui y contribue.

Pour Kymlicka, le multiculturalisme est « une politique de soutien de la polyethnicité au sein des institutions nationales ¹⁹ » anglophones ou francophones dans le cas du Canada. Elle renvoie aux droits des immigrants d'exprimer leur identité ethnique sans crainte des préjugés et de la discrimination. Les partisans du multiculturalisme soutiennent que cette dernière favorise l'intégration des immigrants « qui n'ont pas à choisir entre la préservation de leur patrimoine culturel et la participation à la société canadienne ²⁰ ». Enfin, Kymlicka considère que la prise en compte des différences ethniques et nationales n'est qu'un élément

¹⁷ Andrew Parkin et Matthew Mendelsohn. *Un nouveau Canada : le temps de la diversité*. Centre de recherche et d'information sur le Canada, Montréal, octobre 2003.

¹⁸ Carsten Quell et coll. *La diversité au Canada : Régions et communautés*. Montréal, Centre de recherche et d'information sur le Canada, octobre 2005.

¹⁹ Will Kymlicka, *op. cit.*, p. 33.

²⁰ Michael Dewing et Marc Leman, *op. cit.*, p. 12.

d'une lutte plus globale visant à instituer une démocratie plus tolérante et plus englobante ²¹». L'auteur soutient que ni les minorités culturelles, les femmes, les homosexuels ou encore les personnes handicapées, ne doivent être exclus ou marginalisés à cause de leur différence.

Également, dans la même ligne de pensée que Charles Taylor, le philosophe Jocelyn Maclure présente le multiculturalisme comme :

La position qui soutient qu'une éthique de la reconnaissance des cultures minoritaires est une *exigence de justice*, une condition de la justice sociale dans les démocraties libérales dont le tissu culturel est diversifié.²²

En réalité, le multiculturalisme canadien reconnaît les valeurs prééminentes de la philosophie communautarienne, que partagent également certains penseurs rattachés au libéralisme renouvelé. À ce titre, Micheline Milot soutient que :

L'interprétation juridique du multiculturalisme au Canada nous paraît s'articuler à un type de reconnaissance qui valorise hautement le respect des droits individuels (en conformité avec la *Charte des droits et libertés*), la protection contre la pression à la conformité (par rapport au groupe minoritaire ou à l'interne des groupes minoritaires) et l'intégration dans l'espace commun de la diversité considérée comme positive.²³

Comme nous le verrons dans le point suivant, les critiques adressées à la philosophie communautarienne sont également évoquées lorsqu'on parle de celles du modèle d'intégration canadien. Pour Jocelyn Maclure, c'est une erreur, les critiques du multiculturalisme lui confèrent à tort « une épistémologie relativiste » et une « conception du vivre-ensemble [...] communautariste ²⁴ ».

1.2.4. Les critiques émises à l'égard de la gestion multiculturaliste de la diversité

Selon Helly, quatre critiques majeures ont été formulées à l'égard du multiculturalisme : premièrement, il est accusé de réduire les cultures minoritaires à quelques

²¹ Will Kymlicka, *op. cit.*, p. 35.

²² Jocelyn Maclure, « Une défense du multiculturalisme comme morale politique », dans Myriam Jézéquel (dir), *La justice à l'épreuve de la diversité culturelle*, Editions Yvon Blais, 2007, p.65.

²³ Micheline Milot, *op. cit.*, p. 7.

²⁴ Jocelyn Maclure, *op. cit.*, p. 69.

traits souvent folkloriques, n'accordant pas aux minorités les moyens de se reproduire. Deuxièmement, malgré le soutien des immigrés au multiculturalisme, le constat demeure que ce dernier n'améliore pas leur statut, leurs conditions socio-économiques, et leur influence politique. Pour l'auteure, l'attachement des immigrés à la citoyenneté canadienne est davantage lié au message d'égalité véhiculé par la Charte et le multiculturalisme qu'aux subventions publiques reçues par ces groupes. Troisièmement, le multiculturalisme est accusé d'échouer dans sa volonté de créer une nouvelle culture plurielle canadienne ; le constat que différentes formes de discriminations demeurent au sein de fractions importantes de la société en atteste. Enfin, le multiculturalisme représente un facteur majeur de fragmentation de la société canadienne, car il légitime la formation d'univers ethniques fermés. Plus nuancé, le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada constata en 1991 que, malgré la conception positive des Canadiens de la diversité culturelle, ces derniers considèrent que la politique du multiculturalisme favorise trop la diversité au détriment de l'unité et des valeurs canadiennes.

À l'échelle du Québec, le politologue Alain G. Gagnon accuse le multiculturalisme d'avoir été pensé pour faire échec au nationalisme québécois. Pour lui, le multiculturalisme est un stratagème pour ramener la société distincte des Québécois au niveau d'une culture ethnique minoritaire sous la domination du Canada anglophone. En effet, en dissociant la langue de la culture, et en reléguant cette dernière à la sphère privée, le multiculturalisme permet selon l'auteur à l'identité canadienne de se construire sur des principes universels. Reprenant Taylor, Gagnon explique que le multiculturalisme permet seulement une reconnaissance de premier niveau :

Par diversité de premier degré, Taylor entend que malgré leurs origines distinctes, les communautés ethnoculturelles ont la même idée de leur allégeance au Canada alors que pour la diversité de deuxième degré, celle que privilégient les Québécois et les Autochtones, il importe de reconnaître « une pluralité de modes d'appartenance » comme façon légitime d'exprimer son allégeance au Canada.²⁵

Par conséquent, Gagnon estime que le multiculturalisme néglige l'apport de la nation québécoise et des nations autochtones au profit de la construction de l'identité canadienne. Selon cet auteur, le modèle du multiculturalisme nie le principe fédéral inscrit à la base même

²⁵ Gagnon, Alain G., *op. cit.*, p. 9.

du pays en rejetant les aspirations nationales du Québec et celles des nations autochtones. De ce fait, l'auteur s'exprime en faveur du modèle de l'interculturalisme québécois.

Néanmoins, selon plusieurs auteurs, ceci constitue une critique injustifiée. Pour Kymlicka, la critique provient d'une peur que la minorité nationale québécoise soit confondue avec les groupes ethniques, ou du moins traitée de la même manière. Or, comme le soutient Woehrling, les groupes ethniques sont loin d'être traités comme des nations, ainsi, que les cultures de ces derniers, développées institutionnellement. Également, à propos de cette crainte québécoise, ainsi que concernant la remise en cause de l'unité canadienne, Milot soutient que « les effets empiriques de ces craintes n'ont pas été avérées ²⁶ ».

Selon Helly, les autres défis du multiculturalisme sont les suivants. D'une part, l'auteure note « son absence de mandat pour interférer directement dans les processus de stratification socio-occupationnelle », notamment dans le secteur privé, et d'autre part, elle constate « son incapacité subséquente à réduire le racisme et les discriminations ethniques sur le marché du travail ²⁷ », particulièrement celles que vivent les immigrés les moins qualifiés. En outre, l'auteure critique les gouvernements d'avoir réduit les budgets du multiculturalisme depuis les années 1990, rendant de ce fait ses objectifs hors de portée. Elle estime que cet acte a eu un poids important dans la faible capacité des musulmans canadiens à se mobiliser contre la xénophobie anti-musulmane qui a suivi le 11 septembre 2001.

Cela étant, dans huit provinces dont le Québec, un conseil consultatif sur le multiculturalisme a été créé et écrit des rapports à l'intention du ministre responsable du multiculturalisme. Représentant à la fois un peuple fondateur, car descendants des Canadiens-Français, et étant également sans doute la plus grande minorité au sein du Canada, les Québécois francophones constituent un cas particulier. Après avoir décrit la politique existante au Québec et analysé sa portée et ses limites quant à la gestion de diversité, j'analyserai en détail le principe d'accommodement raisonnable, outil, qui, né du droit à

²⁶ Micheline, Milot, « Le multiculturalisme canadien. Laïcité et reconnaissance de la diversité religieuse » dans Alessandro Ferrari (dir), *Different meanings and Perspectives of Multiculturalism in a Global World*, Stampfli & Cie ag, Bern, 2008, p. 49.

²⁷ Denise Helly, « Le multiculturalisme canadien [...] », *Cahiers de l'Urmis*, N°6, 2000, p. 18.

l'égalité, se révèle être un instrument majeur de la gestion de la diversité culturelle, au Canada et par le fait même, au Québec.

2. La province de Québec

Au Canada, la province de Québec possède le plus grand territoire de la Confédération, et a la deuxième plus importante population du pays. Selon le recensement de 2006, la province de Québec compte sept millions d'habitants, dont six cent mille appartiennent à des minorités visibles, soit environ 8% de la population globale. L'immigration représente 11% de la population, dont plus de la moitié est installée au Québec depuis 1991. En outre, 87% de ces immigrants vivent dans la région métropolitaine de recensement de Montréal (RMC) qui comprend à peu près la moitié de la population du Québec (soit 3,6 millions d'habitants) et qui incluent, outre l'île de Montréal, les grandes villes de Laval et de Longueuil. C'est également là que vivent 90% des membres des minorités visibles.

Depuis dix ans, le nombre d'immigrants acceptés au Québec augmente chaque année et le plan annuel d'immigration 2008 du ministère québécois de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) va également en ce sens. Selon l'Institut de la statistique du Québec, le vieillissement de la population québécoise est tel que, selon les prévisions, l'immigration assurerait à elle seule l'augmentation de la population à partir de 2020²⁸. Depuis plusieurs décennies, le Québec a cherché activement à attirer une immigration francophone principalement en provenance des Caraïbes puis par la suite de l'Afrique du Nord. La diversité ethnoculturelle de la population immigrante a donc beaucoup augmenté et ainsi celle de la population québécoise : selon des données recueillies par la commission Bouchard-Taylor, les Québécois d'origine autre que française ou anglaise représentaient 2,2 % de l'ensemble de la population en 1901, 10,4% en 1971 et 22,2% en 1991²⁹. En 2001, les principaux pays de provenance de la population immigrée, mis à part les États-Unis et le Liban, étaient européens (Italie, France, Portugal, Grèce), et asiatiques (Chine, Vietnam).

²⁸ Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051*, 2003.

²⁹ *Document de consultation, Accommodements et différences [...] op. cit.*, p. 10. Pour l'année 2007, les commissaires estiment cette proportion à 25%.

Par ailleurs, des résultats d'études menées par Statistique Canada ont montré que le taux de chômage, qui s'élevait à 6,3% en 2001, passait à 13,4% lorsqu'il s'agissait des immigrants, et à 17,8% lorsque ces derniers étaient arrivés depuis moins de cinq ans.³⁰

D'un point de vue religieux, 90% des Québécois se sont déclarés majoritairement chrétiens en 2001 (83% se sont déclarés catholiques romain, 5% protestants, et 2% orthodoxes ou « chrétiens »), et 5% se sont déclarés sans appartenance religieuse. Parmi les 5% restants, soit moins de trois cents milles individus, on trouve, comme au Canada, principalement des musulmans, des juifs, des hindous et des sikhs. Une comparaison avec les résultats du recensement de 1991 montre un accroissement très important du nombre d'adeptes des religions hindoues, sikhs et bouddhistes, qui restent toutefois encore minoritaires, ainsi que celle de la religion musulmane, qui a vu son nombre doublé, passant de 45,000 en 1991 à 110,000 en 2001. Il faut savoir que c'est également à Montréal que s'exprime cette grande diversité religieuse : la région métropolitaine de recensement de Montréal comprenait, en 2001, 80% des personnes ayant déclaré au Québec être ni catholique romain ni sans appartenance religieuse.

Au cours de la décennie 1960, le Québec connût ce qu'il appela la Révolution tranquille, période au cours de laquelle l'État provincial québécois se consolida en établissant plusieurs ministères. C'est notamment le ministère de l'Éducation, celui des Affaires sociales, de l'Immigration ou encore l'Assurance maladie, qui furent créés à ce moment-là. En 1969, les Centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI) sont mis sur pied afin de favoriser l'apprentissage des deux langues officielles canadiennes par les immigrants. En 1975, le Québec adopta la Charte des droits et libertés de la personne que j'analyserai dans le point suivant. Fait important, en 1977, la Charte de la langue française, ou Loi 101, est votée, promouvant le français au rang de seule langue officielle du Québec. En effet, est stipulé dans le préambule que le français est « la langue de l'État et de la Loi aussi bien que la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires ». Cela étant, la langue qui doit être utilisée dans la vie privée des citoyens n'est

³⁰ Statistique Canada, 2007. « Les immigrants sur le marché canadien du travail en 2006 : premiers résultats de l'Enquête sur la population active du Canada », *Série d'analyses de la population active immigrante*, volume 1, numéro 1, numéro au catalogue 71-606-XWF.

guère définie dans la Loi et le respect envers les langues des autres groupes (Québécois anglophones, Autochtones, minorités ethniques) y est réaffirmé.

En 1984, l'Assemblée nationale adopta une loi créant le Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, remplacé en 1996 par l'actuel Conseil des Relations interculturelles (CRI). Ce dernier conseille le ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles sur la planification et l'application des politiques gouvernementales concernant les communautés culturelles et l'immigration.

2.1. La Charte des droits et libertés de la personne du Québec

En 1975, l'Assemblée nationale du Québec adopta la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, qui représente une loi qui a une valeur juridique quasi-constitutionnelle au Québec. À l'instar de la Charte canadienne, la Charte du Québec garantit les droits fondamentaux et lutte contre la discrimination. L'atteste par exemple l'article 10 :

Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

Par ailleurs, la Déclaration du gouvernement du Québec sur les relations interethniques et Interraciales de 1986 a également pour objectif de favoriser l'égalité des chances. Cette dernière considère que « l'Assemblée nationale, par la voix unanime de tous ses membres, reconnaît le principe d'égalité en valeur et en dignité de tout être humain ³¹ ». L'article 43 de la Charte stipule que « les personnes appartenant à des minorités ethniques ont le droit de maintenir et de faire progresser leur propre vie culturelle avec les autres membres de leur groupe ».

Enfin, la Charte du Québec comprend la constitution de la Commission des Droits de la Personne et des Droits de la Jeunesse (CDPDJ) dont la responsabilité est de :

³¹ Déclaration du gouvernement du Québec sur les relations interethniques et interraciales, Québec, le 10 décembre 1986.

Veiller au respect des principes énoncés dans la présente Charte ainsi qu'à la protection de l'intérêt de l'enfant et au respect des droits qui lui sont reconnus par la Loi sur la protection de la jeunesse ; à ces fins, elle exerce les fonctions et les pouvoirs que lui attribuent cette Charte et cette loi. [...] La Commission doit aussi veiller à l'application de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics. À cette fin, elle exerce les fonctions et les pouvoirs que lui attribuent la présente Charte et cette loi.³²

En cas de discrimination, un organisme ou un citoyen peut donc porter plainte à la CDPDJ, qui peut avoir recours au Tribunal des droits de la personne. La CDPDJ reçoit annuellement un millier de plaintes provenant de personnes s'estimant lésées dans leurs droits fondamentaux.

2.2. L'interculturalisme

En 1981, le Gouvernement du Québec lança un plan d'action *Autant de façons d'être Québécois. Plan d'action à l'intention des communautés culturelles*, dont les mesures doivent « aider les immigrés à mieux s'intégrer au Québec, tout en restant fidèles à leur culture d'origine »³³. Dès ce plan d'action, le gouvernement québécois annonce son intention de se marquer du modèle multiculturaliste canadien. Il souleva également le problème de la représentation des communautés culturelles dans la fonction publique et celui de la sous utilisation des services par les non francophones. Ainsi, les objectifs du plan d'action allaient plutôt dans le sens d'assurer le maintien et le développement des communautés culturelles, ainsi que de favoriser l'intégration de ces dernières à la société québécoise. Les principales mesures du plan d'action consistèrent donc en un effort de formation de l'administration publique à la diversité culturelle afin d'améliorer l'information et l'accueil des immigrés.

Cette orientation du Québec à l'égard des immigrants et de la diversité fut confirmée à la fin de 1990 dans une politique gouvernementale intitulée *Pour bâtir ensemble – Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration*. Cet énoncé de politique décrit l'immigration comme un facteur favorable au redressement démographique, à la prospérité économique, et au maintien de la langue française. Mais plus que cela, c'est l'ouverture sur le monde qu'elle représente qui semble primer :

³² Article 57 de la partie II de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

³³ Gouvernement du Québec, *Autant de façons d'être Québécois. Plan d'action à l'intention des communautés culturelles*, Québec, 1981, p. 23.

Même en l'absence d'impératifs démographique, linguistique ou économique, la nécessité d'une politique d'immigration — fut-elle plus modeste — s'imposerait à la société moderne et ouverte que constitue le Québec.³⁴

À la différence du plan d'action de 1981, l'accent porte dans l'Énoncé sur « un effort concerté de promotion de l'usage du français, d'ouverture de la société d'accueil et de développement de relations intercommunautaires harmonieuses³⁵ ». Le souhait du gouvernement est que chaque culture s'enrichisse des autres, et qu'en favorisant l'ouverture, les mouvements radicaux soient limités :

La position québécoise sur les relations interculturelles vise toutefois à éviter des situations extrêmes où différents groupes maintiendraient intégralement et rigidelement leur culture et leurs traditions d'origine et coexisteraient dans l'ignorance réciproque et l'isolement.³⁶

En 2007, le Conseil des relations Interculturelles (CRI) - l'organisme consultatif du MICC- réaffirme que la représentation de la diversité culturelle que produit une société est déterminante dans les rapports sociaux des groupes ethnoculturels qui la composent : si cette diversité est perçue négativement, cela favorise des processus d'exclusion, qui selon le CRI, engendrent des coûts sociaux et économiques importants. Au contraire, si elle est appréhendée comme une richesse, cela lui confèrera une plus grande valeur sociale qui se traduira par des processus d'inclusion. En ce sens, le CRI définit ainsi la gestion de la diversité ethnoculturelle :

1) de manière générale, la « diversité ethnoculturelle » correspond à une construction sociale qui résulte de rapports sociaux qui se développent en fonction d'un sentiment d'appartenance (réel ou projeté) à un groupe auquel peuvent s'identifier ou non des catégories ethnoculturelles, qu'il s'agisse de minorités (p. ex., immigrants, minorités visibles, autochtones ou anglophones d'origine canadienne-anglaise) ou de la majorité (francophones d'origine canadienne-française);

³⁴ Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), *Au Québec pour bâtir ensemble. Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration*, décembre 1990, p. 14.

³⁵ *Ibid.*, p. 17.

³⁶ *Ibid.*, p. 19.

2) sa « gestion » est définie comme un ensemble de principes qui correspondent à la régulation de rapports sociaux identitaires ou au désir de les réguler, tout comme l'État cherche à le faire pour d'autres rapports sociaux (p. ex., en établissant un code du travail qui a pour effet de réguler, en partie, les rapports entre les employeurs et les employés).³⁷

Inspiré par le CRI, il paraît évident que le gouvernement québécois souhaite qu'une image positive de l'immigration transparaisse à travers sa politique d'immigration et d'intégration. Il écrit dans l'Énoncé politique de 1990 :

L'apport de l'immigration à l'atteinte de ces objectifs, le succès du projet migratoire de chaque individu de même que le maintien de rapports harmonieux entre les Québécois de toutes origines dépendent du degré d'intégration et de participation des immigrants et de leurs descendants à la société québécoise. C'est pourquoi les deux volets de la présente politique — l'immigration et l'intégration — doivent être considérés comme indissociables.³⁸

L'Énoncé définit ainsi la mise en place d'un « contrat moral », expliquant les devoirs et responsabilités des immigrants et de la société d'accueil. En échange de l'apprentissage du français, du respect de la Charte, et de la participation civique des immigrants, le Québec s'engage à reconnaître officiellement l'hétérogénéité de sa population et à fournir des services d'apprentissage linguistique adéquats. Désirant que la langue française fasse partie du « patrimoine commun à tous les Québécois³⁹ », le gouvernement souhaite que cette dernière contribue à favoriser un sentiment d'appartenance à une société commune et que ne soit pas confondu « maîtrise d'une langue commune et assimilation linguistique⁴⁰ » des immigrants.

Outre l'aide à l'apprentissage du français, le gouvernement, afin de soutenir l'intégration des immigrants, y souhaite également d'encourager la participation des immigrants à la vie collective de la société. Pour cela, il s'engage à assurer l'accueil des nouveaux arrivants, à « soutenir l'intégration au marché du travail », à « favoriser la

³⁷ Conseil des relations interculturelles, *Avis sur la prise en compte et la gestion de la diversité ethnoculturelle*, Avis présenté à la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, 30 novembre 2007, p. 26-27.

³⁸ MICC, *Au Québec pour bâtir ensemble*. [...], décembre 1990, p. 14.

³⁹ *Ibid.*, p. 17.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 17.

régionalisation de l'immigration ⁴¹», à assurer l'égalité en emploi et l'égalité d'accès au logement, et à adapter les institutions à la réalité pluraliste. Cette adaptation passe par la « formation interculturelle ⁴²» du personnel administratif présent dans les institutions publiques, une plus grande représentation des Québécois des communautés culturelles, et la mise en œuvre d'« accommodements visant à concilier les préoccupations d'ordre religieux et le fonctionnement des organisations ⁴³». Cet outil des accommodements sera étudié d'une manière plus approfondie par la suite. Aujourd'hui, les champs d'action du MICC demeurent sensiblement les mêmes : soutenir la francisation, l'intégration des immigrants, la régionalisation et encourager les relations interculturelles. Sa mission consiste à :

Promouvoir l'immigration au Québec, sélectionner des personnes immigrantes et faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise ; Favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.⁴⁴

Fait important : en 1991, l'entente fédérale-provinciale désignée Gagnon-Tremblay-McDougall a fait finalement du Québec l'unique responsable des services d'accueil et d'intégration linguistique et culturelle des immigrants de la province, lui permettant ainsi d'établir sa propre sélection. Dans leur rapport final de la CCPARDC, les co-présidents Bouchard et Taylor résument assez bien ce que signifie l'interculturalisme :

L'interculturalisme québécois a) institue le français comme langue commune des rapports interculturels ; b) cultive une orientation pluraliste, soucieuse de la protection des droits ; c) préserve la nécessaire tension créatrice entre, d'une part, la diversité et, d'autre part, la continuité du noyau francophone et le lien social ; d) met un accent particulier sur l'intégration et la participation ; et e) préconise la pratique des interactions.⁴⁵

⁴¹ *Ibid.*, p. 70.

⁴² *Ibid.*, p. 82.

⁴³ *Ibid.*, p. 82.

⁴⁴ Voir sur le site du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC).

⁴⁵ Charles Taylor, et Gérard Bouchard, *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la CCPARDC, *op. cit.*, p. 121.

2.2.1. La portée de l'interculturalisme

Selon Alain G. Gagnon, « le modèle québécois du pluralisme culturel s'inscrit dans la tradition de la démocratie parlementaire en misant sur la représentation et la délibération ⁴⁶ ». Il se distingue ainsi du multiculturalisme qui « se fonde sur la juxtaposition des groupes ethnoculturels, formant une mosaïque ⁴⁷ ». Il ajoute que :

Les dangers d'exclusion et de ghettoïsation sont réduits d'autant que la reconnaissance des identités culturelles passe par l'affirmation des droits et l'obligation de participer à la *polity* contrairement au multiculturalisme, qui se contente de reconnaître les cultures comme étant des communautés autosuffisantes fonctionnant de façon atemporelle et sans contrainte de lieu.⁴⁸

Reprenant l'idée du contrat moral, Gagnon soutient que l'interculturalisme doit promouvoir la cohésion sociale par le biais d'une identité collective ayant pour un de ses piliers la langue française. Cette dernière doit donc utiliser dans les institutions étatiques, mais également dans « l'espace public d'interaction sociale ⁴⁹ ». Pour que les individus puissent exercer leur devoir de citoyen, et pour conférer « à tous un pouvoir réel d'influence sur les choses de la Cité ⁵⁰ », la connaissance du français demeure ainsi pour l'auteur indispensable. Pour ce dernier, il est important que le Québec, à travers l'interculturalisme, articule l'identification à un pôle identitaire commun (la langue et les valeurs libérales communes) et le respect des particularismes (le pluralisme identitaire) ⁵¹.

Pour Bouchard et Taylor, l'interculturalisme représente le modèle à suivre au Québec ; ils le perçoivent comme étant :

⁴⁶ Gagnon, Alain G., *op. cit.*, p. 13.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 13.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 14.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 12.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 10.

⁵¹ Alain G. Gagnon et Myriam Jézéquel. « Le modèle québécois d'intégration culturelle est à préserver ». *Le Devoir*, 17 mai 2004.

Un régime flexible, ouvert à la négociation, aux adaptations et aux innovations. Il assure ainsi une sécurité aux Québécois d'origine canadienne-française comme aux minorités ethnoculturelles, tout en protégeant les droits de tous, suivant la tradition libérale.⁵²

Les auteurs précisent également les responsabilités qui incombent à la société :

Dans la situation présente des rapports ethnoculturels au Québec, nous croyons fermement que l'interculturalisme, dont nous avons rappelé les modalités et les finalités, indique la voie à suivre. Chaque groupe ethnique peut y trouver son profit, de même que l'ensemble de notre société. Dans cette perspective, tous les acteurs collectifs ont une part de responsabilité mais, pour des raisons évidentes, celle du groupe majoritaire est éminente.⁵³

En outre, selon les auteurs, la manière dont sont traitées les demandes d'accommodements, ou d'ajustements, dans divers milieux (l'éducation, la santé, les entreprises) « est imprégné des valeurs et des principes de l'interculturalisme : égalité, concertation, respect mutuel, réciprocité ⁵⁴ ». Cela étant, comme nous le verrons dans la partie suivante, l'outil des accommodements raisonnables doit être clairement distingué des modèles d'intégration multiculturaliste ou interculturaliste.

Enfin, une étude réalisée par Denise Helly, Marc Lavallée et Marie Mc Andrew à la fin des années 1990 auprès de représentants d'organismes non gouvernementaux du Québec montrent que ces derniers agrément à la reconnaissance publique des pratiques des membres des minorités :

C'est presque à l'unanimité que les individus interrogés considèrent que le traitement différentiel est nécessaire et légitime dans une définition de la citoyenneté et qu'il n'entre pas en contradiction avec l'idéal d'universalité et d'égalité entre les cultures et les groupes.⁵⁵

⁵² Charles Taylor, et Gérard Bouchard, *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la CCPARDC, *op. cit.*, p. 120.

⁵³ *Ibid.*, p. 216.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 203.

⁵⁵ Helly, Denise, Marc Lavallée et Marie Mc Andrew, *op.cit.*, p. 288

2.2.2. Les limites du modèle d'intégration québécois

En 1981, le plan d'action était destiné aux immigrants et à l'ensemble de leurs descendants, prenant pour acquis que « le Québec est une terre d'accueil » et que « les Québécois peuvent faire preuve d'ouverture d'esprit et d'hospitalité ⁵⁶ ». En 1990, L'énoncé politique confirme la nécessité de promouvoir des attitudes favorables à la diversité culturelle et religieuse, par exemple en augmentant la représentation ethnoculturelle dans les médias et en valorisant les cultures étrangères. Cependant, il soutient que :

Même si les Québécois acceptent en général de partager leur quotidien avec des personnes de races différentes, l'émergence d'une société de plus en plus multiraciale exigera de lutter davantage contre la discrimination et le racisme. ⁵⁷

En ce sens, l'historien Stephanos Constantinides écrivait en 1987 :

Si, en principe, tout le monde est aujourd'hui d'accord pour rejeter l'hypothèse de l'assimilation, il n'en demeure pas moins qu'un doute subsiste du côté des groupes ethniques quant aux véritables intentions des gouvernements – tant fédéral que provincial – et des institutions de la majorité. ⁵⁸

Aujourd'hui, selon le rapport final de CCPARDC, si le nombre d'immigrants au Québec et le mode de sélection de ces derniers est peu remis en question, les programmes d'accueil et d'intégration sont beaucoup plus critiqués. L'accès difficile à l'emploi, au logement, aux services de santé (délai d'attente imposé de trois mois avant de pouvoir recevoir des soins gratuits) représente des lourds obstacles à une intégration réussie. Selon Bouchard et Taylor, « y remédier est une affaire de droits et d'éthique sociale ⁵⁹ ». Pour cela, les auteurs soutiennent que l'interculturalisme « doit s'ancrer dans une philosophie de pluralisme intégrateur, sensible aux inégalités socioéconomiques et aux diverses formes de

⁵⁶ Gouvernement du Québec, *Autant de façons d'être Québécois. Plan d'action à l'intention des communautés culturelles*, Québec, 1981, p. 23.

⁵⁷ Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), *Au Québec pour bâtir ensemble. Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration*, décembre 1990, p. 55.

⁵⁸ Stephanos Constantinides, « Le fait français et la réalité multiculturelle au Québec », dans Conseil de la langue française, *Le Québec français et l'école à clientèle pluriethnique*, Québec, 1987, p. 240.

⁵⁹ Charles Taylor, et Gérard Bouchard, *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la CCPARDC, *op. cit.*, p. 229.

discrimination⁶⁰». Pour Mc Andrew, les politiques québécoises n'ont guère aidé à faire évoluer les mentalités :

Politicians and policy-makers [...] have clearly not helped enough francophone Quebecers to come to terms with their new majority status and the obligations that it entails, especially during the last 15 years when, due to the change in ethnic stratification, they should have done so.⁶¹

De surcroît, Bouchard et Taylor, dans leur rapport final de la CCPARD, voit comme une « lacune » le fait que :

L'interculturalisme en tant que politique d'intégration n'a jamais fait l'objet d'une définition complète et officielle par l'État québécois (même si ses principes constitutifs ont été énoncés depuis longtemps). Cette lacune devrait être comblée d'autant plus que le modèle du multiculturalisme canadien ne semble pas bien adapté à la réalité québécoise.⁶²

Par ailleurs, pour Helly, la politique québécoise s'est écartée du multiculturalisme en créant un pôle identitaire collectif, soit celui de la majorité francophone. Selon l'auteure, ceci « ne permet pas la transformation de la pluralité ethnoculturelle en symbole et fondement de l'État, processus singularisant une politique multiculturaliste⁶³ ». Pour Juteau, Mc Andrew et Pietrantonio, « this is more than a simple nuance. The difference is crucial, since the existence of a culture québécoise is here posited.⁶⁴ ».

2.2.3. Vers une approche antiraciste

Selon Danielle Juteau, Marie Mc Andrew et Linda Pietrantonio, l'interculturalisme accorde moins d'attention aux mesures anti-racistes que le multiculturalisme⁶⁵. Selon Marie Mc Andrew, cela consiste une des limites les plus importantes du modèle interculturaliste :

⁶⁰ *Ibid.*, p. 130.

⁶¹ *Ibid.*, p. 153.

⁶² *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la CCPARD, *op. cit.*, p. 229.

⁶³ Denise Helly, « Politiques à l'égard des minorités immigrées », *Sociologie et sociétés*, vol. 26, no 2, automne 1994, p. 37.

⁶⁴ Juteau, D., Marie Mc Andrew, Linda Pietrantonio, *op.cit.*, p. 101.

⁶⁵ Juteau, D., Marie Mc Andrew, Linda Pietrantonio, « Multiculturalisme à la Canadian and Integration à la Québécoise. Transcending their Limits », dans R. Bauböck et J. Rundell (Dir.), *Blurred*

Quebec interculturalism also commits itself to equal opportunity, [...], but political recognition of the existence of ethnic inequalities and racism is still in its infancy, and public debate has not yet begun.⁶⁶

À cet égard, Mc Andrew affirme qu'au sein du milieu scolaire :

Si les opportunités d'une action éducative de lutte au racisme et à la discrimination sont là, la recherche démontre que les pratiques de terrain demeurent extrêmement ponctuelles, dispersées et peu critiques.⁶⁷

Plus loin que cela, l'auteure soutient qu'en « l'absence d'une claire volonté politique, les paradigmes interculturels, multiculturels ou civiques qui dominent en milieu scolaire ne feront pas, par magie, émerger ce virage ⁶⁸ ». En ce sens, l'auteure favorise et recommande au gouvernement de privilégier une approche antiraciste, estimant que « les mécanismes de production du racisme sont largement méconnus ⁶⁹ ». Pour Mc Andrew, « There is also an extremely strong tendency to restate socio-economic issues as cultural ones ⁷⁰ ».

Cela rejoint l'analyse de la sociologue Anne Laperrière. Se basant sur l'histoire de l'Angleterre, cette dernière affirme que le modèle interculturel a été très sévèrement critiqué au début des années 1980 au moment de la montée du courant antiraciste. L'interculturalisme était défini :

Comme une forme sournoise d'assimilation et une diversion de la vraie base du racisme, résidant dans l'organisation économique et politique de la société, plutôt que dans sa superstructure idéologique.⁷¹

Boundaries : Migration, Ethnicity, Citizenship, Vienne/Brookfield, European Center, Vienna/Ashgate Publishing, vol. 23, 1998, p. 101.

⁶⁶ Marie Mc Andrew, « Quebec's interculturalism Policy: An Alternative vision », dans K. Banting, Thomas J. Courchene and F.L. Seidle (dir.), *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada*, Montréal : The Art of the State, 2007, p. 150.

⁶⁷ Marie Mc Andrew, *Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination*, Mémoire soumis à la commission parlementaire, Québec, 24 Août 2006, p. 13.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 13.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 12.

⁷⁰ Marie Mc Andrew, « Quebec's interculturalism Policy: An Alternative vision », p. 150.

⁷¹ Anne Laperrière, « L'apprentissage du français dans un contexte pluriculturel. Réflexion sur le rôle de l'école québécoise à la lumière des analyses britanniques », dans Conseil de la langue française, *Le Québec français et l'école à clientèle pluriethnique*, Québec, 1987, p. 287.

De fait, selon l'auteur, la politique antiraciste

visait ainsi non pas à sensibiliser à l'intérêt des cultures minoritaires pour la culture britannique, mais bien plutôt à ouvrir les yeux des « Blancs » comme des « Noirs » sur leur oppression commune et sur la compétition acharnée qui s'ensuit, enflammant les idéologies racistes et bloquant la compréhension interculturelle. Elle consiste aussi à établir des solidarités entre l'ensemble des groupes opprimés et à dépasser l'intervention scolaire pour s'attaquer aux arrangements politiques et économiques inégalitaires ainsi qu'aux idéologies fausses et infériorisantes diffusées dans l'ensemble de la société.⁷²

Pour l'auteure, l'approche interculturelle fut accusée de favoriser la discrimination, en soutenant certaines cultures minoritaires au détriment d'autres, et du fait que le choix de ces dernières était effectué par des « Britanniques de souche en poste⁷³ » :

Les cultures dominées ainsi présentées en pièces détachées se retrouveraient dépouillées de leur sens et hiérarchisées en vue de leur adaptation au palais britannique. Par ailleurs, l'interculturalisme réduirait les caractéristiques culturelles des minorités à leurs caractéristiques « ethniques », faussant ainsi la réalité et justifiant, par ailleurs, les préjugés à leur égard, en termes d'inadaptabilité à la société d'accueil.⁷⁴

En outre, Laperrière fit le constat que l'interculturalisme « n'avait eu d'emprise qu'auprès d'un groupe restreint d'intervenantes et intervenants sociaux, surtout dans le domaine scolaire et des communications⁷⁵ ». Enfin, dans le cas du Québec, elle affirme que :

Même si le Québec n'a pas le passé colonial de l'Angleterre, plusieurs minoritaires de classe sociale moins favorisée ou originaires de pays en voie de développement relèvent la même dévalorisation de leur culture par les Canadiens ou Québécois de vieille souche et sont sceptiques face à un interculturalisme qui utiliserait des critères exclusivement canadiens ou québécois.⁷⁶

In fine, selon le juriste Pierre Bosset et le sociologue Paul Eid, le modèle québécois d'intégration « constitue un modèle hybride de gestion du pluralisme culturel, qui tient à la

⁷² *Ibid.*, p. 286.

⁷³ *Ibid.*, p. 286.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 286.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 286.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 297.

fois du républicanisme à la française et du multiculturalisme de type anglo-saxon⁷⁷». Il est difficile de juger empiriquement en quoi le multiculturalisme diffère de l'interculturalisme. Il existe indéniablement des différences, qui, comme l'affirment Bosset et Eid, « interdisent d'assimiler sans nuances les modèles québécois et canadien de gestion de diversité culturelle⁷⁸ ». Une brève analyse montre toutefois que la cohésion sociale, la participation à la société ou la création d'une identité collective, sont autant de desseins propres à l'interculturalisme qu'au multiculturalisme. Les points de convergences semblent grands entre le modèle québécois et le modèle canadien. Cependant, la comparaison entre les deux modèles d'intégration ne constitue point le sujet principal de la présente étude. La question que je me pose concerne davantage l'effectivité réelle des outils québécois de gestion de la diversité culturelle et religieuse. Or, concernant la gestion de la diversité culturelle, l'interculturalisme, à l'instar du multiculturalisme, favorise la médiation, le compromis en utilisant le principe des accommodements raisonnables que nous allons voir. Pour Eid,

Le principe d'accommodement raisonnable se conjugue aisément avec les modèles canadien et québécois de gestion de la diversité ethnoculturelle dans la mesure où il contribue à façonner un cadre d'intégration citoyenne autorisant, à certaines conditions, le maintien des particularismes normatifs et culturels des minorités.⁷⁹

3. Le principe d'accommodement raisonnable

3.1. La notion juridique

En premier lieu, le principe d'accommodement a été développé par les tribunaux des droits de la personne (droit du travail précisément), puis a été repris par la suite par les tribunaux judiciaires. En 1985, la Cour suprême du Canada reconnut donc pour la première fois l'existence de l'obligation d'accommodement dans l'affaire *Simpsons-Sears* en obligeant un employeur d'accommoder une employée dont les croyances religieuses lui interdisent de

⁷⁷ Pierre Bosset et Paul Eid, « Droit et religion : de l'accommodement raisonnable à un dialogue internormatif ? *Acte de la XVIIe Conférence des juristes de l'État*, Cowansville, Edition Yvon Blais, 2006, p. 77.

⁷⁸ Ibid., p. 94.

⁷⁹ Paul Eid, « Accommoder la différence religieuse dans les limites du raisonnable : regards croisés du droit et des sciences sociales », dans Myriam Jézéquel (dir), *La justice à l'épreuve de la diversité culturelle*, Editions Yvon Blais, 2007, p. 126.

travailler le samedi. Le juge McIntyre affirma que la « conséquence naturelle de la reconnaissance d'un droit doit être l'acceptation sociale de le respecter et de prendre les mesures raisonnables afin de le protéger⁸⁰ ». En ce sens, la Cour suprême consacra ainsi l'existence de l'accommodement raisonnable :

Dans toute société, les droits d'une personne entreront inévitablement en conflit avec les droits d'autrui. Il est alors évident que tous les droits doivent être limités afin de préserver la structure sociale dans laquelle chaque droit peut être protégé sans porter atteinte indûment aux autres. Cela est particulièrement important lorsque des rapports spéciaux existent, en l'espèce les rapports entre employeur et employé. Dans le présent cas, [...] le droit de l'employé exige que l'employeur prenne des mesures d'accommodement raisonnables.⁸¹

Un accommodement est donc ici une mesure pour lutter contre la discrimination indirecte que peut engendrer un règlement ou une loi. De ce fait, il représente indéniablement une conséquence du droit à l'égalité – de l' « égal bénéfice » de la loi - et de la liberté de religion, garantis par la Charte canadienne et la Charte québécoise. En ce sens, l'article 1 de la Charte canadienne stipule que :

La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Il s'agit donc d'adapter une règle conçue pour une majorité, dite « neutre », afin de ne pas discriminer des groupes ou personnes ayant des caractéristiques qui les différencient de la majorité, et par conséquent, d'accepter des exceptions aux règles générales sans pour autant nuire au reste du groupe. En d'autres termes, le juriste José Woehrling écrit que :

L'obligation d'accommodement (ou d'adaptation) oblige, dans certains cas, l'État, les personnes et les entreprises privées à modifier des normes, des pratiques ou des politiques légitimes et justifiées, qui s'appliquent sans distinction à tous, pour tenir compte des besoins particuliers de certaines minorités, principalement les minorités ethniques et religieuses.⁸²

⁸⁰ Commission ontarienne des droits de la personne c. *Simpsons-Sears*, paragraphe 22.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² José Woehrling, « L'obligation d'accommodement raisonnable et l'adaptation de la société à la diversité religieuse », *Revue de droit de McGill*, vol. 43, 1998, p. 325.

À titre d'exemple, la Cour suprême dans l'affaire *Syndicat Northcrest c. Amselem*⁸³, a reconnu la possibilité qu'une personne de confession juive construise une *souccah* (construction temporaire d'une petite cabane en bois liée à une fête juive) sur son balcon. Le syndicat de copropriétaires l'avait auparavant interdit, affirmant que c'était contraire au règlement de la co-propriété que tous les résidents sont censés avoir signé. Jugeant que ceci restreignait la liberté de religion, la Cour suprême donna raison aux plaignants (les copropriétaires de religion juive), à la condition que les *souccah* ne gênent pas les voies d'évacuation en cas d'urgence, ce qui constituait la principale inquiétude du syndicat. Également, dans l'arrêt *Multani*⁸⁴, la Cour suprême reconnut le droit à un jeune garçon de confession sikh de porter un *Kirpan* (Couteau sikh), cousu et protégé dans une étoffe afin que le port de ce dernier ne nuise pas aux normes de sécurité de l'école.

L'accommodement raisonnable est donc un outil permettant de lutter contre les différentes formes de discrimination indirecte fondées sur la religion, le handicap, ou encore le sexe, et non un moyen pour une minorité d'acquérir des droits collectifs. Les limites d'un accommodement raisonnable résident dans les conséquences de ce dernier ; s'il impose une contrainte excessive à l'institution, ou l'entreprise concernée, comme un coût élevé, une entrave au fonctionnement du service rendu, une remise en cause des droits fondamentaux ou un danger pour la sécurité de tous, ce dernier doit être refusé. Comme le précise le juge Sopinka de la Cour Suprême, dans l'affaire *Central Okanagan School District No. 23 c. Renaud*, « [l]'utilisation de l'adjectif «excessive» suppose qu'une certaine contrainte est acceptable⁸⁵ ». Dans cette affaire, l'appelant, un gardien syndiqué à l'emploi d'un conseil scolaire et membre de l'Église adventiste du septième jour, refusa de travailler un vendredi soir en raison de ses convictions religieuses. Après s'être entendu sur une solution accommodante pour les deux personnes avec le conseil scolaire, le syndicat s'opposa à cette solution et le gardien fut congédié. En Cour Suprême, le syndicat fut accusé de discrimination

⁸³ Jugements de la Cour Suprême du Canada, *Syndicat Northcrest c. Amselem*, 2004 CSC 47, [2004] 2 R.C.S. 551.

⁸⁴ Jugements de la Cour Suprême du Canada, *Multani c. Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys*, 2006 CSC 6, [2006] 1 R.C.S. 256.

⁸⁵ Jugements de la Cour Suprême du Canada, *Central Okanagan School District No. 23 c. Renaud*, [1992] 2 R.C.S. 970.

pour avoir insisté auprès du gardien pour qu'il travaille le vendredi et pour avoir refusé une mesure conciliante.

Toutefois, un employeur peut échapper à l'obligation d'accommodement s'il démontre que « la condition d'emploi indirectement discriminatoire a un lien rationnel avec l'emploi en cause ⁸⁶ ». L'employeur doit donc démontrer que « la règle ou la politique existe pour atteindre des objectifs de rendement et d'économie, d'efficacité, de protection de la santé ou de la sécurité publique ⁸⁷ ». De l'autre côté, les demandeurs d'accommodements doivent aussi faire preuve de bonne foi et accepter un compromis raisonnable, même s'il ne correspond pas à leur demande.

Selon Paul Eid, la religion et le handicap sont les motifs les plus souvent invoqués dans les demandes d'accommodement raisonnable. Néanmoins, il existe également d'autres cas ; par exemple, dans l'affaire *Ford c. Québec*⁸⁸, la Cour suprême déclara les articles de la Loi 101 qui impose l'exclusivité du français dans l'affichage commercial incompatible avec la liberté d'expression. Le jugement parle en effet de « discrimination sur la langue ⁸⁹ », qui comprend la liberté de choisir la langue dans laquelle on veut s'exprimer (garantie dans les deux Chartes). De ce fait, la Cour considéra comme raisonnable la présence d'autres langues sur les affiches commerciales tout en accordant une nette prédominance à la langue française.

3.2. Un outil de reconnaissance ?

Dans un contexte pluraliste, Woehrling soutient que l'accommodement, bien qu'étant d'abord une conséquence du droit à l'égalité, « constitue un instrument de maintien des identités particulières et de gestion de la diversité ethnoculturelle ⁹⁰ » car il doit prendre en compte les besoins des membres des minorités ethniques et religieuses et adapter les institutions pour que ces derniers ne subissent aucune discrimination. Selon les défenseurs

⁸⁶ José Woehrling, *op. cit.*, p. 340.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 343.

⁸⁸ Jugements de la Cour Suprême du Canada, *Ford c. Québec (Procureur général)*, [1988] 2 R.C.S. 712.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 9 dans le jugement en format PDF. Notons que le terme « accommodement raisonnable n'apparaît pas dans le jugement, mais celui de « limites raisonnables ».

⁹⁰ José Woehrling, *op. cit.*, p. 328

des politiques pluralistes et multiculturelles, l'accommodement raisonnable a une vocation pratique qui est celle de faciliter l'intégration, ou, comme le soutiennent Pierre Bosset et Paul Eid, d'en « redéfinir les conditions sur une base plus équitable ⁹¹ ». Ces derniers affirment que l'accommodement repose sur une notion de « citoyenneté "multiculturelle" [faisant ainsi référence à Kymlicka] et différenciée selon les particularismes socio-identitaires des individus et des groupes qui composent la société ⁹² ».

Il importe de noter que l'accommodement va parfois à l'encontre des valeurs individualistes. Dans l'affaire *Janssen c. Ontario (Milk Marketing Board)*, des producteurs de lait ontarien, membres de la *Free Presbyterian Church of Scotland*, refusaient de préparer le lait pour la livraison du dimanche en raison de leurs croyances religieuses. De ce fait, la Commission ontarienne de commercialisation du lait organisa une collecte laitière spéciale entraînant un surcoût afin de respecter la règle de livraison aux deux jours (soit un dimanche sur deux), pour garantir la fraîcheur du lait. La Commission d'enquête décida de répartir ce surcoût sur toute la collectivité des producteurs de lait, affirmant que cet accommodement n'était pas excessif :

Insofar as we want to make space within our communities for the comfortable co-existence of those who differ by religion, sex, sexual orientation, race, disability, and family grouping, there will be commensurate costs to be borne by all of us. ⁹³

Par ailleurs, Woehrling évoque le risque d'« effet boule de neige ⁹⁴ » que certains appréhendent, soit qu'une acceptation d'accommodement peut créer une avalanche de demandes semblables. Cependant, ceci peut constituer un argument valable pour refuser l'accommodement que si cet effet peut être prouvé et ne relève pas de la pure spéculation. Par ailleurs, l'employeur, dit-il, doit « être conscient du fait qu'en accordant un accommodement, il crée un précédent qui pourra ensuite être invoqué contre lui ⁹⁵ ». Néanmoins, il ajoute :

⁹¹ Pierre Bosset et Paul Eid *op. cit.*, p. 75.

⁹² *Ibid.*, p. 75.

⁹³ José Woehrling, *op. cit.*, p. 349.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 355.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 357.

Les limites de l'obligation d'accommodement découlent du concept même d'accommodement raisonnable : si les musulmans demandaient un jour de congé par semaine, plutôt qu'un jour par an comme les juifs, cela ne serait pas raisonnable et n'entraînerait donc pas d'obligation correspondante pour l'employeur. En matière de réarrangement des horaires de travail, l'accumulation des demandes par divers groupes religieux pourrait rendre l'accommodement impossible ; le phénomène produirait donc ses propres limites⁹⁶.

Malgré l'assise forte sur laquelle est basée l'obligation d'accommodement, Woehrling constate que les tribunaux ont plus de réticence à l'imposer aux lois et règlements fédéraux, provinciaux ou territoriaux, qu'aux entreprises publiques ou privées qui offrent des biens et des services. La raison principale serait que le caractère collectif d'un texte législatif, s'appliquant à plusieurs situations différentes, est plus difficilement conciliable avec la logique du cas par cas de l'accommodement raisonnable. Le démontre une déclaration du juge Sopinka qui affirme que ce « qui constitue des mesures raisonnables est une question de fait qui variera selon les circonstances de l'affaire ⁹⁷ ». Ainsi, dans le domaine législatif, les tribunaux ont deux choix : premièrement, celui d'invalider la loi en cause, alors que cette dernière n'est discriminative que pour un nombre restreint de personnes, et en reformuler une nouvelle. Comme le précise justement Woehrling, « la multiplication de cas de ce genre pourrait surcharger l'agenda législatif ⁹⁸ ». Deuxièmement, les juges peuvent effectuer une reformulation judiciaire de la norme en question, qui consiste à, soit faire une exception à l'application de la loi pour le groupe concernée, soit à élargir la portée de la règle de manière à inclure les caractéristiques qui pouvaient exclure certains individus. En outre, lorsqu'il s'agit d'accommodements pour des raisons religieuses, l'adaptation des normes peut mener à remettre en cause la neutralité de l'État. En cela, le libre exercice de la religion et la neutralité de l'État sont selon Woehrling « mutuellement limitatifs ⁹⁹ ». Néanmoins, Woehrling soutient qu'au Canada, le droit au libre exercice semble primer sur la neutralité de l'État en l'absence d'une mention claire dans le droit canadien sur la neutralité de l'État. L'auteur affirme :

⁹⁶ *Ibid.*, p. 356.

⁹⁷ Jugements de la Cour Suprême du Canada, *Central Okanagan School District No. 23 c. Renaud*, [1992] 2 R.C.S. 970, p. 20.

⁹⁸ José Woehrling, *op. cit.*, p. 358.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 378.

Si l'autorisation de certains signes religieux dans les écoles publiques était réclamée à titre d'accommodement justifié par la liberté de religion, on ne pourrait que difficilement s'y opposer en se fondant sur le principe de la neutralité de l'État en matière religieuse.¹⁰⁰

D'ailleurs, l'auteur fait d'ailleurs remarquer que même la laïcité française ne justifie pas, pour les juristes français, l'interdiction de porter des signes religieux.

Dans le cas des accommodements pour des raisons religieuses, deux éléments principaux vont être pris en compte lors de la demande : l'existence du précepte moral ou religieux invoqué par le plaignant et la sincérité de ce dernier à vouloir suivre ce modèle. Cependant, la sincérité sera appréciée différemment dans chaque affaire, car le « témoignage [du requérant] constituera toujours l'élément de preuve principal ¹⁰¹ ». À ce titre, l'affaire de la *souccah*, dans le jugement *Syndicat Northcrest c. Amselem*, montre que la Cour suprême a effectivement pris davantage en compte la manière dont les plaignants perçoivent subjectivement leur religion plutôt que le contenu doctrinal de cette dernière.

En outre, Woehrling soutient qu'une distinction est faite entre les cas où la règle de droit empêche ce qu'une croyance oblige, (ou oblige ce que la croyance interdit) et ceux où elle nuit à ce que la croyance permet. Dès lors, il conclut que « seules des normes coercitives, qui obligent à faire ou à ne pas faire, peuvent contrarier la liberté de conscience et de religion ¹⁰² ». Cependant, il est paradoxal d'affirmer cela tout en prenant comme critère sérieux la sincérité du croyant, car ce qui est permis dans une croyance peut représenter une obligation pour un autre croyant. Respecter les dogmes a aujourd'hui moins d'importance qu'auparavant ; ce qui est permis, obligatoire ou interdit, diffère fréquemment d'une personne à une autre bien qu'ils partagent la même croyance.

En résumé, Woehrling soutient que :

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 380.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 393.

¹⁰² *Ibid.*, p. 395.

Les concepts de discrimination indirecte et d'accommodement raisonnable constituent des instruments forts utiles pour la protection des minorités culturelles et religieuses. Ils permettent une compréhension plus approfondie du droit à l'égalité, car ils montrent que celui-ci doit souvent s'analyser comme un droit à la différence, un droit à un traitement particulier. Cela est très important, car l'esprit humain tend presque irrésistiblement à concevoir l'égalité comme résultant d'un traitement identique pour tous. Or, pour les minorités, le fait d'être traitées de la même façon que la majorité a souvent des effets destructeurs sur leur spécificité.¹⁰³

L'auteur précise que l'outil d'accommodement est utile pour les minorités qui ne peuvent réclamer une autonomie gouvernementale, soit les groupes ethniques. Il faut donc recourir pour ces derniers à « des dispositifs anti-majoritaires, en particulier à des mesures anti-discriminatoires ¹⁰⁴ », qu'il s'agisse d'une discrimination directe ou indirecte. Ceci dit, contrairement aux mesures, souvent temporaires, de discrimination positive, l'accommodement raisonnable, tant que ce dernier ne constitue pas une contrainte excessive, est permanent. Enfin, Bosset et Eid affirment que :

L'accommodement raisonnable, cette construction juridique dont a accouché le modèle canadien de gestion du pluralisme, devient nécessaire pour atténuer, dans un souci de justice sociale, le déséquilibre politique inévitable entre les cultures issues de l'immigration et la culture du groupe majoritaire.¹⁰⁵

3.3. Les limites de l'accommodement raisonnable

Woehrling constate que deux critiques sont adressées à la politique d'accommodement raisonnable : premièrement, cette dernière est accusée, au même titre que la politique du multiculturalisme, de favoriser la ghettoïsation des minorités et de là, de faciliter la fragmentation sociale de la nation. Cette critique, même si elle est légitime, demeure exagérée selon l'auteur. L'outil des accommodements vise à inclure les membres des minorités dans la société, comme le démontre l'exemple du gendarme Sikh qui souhaitait garder son turban en travaillant au sein de la Gendarmerie Royale du Canada¹⁰⁶. La seconde critique réside dans l'idée que la politique d'accommodement porte préjudice aux droits des

¹⁰³ *Ibid.*, p. 398.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 398.

¹⁰⁵ Pierre Bosset et Paul Eid *op. cit.*, p. 76.

¹⁰⁶ Bureau du commissaire à la magistrature fédérale, *Grant c. Canada (Procureur général)*, [1995] 3 C.F. null.

membres des groupes minoritaires. Également, Woehrling considère la critique qui prétend que « l'accommodement raisonnable et le multiculturalisme favoriseraient donc le maintien, au sein des collectivités minoritaires, de pratiques parfois oppressives ¹⁰⁷ ». À titre d'exemple, permettre le port du *hidjab* (voile islamique) à l'école peut conforter la volonté de certains parents d'obliger leurs filles à porter ce dernier. Toutefois, l'interdiction de ce dernier peut mener selon Woehrling ces parents à envoyer leurs filles dans une école religieuse privée, ou dans le pire des cas, à ce qu'elles restent à la maison. Il vaut mieux donc que ces enfants viennent à l'école avec le *hidjab*. L'auteur soutient que :

Il vaut sans doute mieux accepter les pratiques traditionnelles, du moins celles qui ne sont pas dangereuses pour l'intégrité physique et psychologique des personnes, en espérant qu'elles permettront aux membres des minorités, tout en conservant le support de leur milieu d'origine, d'amorcer leur intégration dans le milieu plus large de la société d'accueil. ¹⁰⁸

Par ailleurs, Woehrling rappelle que :

En suscitant chez une collectivité minoritaire la crainte de perdre son identité, on augmente les risques de la voir succomber à la tentation du fondamentalisme et de l'intégrisme pour se défendre. ¹⁰⁹

D'un côté, il y a donc appréhension de tels risques, et de l'autre, celui de figer certaines pratiques, qui, sans être institutionnalisées, auraient été abandonnées. Cependant, selon Woehrling, les membres des minorités, à travers leur demande d'accommodement, intériorisent les droits individuels et universels, comme le droit à l'égalité et la liberté de religion, et ainsi « tiennent un discours qui les engage dans le processus de modernisation ¹¹⁰ ». J'irais même jusqu'à penser que ces revendications mettent à jour les failles d'un modèle uniforme, ou du moins dans son application à l'intérieur d'une société pluraliste. Également, le problème de savoir ce que l'on peut accorder ou pas, sans paraître intolérant et en étant respectueux des autres cultures, se pose fréquemment. En effet, si rien ne permet de dire si les valeurs des cultures occidentales devraient primer sur les autres, il

¹⁰⁷ José Woehrling, *op. cit.*, p. 400.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 400.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 400.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 401.

reste que ces dernières définissent les sociétés occidentales. Dès lors, la société doit minimalement définir sa conception du juste. Il est possible de justifier toute valeur et son contraire ; il est même possible d'affirmer que tuer un homme n'est pas mauvais en soi, car l'avenir qui lui est réservé pourrait être plus beau. Cependant, si une société décide de condamner l'acte de tuer, et de prendre donc position sur ce qui est juste ou pas, il importe que ces positions soient respectées pour le bien-être de la société. Il me semble que la plupart des immigrants, provenant de pays plus autoritaires, viennent souvent chercher ces droits ainsi que les services qui les assurent. De ce fait, ceux appartenant à des groupes plus conservateurs qui demandent des mesures pouvant remettre en cause les principes démocratiques, étant d'ailleurs souvent minoritaires, doivent être condamnés autant que les mouvements radicaux internes aux pays, et ce, sans que soient dénigrés l'ensemble des individus issus de l'immigration comme s'ils représentaient un ensemble homogène.

3.4. La « crise » des accommodements raisonnables

Selon les co-présidents de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, MM. Bouchard et Taylor, les pratiques d'accommodements auraient, au cours de l'année 2007 « débordé le cadre individuel pour revêtir une dimension collective ¹¹¹ ». Dans leur rapport final déposé en mai 2008, les auteurs parlent de « crise des perceptions ¹¹² », révélant qu'environ 73 cas d'accommodements recensés depuis 22 ans ont contribué à créer cette crise dont la « période d'ébullition ¹¹³ » se situe entre mars 2006 et juin 2007. En outre, pour les cas les plus médiatisés pendant cette période, les études de la Commission ont démontré qu'il y avait, pour 15 cas sur 21, « des distorsions importantes entre les perceptions générales de la population et la réalité des faits telle que nous avons pu la reconstituer ¹¹⁴ ».

¹¹¹ *Document de consultation, Accommodements et différences [...] op. cit.*, p. 3.

¹¹² Charles Taylor, et Gérard Bouchard, *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la CCPARDC, *op. cit.*, p. 18.

¹¹³ *Ibid.*, p. 53.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 18.

Selon la chronologie établie par Bouchard et Taylor¹¹⁵, des événements ont précédé la période d'ébullition. Ce fut, par exemple, le jugement de la Cour supérieure qui a reconnu la validité de l'accommodement raisonnable qu'un jeune garçon de confession sikh puisse porter son *kirpan*.¹¹⁶ Pour Micheline Milot :

[Ce dernier] a montré l'écart qui existe entre une volonté de reconnaissance d'une part, et d'autre part, l'interprétation de cette reconnaissance par une partie de la population qui la traduit en termes de communautarisation plutôt que d'intégration.¹¹⁷

Également, la décision par la Ville de Montréal de ne pas installer de sapins de Noël à la fin de l'année 2002 souleva beaucoup de protestations. En 2003, la demande d'un local de prière par des étudiants de l'École de Technologie Supérieure (ETS) de confession musulmane fit beaucoup parler d'elle. Se fondant sur les recommandations de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), l'ETS permit aux étudiants de faire leur prière dans les locaux non utilisés, en fonction de la disponibilité de ces derniers. En Ontario, la volonté d'instaurer des tribunaux islamiques alimenta beaucoup la polémique. De mars 2006 à juin 2007, ce n'est pas moins de 40 affaires controversées qui ont été recensées. En mars 2006, la direction d'un YMCA de Montréal accepta de faire installer des fenêtres givrées à la demande des membres d'une congrégation juive orthodoxe et ce, aux frais de la congrégation. Cette dernière désirait alors que la vue des femmes en tenue d'entraînement soit cachée de celle des jeunes juifs fréquentant la synagogue voisine. Bien qu'un accord précédent concernant l'installation de stores n'ait posé aucun problème, deux usagers se plaignirent et firent circuler une pétition montrant le refus de l'installation de fenêtres givrées. Cette affaire fit la une d'un quotidien montréalais le 7 novembre 2006. En septembre 2006, le Tribunal des droits de la personne a demandé que les récitations de prière lors des assemblées publiques du conseil municipal de Laval n'aient plus lieu. En janvier 2007, un sondage Léger Marketing révélait que 59% des Québécois se disaient racistes.¹¹⁸ Le

¹¹⁵ Pour la chronologie complète, voir le rapport final de la CCPARDC, p. 45 à 60.

¹¹⁶ Voir plus haut dans la section 3.1 de ce chapitre II.

¹¹⁷ Micheline Milot, « Canadian Multiculturalism, Laicity and the Recognition of Religious Diversity » dans Alessandro Ferrari (dir), *Different meanings and Perspectives of Multiculturalism in a Global World*, Stampfli & Cie ag, Bern, 2007, p. 41.

¹¹⁸ Dans ce sondage, à la question « Vous personnellement, à quel point vous considérez-vous raciste ? Diriez-vous que vous êtes ... », 1% avait répondu « fortement raciste », 15% « moyennement

même mois, un village de la région de Mauricie, Hérouxville, adopta un code de vie qui stipulait que la lapidation et l'excision étaient interdites dans leur village. Ce fait entraîna une couverture médiatique internationale sans précédent et stigmatisa beaucoup les individus de confession musulmane. À titre anecdotique, c'est à ce moment-là que je sentis un certain repli sur eux-mêmes de la part de mes amis ou collègues de confession musulmane, très affectés par l'image de plus en plus dénigrante des musulmans qui se propageait. En mars 2007, l'histoire de la cabane à sucre fut très révélatrice de l'écart possible entre les faits et les perceptions. Je reprends ici le rapport final de la CCPARDC ; le premier paragraphe relate la version « stéréotypée », écrite à l'aide des témoignages lors des consultations publics ou privées, ou de nombreuses lettres publiées dans les journaux :

Des musulmans se sont présentés un avant-midi à l'érablière (qui peut accueillir plus de 750 personnes) et ont exigé que le menu soit modifié pour le rendre conforme à leur norme religieuse. Tous les autres clients ont donc été contraints ce midi-là de consommer de la soupe aux pois sans jambon et des fèves au lard sans lard (il aurait été question que cette interdiction soit plus tard étendue à d'autres cabanes à sucre). Dans l'après-midi, les mêmes musulmans ont pénétré dans la salle principale de la cabane à sucre, alors bondée, et ont fait interrompre les festivités qui s'y déroulaient (musique, danse...) afin de réciter leur prière. Les clients qui se trouvaient dans la salle de danse ont été expulsés à l'extérieur de la cabane à sucre.

L'énoncé suivant montre les faits tels qu'ils se sont passés :

raciste », et 43% « faiblement raciste ». La conclusion que 59% des Québécois sont racistes fut, à juste titre selon moi, fortement critiquée.

Une semaine avant la sortie, un représentant de l'association musulmane Astrolabe a rencontré un des propriétaires de la cabane à sucre pour discuter de certaines modifications au menu, lesquelles s'appliqueraient uniquement aux membres du groupe. Le menu modifié excluait la viande de porc, mais incluait de la saucisse et du salami hallal fournis et payés par Astrolabe. Cet aménagement ayant été conclu, l'association réserva une des quatre salles à manger de l'érablière à son usage exclusif. Le jour venu, après le repas, des membres du groupe ont déplacé quelques tables et chaises de la salle qui leur était réservée pour tenir une courte prière. Désireuse de faire libérer la salle le plus rapidement possible (en cette journée de printemps ensoleillée, l'achalandage était important et près de 300 clients attendaient que des places se libèrent), la direction de l'établissement proposa aux personnes qui voulaient prier (une quarantaine) d'utiliser plutôt la salle de danse (qui peut contenir environ 650 personnes). Une trentaine de clients s'y trouvaient, certains attendant de prendre place dans la salle à manger. Quelques fillettes y dansaient au son d'une musique populaire. La direction de l'érablière interrompit la musique pour que les musulmans puissent faire leur prière, laquelle a duré moins de dix minutes. La musique a ensuite repris. Selon la direction, personne n'a été expulsé ni invité à quitter la salle de danse.¹¹⁹

Cet exemple démontre parfaitement selon moi le climat qui régnait à Montréal à ce moment-là. Le moindre fait divers était transformé, répété, et faisait la une de certains journaux. Bouchard et Taylor soulignent justement que, durant cette période d'ébullition, outre la question des accommodements raisonnables ou de la religion dans la place publique, le débat avait intégré la question de l'intégration de la population immigrante.

Dans leur rapport final, Bouchard et Taylor tentent de comprendre les sources de cette crise. Selon eux, les causes de la crise se situent dans « la dynamique identitaire¹²⁰ ». La première d'entre elles demeure, selon les auteurs, l'insécurité liée au statut fragile de la culture québécoise francophone. Dans un tel contexte, accompagné de la crainte du fondamentalisme exacerbée depuis les attentats du 11 septembre 2001 et de la perte de repères propres à la plupart des sociétés modernes¹²¹, de nombreux Québécois ont vu dans les accommodements pour motifs religieux une remise en cause de « l'héritage le plus précieux

¹¹⁹ Charles Taylor, et Gérard Bouchard, *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la CCPARDC, *op. cit.*, p. 72.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 185.

¹²¹ Il s'agit des craintes de la mondialisation, de la perte d'emprise des valeurs traditionnelles, des problèmes socio-économiques tels que la précarisation de l'emploi, la délocalisation des entreprises, etc.

de la Révolution tranquille, tout spécialement l'égalité hommes-femmes et la laïcité ¹²²». En outre, Bouchard et Taylor soutiennent qu'une « attitude peu bienveillante envers le religieux en général fait également partie de cet héritage ¹²³». De ce fait, les demandes d'accommodements ont, selon les auteurs, ouvert des « vieilles plaies apparemment mal guéries », et bien plus le racisme, ou la xénophobie, ont provoqué un certain rejet de l'immigrant :

Dans une large mesure, cette crispation a pris pour cible l'immigrant qui est ainsi devenu, pour une partie de la population, une sorte de bouc émissaire. Bien connu, ce réflexe ancien est du reste quasi universel. ¹²⁴

Il n'est pas difficile de comprendre que ce climat, faisant obstacle à une intégration réussie des immigrants, a provoqué un sentiment de malaise chez ces derniers et une inquiétude par rapport à leur avenir dans la société d'accueil. En outre, ces inquiétudes, des deux côtés, « fait obstacle aussi à l'institution d'un rapport majorité-minorité conforme à l'idéal interculturel ¹²⁵».

Au final, Bouchard et Taylor affirment que :

Nous pensons qu'il est possible de réconcilier tous les Québécois avec les pratiques d'harmonisation, une fois qu'il leur sera bien démontré a) que ces pratiques respectent les valeurs fondamentales de notre société, notamment l'égalité hommes-femmes ; b) qu'elles ne visent pas à des privilèges mais à l'égalité bien comprise et au respect des droits de chacun ; c) qu'elles encouragent l'intégration et non la marginalisation ; d) qu'elles sont encadrées par des balises et protégées contre l'effet de spirale ; e) qu'elles sont fondées sur le principe de la réciprocité ; f) qu'elles ne font pas le jeu de l'intégrisme; et g) qu'elles ne compromettent pas les acquis de la Révolution tranquille. ¹²⁶

Pour tenter de confirmer ou d'infirmer cette affirmation, il convient de comprendre la perception québécoise de ces pratiques d'harmonisation. Mais plus encore, afin que cette

¹²² Charles Taylor, et Gérard Bouchard, *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la CCPARDC, *op. cit.*, p. 186.

¹²³ *Ibid.*, p. 186.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 186.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 187.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 189.

étude permette d'aller plus loin que le débat portant sur les accommodements raisonnables, il importe d'analyser les perceptions sociales de plusieurs facettes de la diversité culturelle et religieuse. Dès lors, les perceptions de l'immigration, du modèle d'intégration québécois et, de manière générale, du regard que porte la société québécoise sur elle-même en tant que société de plus en plus plurielle, seront prises en compte. Dans le prochain chapitre, la méthode que j'utiliserai sera explicitée.

CHAPITRE III

ÉLÉMENTS DE MÉTHODOLOGIE

1. L'analyse de contenu

Dans cette étude, pour chacun des mémoires déposés à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (CCPARDC) qui ont été sélectionnés, la méthode sociologique de l'analyse de contenu sera appliquée. D'après le professeur Roger Mucchielli, l'analyse de contenu est une activité « naturelle » :

Chacun de nous effectue une analyse de contenu dès qu'il perçoit ou applique son attention à quelque information, mais encore tout être vivant ne peut survivre que par une incessante analyse de contenu effectuée sur son environnement écologique.¹

En réalité, selon Mucchielli, la méthode sociologique se définit ainsi :

Analyser le contenu (d'un document ou d'une communication), c'est, par des méthodes sûres [...], rechercher les informations qui s'y trouvent, dégager le sens ou les sens de ce qui y est présenté, formuler et classer tout ce que « contient » ce document ou cette information.²

Parmi les différents genres de l'analyse de contenu, je retiendrai les méthodes dites « logico-sémantiques ³ ». C'est à l'intérieur de ces dernières que se trouve « la méthode classique d'analyse comparée des tendances (orientations ou attitudes) de plusieurs journaux ou documents ⁴ ». Selon Mucchielli, celle-ci consiste à :

Convertir les données brutes du contenu manifeste, en données objectives, mesurables, [...] intégrables dans un système logico-sémantique et ayant une portée, une signification nouvelle, issue de l'analyse elle-même.⁵

¹ Roger Mucchielli, *L'analyse de contenu des documents et des communications*, Formation permanente en sciences humaines, cinquième édition, 1984, p. 5.

² *Ibid.*, p. 17.

³ *Ibid.*, p. 27.

⁴ *Ibid.*, p. 57.

⁵ *Ibid.*, p. 59.

Dès lors, pour effectuer une analyse de contenu des mémoires sélectionnés, il convient de déterminer les *catégories* qui guideront l'analyse. Une catégorie est « une notion générale représentant un ensemble ou une classe de *signifiés* ⁶ » soit un ensemble d'unités de sens. Selon Mucchielli, lorsqu'elle représente une « *attitude* ou une orientation des opinions », alors il est possible d'affirmer que « *la catégorie est un thème, et le thème est une catégorie* ⁷ ». Selon l'auteur, « une analyse de contenu vaut ce que valent les catégories ⁸ ». Ces dernières sont inéluctablement en lien avec la problématique et les questions de recherche.

Dans l'étude présente, voici les questions qui orienteront la constitution des catégories :

- Selon l'acteur (l'acteur désignant un citoyen, un groupe ou une institution), est-ce que le modèle d'intégration québécois souhaite homogénéiser la culture québécoise, en négligeant les apports des autres cultures minoritaires ? Favorise-t-il, comme l'Énoncé le souhaite, un foyer de convergence entre les différentes cultures ? Quel est le mode d'appartenance à la société québécoise que souhaitent les différents acteurs de la société ?
- Comment est perçue l'immigration ? les membres des minorités culturelles ? Perçoit-on une intégration ou un repli communautaire de leur part ?
- Est-ce que l'acteur de la société québécoise se prononce en faveur de la reconnaissance publique des droits culturels et religieux des individus ? Quelles sont, selon lui, les portées et les limites de l'accommodement raisonnable ?
- Selon l'acteur, certaines libertés fondamentales présentes au Québec sont-elles remises en cause par la montée de la diversité culturelle ? Existe-il un rapport d'inégalité entre les différents groupes minoritaires ?

Ainsi, les différentes catégories utilisées dans ce mémoire seront :

⁶ *Ibid.*, p. 34.

⁷ *Ibid.*, p. 95.

⁸ *Ibid.*, p. 34.

- 1) La perception du modèle d'intégration québécois : l'interculturalisme. Par quels termes se voit-il défini ? L'opinion de l'acteur lui est-il favorable ? défavorable ? Décèle-t-on une volonté de continuer dans l'interculturalisme, de se tourner vers un modèle républicain, etc. ? Les indicateurs liés à cette catégorie concerneront l'opinion de l'acteur sur le modèle d'intégration, les qualités que l'acteur confère à ce dernier, ou, au contraire, les problèmes de la société qu'il lui associe.
- 2) La perception de l'immigration. Représente-t-elle un apport positif ou négatif dans la société québécoise ? Trouve-t-on une volonté de l'accroître ou de la réduire, d'en changer les conditions ? etc. Ici, je chercherai l'importance des stéréotypes liés à l'immigration présent dans l'avis de l'acteur, les indices indiquant le sentiment de vivre dans une société qui accueille d'année en année de plus en plus de nouveaux immigrants.
- 3) L'opinion des acteurs sur les accommodements raisonnables. Qu'est-ce que les acteurs associent aux accommodements raisonnables ? Leur interprétation concorde-t-elle avec la définition juridique de l'accommodement raisonnable ? Les raisons de ceux qui les jugent vertueux et de ceux qui les qualifient de déraisonnable. Également, l'opinion sur l'idée de reconnaître certains droits culturels. Pour les différents cas précis d'accommodements cités par les acteurs, nous verrons quels sont ceux qui se sont prononcés pour ou contre, et pour quelles raisons.
- 4) La perception des changements engendrés par la pluralité culturelle et religieuse. Quels changements sont évoqués ? La pluralité amène-t-elle une remise en cause de certains droits ? Une ouverture sur le monde ? etc. Enfin, ici, je tâcherai de comprendre l'avis de l'acteur sur la pluralité de la société québécoise, s'il y voit davantage des côtés positifs ou négatifs (et lesquels), ainsi que son opinion sur une société future accueillant de plus en plus la diversité.

2. Le document de consultation de la CCPARDC

Afin d'aider les institutions, groupes et citoyens du Québec qui désiraient déposer un mémoire, un guide de participation qui édictait les règles de présentation était disponible sur le site de la CCPARDC. (Celles-ci sont présentées dans l'appendice A). En outre, le guide

renvoyait également les intéressés à un document de consultation, mise en place également pour encadrer les réflexions des rédacteurs des mémoires. Dans ce dernier, Bouchard et Taylor distinguent quatre « dimensions des rapports interethniques » et décrivent « les pratiques d'harmonisation ⁹ ». Ces dernières regroupent les accommodements raisonnables, qui est l'outil juridique que je viens de décrire, et les « ajustements concertés », qui, loin de la sphère juridique, désigne simplement « toutes les formes d'arrangements consentis par les gestionnaires des institutions publiques ou privées à des élèves, des patients, des clients, des employés, etc. ¹⁰ ». Ces deux pratiques sont clairement distinguées dans le document et le sont également dans la majorité des mémoires étudiés. Par ailleurs, pour chacune des quatre dimensions, soit « les valeurs et les droits », « la diversité culturelle », « l'intégration collective », et « la laïcité ¹¹ », les auteurs ont proposé un certain nombre de questions à l'intention des rédacteurs de mémoires, tout en précisant que ces dernières n'étaient guère exhaustives. À propos de ces dernières, les co-présidents ont également précisé qu'ils avaient choisi de les formuler « de manière très franche et très directe, en allant au fond des choses, avec le risque de susciter parfois des réponses très vives », affirmant que de « larges segments de la population ont longtemps souffert de ne pas s'être réellement ou suffisamment exprimés sur les thèmes qui font l'objet de notre mandat ¹² ». Sans remettre en cause le bien-fondé de cette décision, reste que celle-ci a été sévèrement critiquée au cours de la consultation. Les propos les plus choquants, ignorants ou racistes, relayés sans retenue par les médias, n'ont en rien aidé à l'apaisement des tensions soulevées par la crise.

Parmi les questions posées par Bouchard et Taylor (présentées dans l'appendice B), plusieurs d'entre elles correspondent grandement à celles que je me pose dans ce mémoire. En lien avec la catégorie 1, sur l'interculturalisme, les auteurs posent la question suivante : *q*) Comment évaluez-vous l'impact que le modèle de l'interculturalisme a exercé sur la société québécoise au cours des dernières décennies ?

⁹ Document de consultation, *Accommodements et différences [...] op. cit.*, p. 17.

¹⁰ *Ibid.*, p. V.

¹¹ *Ibid.*, p. 17.

¹² *Ibid.*, p. 17.

Concernant la catégorie 2, sur la perception de l'immigration, les questions suivantes nous intéressent. Premièrement sur la politique d'immigration :

k) Selon vous, le Québec reçoit-il : 1) suffisamment, 2) trop, 3) trop peu d'immigrants ? Énoncez vos raisons. *l)* Faut-il apporter des changements à nos politiques actuelles d'immigration ? Si oui, dans quel sens ?

Également, plusieurs questions portent sur l'intégration des immigrants :

a) Selon quels critères peut-on déterminer qu'une minorité ethnique ou qu'un immigrant est suffisamment intégré à la société ? *b)* À la lumière des critères que vous reprenez, quel constat feriez-vous de la situation québécoise de ce point de vue (degré d'intégration satisfaisant ou non) ?

Enfin sur les problèmes de discrimination :

f) Sur un autre plan, estimez-vous que notre société déploie suffisamment d'efforts pour combattre la discrimination et le racisme ? *g)* Les Québécois sont-ils assez conscients des difficultés que doivent affronter les immigrants à leur arrivée ?

La troisième catégorie de la présente étude, celle portant sur les accommodements raisonnables, représente celle dont l'intérêt est premier pour la CCPARDC. Voici plusieurs questions qui l'attestent :

c) Comment jugez-vous globalement les pratiques d'harmonisation : essentielles ? Utiles ? Ambivalentes ? Mal inspirées ? Nuisibles ? *d)* Devraient-elles être maintenues en l'état actuel ? Étendues ? Supprimées ? Ou seulement modifiées ? *e)* Dans ce dernier cas, de quelle façon ? *f)* Quel est, selon vous, le principal avantage et le principal défaut des pratiques d'harmonisation ?

g) Pourriez-vous donner des exemples de mesures d'harmonisation qui vous paraissent 1) tout à fait acceptables, 2) carrément exagérées, en justifiant vos choix ? *h)* Dans l'ensemble, croyez-vous que les pratiques d'harmonisation sont 1) un rouage nécessaire dans une société diversifiée et démocratique, un geste élémentaire d'ouverture à l'Autre, ou 2) une abdication de la part des Québécois d'origine canadienne française, un reniement de leur culture ?

i) Craignez-vous que les pratiques d'harmonisation dérapent et deviennent hors de contrôle ? *j)* Le cas échéant, comment justifiez-vous cette crainte ? *k)* S'il y a lieu, quelles balises, quels critères pourraient être établis pour limiter de manière acceptable ce phénomène ?

m) De façon plus précise, comment traiteriez-vous les demandes d'harmonisation fondées sur des motifs religieux ? *n)* [...] Est-ce que toutes les religions doivent être considérées comme d'égale valeur dans le contexte québécois ? *p)* Êtes-vous d'accord avec la position de la Cour suprême du Canada qui, dans le traitement de ces cas, s'en remet à une conception subjective ou personnelle de la religion plutôt qu'à une conception plus doctrinale ou plus « objective » ?

Enfin, concernant la quatrième catégorie, les questions liées à l'avis des citoyens sur la diversité ethnoculturelle sont les suivantes :

a) Quels avantages, quels mérites voyez-vous à la diversité ethnoculturelle ? *b)* Quels inconvénients y voyez-vous ? *c)* Certains craignent que la diversité soit en train de fragmenter notre société au point de nuire à son fonctionnement. Qu'en est-il, selon vous ?

q) Croyez-vous que les pratiques d'harmonisation risquent de compromettre le principe de l'égalité homme-femme, notamment parmi certains groupes religieux ? *r)* Dans l'affirmative, quels remèdes pourrait-on y apporter ? *s)* Craignez-vous que les pratiques d'harmonisation en viennent à annuler le travail de laïcisation* effectué dans la société québécoise au cours des dernières décennies ? *b)* Est-il souhaitable d'exclure toute trace du religieux de l'ensemble des institutions publiques ? Ou même de l'ensemble de l'espace public ?

Toutes ces questions, si les citoyens y répondent, sont extrêmement pertinentes pour la présente étude. D'autres, non mentionnées, mais présentes dans l'appendice B, manquent d'objectivité ou sont peu utiles. Par exemple, dans la dimension « les valeurs et les droits », Bouchard et Taylor demande aux citoyens s'ils sont d'accord avec les valeurs comme le respect des libertés individuelles, la solidarité, la participation civique, la démocratie, le pluralisme ou encore l'égalité. J'imagine d'avance qu'aucun citoyen censé ne répondra négativement à cette question. Cependant, nous l'avons vu, les accommodements raisonnables sont liés au droit à l'égalité ; pour cela, il est intéressant de comprendre les différentes conceptions de la solidarité ou les différentes manières d'incarner l'égalité promues par les citoyens.

3. La sélection des mémoires

Dès lors, des mémoires déposées à la CCPARDC, j'ai retenu les vingt-sept mémoires suivants :

Premièrement, j'ai sélectionné parmi les avis des administrations territoriales celui de la **Fédération des commissions scolaires du Québec** qui représente les 60 commissions scolaires francophones du Québec, ainsi que la commission scolaire du Littoral, et qui souligne que les « commissions scolaires sont des partenaires majeures dans le domaine de l'accueil et de l'intégration des immigrants à la société québécoise ¹³ ». L'avis de la **Commission scolaire de Montréal**, particulièrement concernée par la diversité culturelle et religieuse, est également très important. En effet, selon sa base de données de 2006, 23% des 106 000 élèves (jeunes et adultes), qui fréquentent les 128 écoles primaires, 34 écoles secondaires, 5 écoles offrant les deux ordres d'enseignement, 15 centres d'éducation des adultes et les 9 centres de formation professionnelle, sont nés en dehors de Québec et proviennent de 193 pays ¹⁴. En outre, l'école demeure le lieu de beaucoup de débats concernant la manière de gérer les diverses pratiques religieuses, les avis des commissions scolaires demeurent très pertinents. Par ailleurs, les municipalités sont souvent confrontées à des situations délicates liées à la gestion de la diversité culturelle, notamment pour la question des lieux de cultes. D'où la pertinence du mémoire de l'**Union des municipalités du Québec** qui a réalisé un sondage auprès de 170 élus municipaux, et celui de la **Fédération Québécoise des Municipalités** qui représente 920 municipalités, 7 000 élus et ainsi environ trois millions d'habitants.

Deuxièmement, du côté des organismes conseil du gouvernement, j'ai étudié l'avis du **Conseil des relations interculturelles**, organisme consultatif du MICC (ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles). Le point de vue du **Conseil du statut de la femme**, un organisme gouvernemental qui veille à défendre les droits des femmes au Québec, est également à prendre en compte. Enfin, j'ai retenu le mémoire du **Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés ethnoculturelles**, créé en 2004 afin de donner son avis au ministre de la Santé et des services sociaux sur la prestation des services cités.

¹³ Mémoire de la Fédération des commissions scolaires du Québec, p. 4 (par la suite, lorsque juste le nom de ces acteurs apparaît dans les notes, on comprendra que c'est de leurs mémoires dont je parle).

¹⁴ Commission scolaire de Montréal, p. 3.

Pour ce qui est des partis politiques, j'ai examiné les mémoires déposés par le **Parti Libéral du Québec (PLQ)** et le **Parti Québécois (PQ)**, ces deux partis représentant deux des trois partis les plus importants au Québec. Le PLQ, au pouvoir depuis 2003, est minoritaire à l'Assemblée nationale pendant la période étudiée, et le PQ est en troisième position. Le parti de l'opposition officielle, l'ADQ (Action Démocratique du Québec) n'a pas déposé de mémoire à la CCPARDC. Enfin, les mémoires du parti provincial **Québec Solidaire** ainsi que celui du parti fédéral **Bloc Québécois** sont également étudiés.

Enfin, du côté des fédérations et organismes de la société civile, j'ai analysé le mémoire de la **Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes**, qui regroupe 129 organismes principalement communautaires qui interviennent auprès des personnes réfugiées et immigrantes. J'ai étudié également celui de la **Fédération des femmes du Québec**, ainsi que celui du **Congrès national des Italo-Canadiens**, qui représente une des plus anciennes communautés immigrantes et qui compte selon eux 300,000 Italo-québécois. Aussi le mémoire déposée par la **Ligue des droits et libertés**, affiliée à la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), ainsi que celui du **Mouvement laïque québécois**, sont également pris en compte dans l'analyse. Enfin, le personnel de la fonction publique représentant aussi un sujet important lorsqu'il s'agit de l'accueil des immigrants, j'ai retenu le mémoire du **Syndicat de la fonction publique du Québec** qui représente environ 40,000 employés, de même que l'avis du **Conseil central du Montréal métropolitain (CSN)** qui est composée de plus de quatre cent syndicats représentant 92,000 membres.

Enfin, pour avoir des avis des représentants des différentes confessions religieuses, j'ai étudié les mémoires de l'**Assemblée des évêques catholiques du Québec**, de l'**Église Unie du Canada au Québec**, de la *Sikh Community of Montreal*, du **Congrès Juif canadien**, et celui du **Centre justice et foi** (qui représente la gauche catholique). Étant donné que les musulmans ont été au cœur de beaucoup de tensions, les avis de la *Muslim Students' Association at McGill University* (qui est un organisme de la société civile), du **Forum musulman canadien**, de **Présence musulmane Montréal** et du **Centre culturel islamique de Québec** ont été étudiés. Par ailleurs, si les juifs et les protestants sont installés

depuis plus longtemps au Québec, les musulmans ou les sikhs y représentent des minorités de plus en plus importantes.

Chacun des quatre chapitres suivants regroupe les avis de ces différents acteurs en fonction des quatre catégories évoquées auparavant, soit la perception de l'interculturalisme, de l'immigration, de l'accommodement raisonnable et enfin celle du pluralisme. Pour s'assurer d'une bonne compréhension, il importe ici d'apporter plusieurs précisions.

Les mémoires que j'ai sélectionnés ont pour la majorité d'entre eux été présentés à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (CCPARDC) lors de ses audiences à Montréal. Ceci constitue au final une des limites de l'étude ; il aurait été intéressant, dans une étude plus large, de garder un nombre plus important de mémoires et d'ouvrir le champ d'étude aux régions qui, même si elles ne sont guère caractérisées par un grand pluralisme, sont concernées par les enjeux de l'immigration.

En outre, il importe de signaler ce qui représente à mon avis un fait important concernant l'écriture des mémoires déposées à la CCPARDC. La plupart des acteurs, si ce n'est la totalité, ont profité de cet exercice collectif pour faire valoir leurs intérêts, pour exprimer leurs besoins (financiers, matériels, etc.), ou pour partager les problèmes qu'ils rencontrent. C'est le cas, plus que d'autres, des partis politiques, qui n'hésitent pas à adresser des critiques indirectes aux partis adverses. C'est le cas également d'autres organismes tels que la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) qui évoque les difficultés rencontrées par les réfugiés. Ne niant point l'importance de ces problèmes, qui semblaient certainement aux yeux de l'organisme plus fondamentaux que le débat sur les accommodements, il reste que cela ne concernait pas au premier chef le mandat déjà extrêmement large de la CCPARDC.¹⁵

Par ailleurs, afin d'éviter toute confusion, quelques autres précisions sont nécessaires. Dans ce chapitre, je parle d'« acteurs des minorités », ou « des minorités » pour désigner les organismes représentant les membres des minorités culturelles ou religieuses. Cela ne veut pas dire que des membres de la majorité ne s'expriment pas dans ces mémoires, ou que des

¹⁵ Les co-présidents ont même pris le soin de le préciser dans le document de consultation.

membres des minorités ne le font pas dans d'autres mémoires associés à des acteurs de la majorité. En outre, ces acteurs associés aux minorités sont hélas seulement au nombre de sept.¹⁶ Ceci représente également une des limites importantes de cette étude. Il n'y a en réalité que très peu d'organismes représentant les minorités culturelles qui ont déposé un mémoire à la CCPARDC. À cet égard, aucun acteur ne représente officiellement les Québécois qui viennent d'Amérique Latine ou d'Europe de l'Est. À l'instar de Marie Mc Andrew, je déplore ce constat qui, comme l'auteure l'affirme, « peut donner l'impression qu'ici encore la majorité débat avec elle-même¹⁷ ».

De l'autre côté, les « acteurs de la majorité » désignent en réalité les porte-parole de divers organismes associés aux institutions de la société d'accueil. Ces derniers représentent les administrations territoriales, qui comprennent les acteurs du milieu scolaire, les organismes gouvernementaux, les partis politiques, les organismes sociaux et deux associations religieuses¹⁸. En outre, pour plus de concision, les acronymes des noms des organismes sont souvent utilisés. Ces derniers sont présentés entre parenthèses lors de la première référence à l'organisme puis dans une liste que l'on retrouve dans l'appendice C.

¹⁶ La communauté Sikh de Montréal, Centre culturel islamique de Québec, Congrès juif canadien, Forum Musulman Canadien, Présence Musulmane Montréal, The Muslim Student Association of McGill University, et le Congrès national des Italo-Canadiens.

¹⁷ Marie Mc Andrew, « Des balises pour une société ouverte et inclusive », *Option politique*, septembre 2007, p. 51.

¹⁸ L'Assemblée des évêques catholiques du Québec, l'Église Unie du Canada au Québec, et le Centre justice et foi.

ANALYSE DES MEMOIRES

CHAPITRE IV

LA PERCEPTION DE L'INTERCULTURALISME

À l'analyse des mémoires, il apparaît nettement que tous les acteurs adhèrent au modèle d'intégration interculturel. Néanmoins, un sondage réalisé par l'Union des municipalités du Québec (UMQ) montre que 24% des élus municipaux interrogés¹ se sont prononcés en faveur d'une assimilation des immigrants, 9% pour le modèle multiculturaliste et que 13% ne savaient quel modèle d'intégration privilégier. Cela étant, 50% ont tout de même approuvé le modèle interculturel. La Fédération des femmes du Québec (FFQ), quant à elle, ne se prononce pas sur l'interculturalisme, mais tend à promouvoir une politique antiraciste que nous avons défini auparavant². De la même façon, les mémoires présentés par le Conseil des relations interculturelles (CRI) et par Québec Solidaire (QS) affirment qu'une nouvelle politique d'intégration citoyenne devrait être adoptée.

Concernant le multiculturalisme, trois des quatre partis politiques étudiés (le Bloc Québécois, le Parti Québécois et Québec Solidaire) ainsi que le Centre Justice et foi, considèrent que la politique canadienne du multiculturalisme ne peut être la politique d'intégration en vigueur au Québec. Pour le Bloc Québécois, cette dernière fragmente la société « en une multitude de solitudes³ » et nie l'existence de la société québécoise. Ce dernier définit clairement le Québec comme un État de langue française, ce qui « est en totale contradiction avec la définition d'un Canada qui se dit et s'affiche bilingue et multiculturel⁴ ». Pour le Parti Québécois (PQ) et Québec Solidaire également, un facteur qui entrave l'intégration des immigrants est celui du « double message » auquel ces derniers font face en arrivant :

¹ 170 élus municipaux ont participé à ce sondage.

² Anne Laperrière, *op. cit.*, p. 286.

³ Bloc Québécois, p. 15.

⁴ Bloc Québécois, p. 17.

Le Canada leur propose un pays bilingue et multiculturel, c'est-à-dire un pays où ils pourront opter pour la langue d'intégration de leur choix et où ils pourront conserver leur culture d'origine. D'autre part, le Québec leur propose un autre modèle, celui d'une société ayant le français comme langue commune et la culture québécoise en partage.⁵

Ici, cette critique du multiculturalisme va dans le sens du projet de souveraineté que soutiennent les trois partis politiques. Cela étant, du côté des minorités, le multiculturalisme est perçu plus positivement. La Communauté Sikh de Montréal affirme que:

Multiculturalism and interculturalism models allow for diverse groups to share common values and beliefs while at the same time allowing individual groups to preserve their identity and uniqueness.⁶

Aussi, pour l'Association des étudiants musulmans de l'Université McGill, « Canada was at the forefront of developing the idea of multiculturalism to accommodate the specificity of Quebec culture⁷ ». Ainsi, on comprend ici la différence importante de perception du multiculturalisme lorsque les avis proviennent de Québécois issus de l'immigration⁸ ou de Québécois francophones, notamment souverainistes.

1. La portée de l'interculturalisme

Sur les vingt-sept mémoires étudiés, aucun ne remet en cause l'essence de l'interculturalisme. Par exemple, pour Québec Solidaire (QS),

L'interculturalisme veut aller au-delà de la simple cohabitation des différences culturelles. Il vise à encourager les échanges entre les cultures en vue d'enrichir et de faire évoluer la culture commune d'une société et ainsi encourager une meilleure intégration des personnes faisant partie de groupes minoritaires.⁹

⁵ Parti Québécois, p. 6.

⁶ La communauté Sikh de Montréal, p. 7.

⁷ The Muslim Student Association of McGill University, p. 3.

⁸ Par ailleurs, il est extrêmement important de comprendre que le fait que ces deux acteurs soient anglophones est déterminant dans leur avis. L'opposition entre interculturalisme et multiculturalisme est bien plus partagée par les francophones, natifs et immigrants.

⁹ Québec Solidaire, p. 13.

Pour le Centre culturel islamique de Québec (CCIQ), le fait que le Québec soit une société pluraliste qui reconnaisse les autres cultures au même titre que celles déjà existantes sur le territoire lui a permis de « jouir au niveau mondial d'une notoriété et d'un respect légendaires ¹⁰ ».

Cependant, les valeurs que les acteurs associent au modèle d'intégration québécois diffèrent assez nettement selon chaque auteur. Les valeurs que les acteurs associent à l'interculturalisme seront étayées dans les points suivants. La question de la langue française, qui représente une des premières assises du modèle d'intégration québécois et qui est également plus ou moins priorisée selon l'avis des acteurs, est approfondie par la suite. La problématique de l'égalité des sexes, qui comprend plus de dissension que celle du français, est également étudiée plus loin.

1.1. Les valeurs « québécoises »

La majorité des acteurs appuient l'importance de promouvoir les valeurs telles que l'égalité – au premier chef, l'égalité homme-femme –, le respect, la justice, la coopération, la solidarité, le pluralisme. Le propos de la Communauté Sikh de Montréal l'illustre bien :

The principles of individual freedoms, equality between men and women, pluralism, democracy, secularism and peaceful resolution of conflicts are widely enshrined in the Sikh Scriptures.[...] The Sikh community is ready to stand shoulder to shoulder with the rest of the Quebec population to uphold and defend the above principles of the Quebec society.¹¹

Cependant, la manière dont chaque organisme prétend incarner ces valeurs universelles diffère énormément. Pour l'Union des municipalités du Québec (UMQ) par exemple, les municipalités doivent reconnaître « le pluralisme et l'intégrer dans son propre fonctionnement ¹² ». Cependant, nous verrons que cela n'empêche pas l'UMQ d'être défavorable aux principes des accommodements raisonnables. Afin de créer un consensus, et de favoriser la transmission d'une « culture publique », le Centre Justice et foi recommande

¹⁰ Centre culturel islamique de Québec, p. 6.

¹¹ The Sikh Community of Montreal, p. 5.

¹² Union des municipalités du Québec, p. 2.

de définir les bases de cette dernière ainsi que « notre manière québécoise d'incarner l'universel ¹³ ».

Par ailleurs, pour le Conseil du statut de la femme (CSF), la politique interculturelle « découle de la volonté commune de protéger la culture québécoise ainsi que les valeurs de neutralité religieuse de nos institutions et d'égalité entre les femmes et les hommes ¹⁴ ». De son côté, QS apporte un avis différent en soutenant que :

Une politique interculturelle est impensable sans la laïcité qui permet de créer un espace ouvert et inclusif sur la base de l'égalité entre toutes les personnes, indépendamment de leurs croyances. ¹⁵

Dès lors, on voit déjà la différence de perception des valeurs que doit véhiculer l'interculturalisme. D'un côté, ce dernier est rattaché à la neutralité religieuse au sens strict, de l'autre, à une laïcité ouverte.

Par ailleurs, six acteurs au sein de la majorité, soit les deux acteurs du milieu scolaire, le CRI, le Bloc Québécois, le PQ et la Fédération des femmes du Québec (FFQ), mettent l'accent sur la nécessité de promouvoir la culture québécoise. Selon le Conseil des relations interculturelles (CRI), les gouvernements depuis les années 1960 ont reconnu « la nécessité de créer un sentiment d'appartenance à la société québécoise tout en concédant que diverses cultures puissent s'exprimer au sein de cette société ¹⁶ ». Pour la CSDM également, il importe de « renforcer le fait français au Québec et la culture québécoise comme véhicule de valeurs communes, et ce, tout en respectant la culture et la langue d'origine des immigrants ¹⁷ ». Toutefois, la CSDM est la seule à aller aussi loin, en jugeant important le fait que les membres des communautés culturelles ne soient pas incités à rejeter leur culture d'origine lorsqu'ils intègrent celle de la société d'accueil. Il faut leur permettre, soutient-elle, de « prendre le meilleur des deux [cultures] ¹⁸ ». Dans le même sens, pour le CRI, le modèle

¹³ Centre Justice et foi, p. 8.

¹⁴ Conseil du statut de la femme, p. 7.

¹⁵ Québec Solidaire, p. 9.

¹⁶ Conseil des relations interculturelles, p. 9.

¹⁷ Commission scolaire de Montréal, p. 18.

¹⁸ Commission scolaire de Montréal, p. 14.

interculturel « vise à arrimer les projets individuels des individus identifiés aux minorités ethnoculturelles avec le projet collectif d'une société qui se veut inclusive ¹⁹». Aussi, l'Église Unie du Canada au Québec soutient que :

Nous endossons le modèle interculturel de société, modèle interactif d'échange, où chacun et chacune, nouveaux arrivés et culture d'accueil, à la fois donne et reçoit, ce qui transforme et enrichit l'ensemble social.²⁰

Dans l'autre sens, le PQ insiste davantage sur la promotion de la culture québécoise :

La prédominance de la langue française, la protection et la promotion de la culture québécoise constituent des piliers de notre identité, et de ce fait, doivent être inscrites dans la Charte des droits et libertés de la personne.²¹

Ainsi, les valeurs que doit défendre l'interculturalisme diffèrent en fonction de l'orientation philosophique ou du mandat de l'acteur. À travers la notion de culture québécoise dont le modèle interculturel est le garant, ce sont plusieurs valeurs qui peuvent être revendiquées, et la priorité accordée à ces dernières varie en fonction de la hiérarchisation des valeurs fondamentales établie par chaque acteur. En outre, ces différences de perceptions transparaissent également dans celles des limites de l'interculturalisme. À présent, il importe d'approfondir le cas de la langue française, puis, par la suite, celui de l'égalité des sexes, qui représentent deux des valeurs qui traversent la majeure partie des mémoires.

1.1.1. La promotion de la langue française

Sur les vingt-sept mémoires étudiés, tous, sans exception, affirment la nécessité de promouvoir le français comme langue commune. En outre, dix acteurs²² mettent l'accent sur son utilité en tant qu'outil d'intégration indispensable. Le Comité pour la prestation des

¹⁹ Conseil des relations interculturelles, p. 4.

²⁰ L'Église Unie du Canada au Québec, p. ii.

²¹ Parti Québécois, p. 7.

²² Les dix acteurs qui défendent ce point de vue sont très divers : on retrouve les deux organismes représentant le milieu scolaire et l'UMQ, l'organisme gouvernemental du Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés ethnoculturelles, le Parti Libéral et le Parti Québécois, et les associations suivantes, la FFQ, la TCRI, le Centre justice et foi, et la Communauté Sikh de Montréal.

services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés ethnoculturelles souligne que la connaissance du français facilite indubitablement le projet d'immigration. Cependant, pour la TCRI et le Parti Québécois, la langue française « n'est pas l'unique garante d'une intégration réussie, ni la clef magique d'une participation pleine et entière à la société civile ²³», comme l'attestent les difficultés que rencontrent les immigrants francophones. De surcroît, selon l'avis de onze acteurs²⁴, il est nécessaire d'offrir plus de ressources pour faciliter l'apprentissage de la langue. Pour cela, l'Assemblée des évêques catholiques du Québec propose d'ouvrir à nouveau les Centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI) qui ont fermé à la fin des années 1990. Plus inquiet du statut de la langue française en Amérique du Nord, le Bloc Québécois souhaite que la Charte de la langue française (ou Loi 101) soit rehaussée, « dans le but d'attribuer à ses principales composantes un caractère quasi constitutionnel ²⁵», et que soient soutenus les efforts de francisation dans les milieux de travail. Plusieurs organismes tels que Présence Musulmane Montréal, le Syndicat de la fonction publique du Québec ou le Conseil central du Montréal métropolitain (CSN), appuient également la nécessité de poursuivre les programmes de francisation dans le milieu du travail.

Parmi les acteurs qui représentent les groupes minoritaires, la communauté Sikh de Montréal propose même que des cours de français soient donnés aux futurs immigrants dans leurs pays d'origine. Il est étonnant de constater que, bien qu'elle ait écrit son mémoire en anglais, la Communauté Sikh de Montréal encourage fortement la promotion de la langue française. Néanmoins, elle ajoute que les efforts des immigrants dans l'apprentissage du français n'ont guère été bénéfiques à l'heure actuelle :

²³ La Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, p. 7

²⁴ Cette fois-ci, on trouve un nombre bien plus important d'organismes sociaux ou religieux dont la Ligue des droits et libertés, le Syndicat de la fonction publique du Québec, ou le Conseil central du Montréal métropolitain (CSN). Pour les organismes religieux, aux deux évoqués dans la note 1 s'ajoute l'Assemblée des évêques catholiques du Québec et Présence musulmane Montréal. Enfin, le PLQ, et les trois administrations territoriales citées dans la note 1 défendent également cet avis.

²⁵ Bloc Québécois, p. 12.

Immigrants invest their time and resources to learn the French language. Despite all these investments, immigrants have been unable to realize their fair share of prosperity in Quebec society compared to the mainstream society.²⁶

Pour Présence Musulmane, les membres des communautés ethniques devraient également encourager leur famille à apprendre le français et tenter d'en faire la promotion parmi leurs pairs.

Enfin, selon la Commission scolaire de Montréal (CSDM), les enfants issus des communautés culturelles utilisent pour la plupart une autre langue en dehors de la classe, soit l'anglais ou la langue d'origine²⁷. Cela représente selon elle un problème majeur car le français se retrouve réduit au statut de « langue d'apprentissage ²⁸ ». Cela étant, la CSDM vante tout de même les mérites du programme d'enseignement des langues d'origine (PELO) qui facilite l'intégration des élèves et des parents. En effet, Selon Marie Mc Andrew et Coryse Ciceri, ce programme, créé en 1977, était destiné :

[à] l'origine, à envoyer avant tout un message d'ouverture au pluralisme en précisant, tant aux communautés immigrantes qu'à la communauté majoritaire, que l'apprentissage du français comme langue commune de la vie publique n'impliquait pas l'assimilation linguistique.²⁹

Ainsi, il semble que les structures d'apprentissage du français ne semblent pas pouvoir répondre aux attentes du Québec à l'égard de la francisation de ses citoyens³⁰. Nous pouvons également constater qu'aucun des acteurs ne semble remettre en cause la pertinence de

²⁶ The Sikh Community of Montreal, p. 8.

²⁷ Divers études québécoises montrent qu'affirmer cela est un peu réducteur. Il conviendrait par exemple de différencier le domicile de la vie sociale extérieure. Néanmoins, c'est le sentiment d'inquiétude de la CSDM qu'il importe ici de retenir. Voir par exemple Marie Mc Andrew et Mathieu Jodoin, *L'immigration à Montréal au milieu des années 90*, Volet éducation, 1999.

Montréal, Immigration et métropoles.

²⁸ Commission scolaire de Montréal, p. 11.

²⁹ Marie Mc Andrew et Coryse Ciceri, « L'enseignement des langues d'origine au Canada : réalités et débats », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 19 - n°1, 2003, [En ligne], mis en ligne le 18 mai 2007, paragraphe 36.

³⁰ En outre, mon implication personnelle dans un organisme d'alphabétisation, Collège Frontière, m'a permis de voir un point supplémentaire. Ce besoin grandissant de francisation, en vue du nombre d'immigrants grandissants, enraye indirectement l'effort des organismes communautaires d'alphabétiser les francophones d'origine, qui pour différentes raisons sociales, n'ont pas le niveau d'alphabétisation requis pour vivre en société.

l'apprentissage du français. Les différences de perception relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes, semblent être bien plus importantes ou du moins, plus litigieuses.

1.1.2. L'égalité entre les femmes et les hommes

Pour un nombre important d'acteurs (15), l'égalité des sexes doit clairement être réaffirmée comme une valeur fondamentale de la société québécoise. Ce sont les deux acteurs du milieu scolaire, l'UMQ, les quatre partis politiques, le Conseil du Statut de la Femme (CSF), la FFQ, la TCRI, le Congrès national des Italo-Canadiens, l'Association des étudiants musulmans de l'Université McGill, la Communauté Sikh de Montréal, le Centre justice et foi, et l'Église Unie du Canada au Québec. L'organisme gouvernemental, le CSF se distingue par sa volonté ferme de placer l'égalité des sexes *au-dessus* de la liberté de religion :

Le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes doit être respecté en toutes circonstances et l'on ne doit pas y porter atteinte au nom de la liberté de religion. [...] La liberté de religion ne peut être entendue comme permettant une atteinte à l'égalité entre les sexes. La liberté de religion trouve sa limite dans le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes.³¹

Le CSF va même jusqu'à recommander que :

Soit amendée la *Charte des droits et libertés de la personne* afin d'y insérer une disposition analogue à celle de l'article 28 de la Charte canadienne, affirmant clairement que l'égalité entre les femmes et les hommes ne peut être compromise au nom, notamment, de la liberté de religion.³²

Cependant, pour certains groupes comme la Ligue des droits et libertés ou l'Église Unie du Canada au Québec, accorder la suprématie de l'égalité hommes-femmes sur d'autres droits va à « l'encontre des principes fondamentaux d'interdépendance et d'indivisibilité des droits de la personne ³³ ». Le Congrès Juif canadien désapprouve également une hiérarchie de droits, affirmant qu'il revient aux tribunaux de trancher s'il y a conflit entre deux droits.

En réalité, l'égalité hommes-femmes, comme je l'explique ultérieurement dans le chapitre VI, est devenue, pendant la « crise » des accommodements raisonnables, la valeur

³¹ Conseil du Statut de la Femme, p. 9 et [...] p. 10.

³² Conseil du Statut de la Femme, p. 19.

³³ Ligue des droits et libertés, p. 4.

menacée qu'il fallait défendre à tout prix. Ceci explique en partie le nombre important d'acteurs qui l'évoquent et la position pour le moins radicale du CSF. J'y reviens plus loin dans le chapitre consacrée à la perception des accommodements raisonnables. Reste qu'au Québec, l'égalité des sexes semble tenir une place importante parmi les valeurs à défendre.

2. Les limites de l'interculturalisme

2.1. Les limites formulées par la majorité

Sur les vingt-sept avis, six acteurs de la majorité³⁴ s'attardent sur les limites du modèle d'intégration interculturel. Du côté des organismes conseil du gouvernement, le Conseil des relations interculturelles (CRI) perçoit que :

Il ne semble pas exister une réelle coordination en matière de gestion de la diversité entre les divers acteurs de l'État, de la société civile et du marché, ni entre les acteurs de chacune des sphères. Le Conseil estime qu'il s'agit là d'un problème majeur qu'il faut solutionner.³⁵

Du côté associatif, mais également dans le milieu scolaire, la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) et la Fédération des commissions scolaires du Québec soutiennent qu'«une approche cohérente³⁶» de l'intégration des immigrants fait défaut dans l'interculturalisme. La TCRI parle aussi d'«absence de vision [...] ainsi qu'un budget gouvernemental dérisoire compte tenu de l'ampleur de la tâche³⁷».

Selon le Centre justice et foi, le contrat moral contient plusieurs lacunes. Premièrement, considérant que le pluralisme est un fait de la société québécoise qui n'est pas dû à l'immigration, le Centre justice et foi propose de reformuler dans le contrat moral «la condition *sine qua non* que constitue le pluralisme pour notre société³⁸». L'organisme

³⁴ Il s'agit de la Fédération des commissions scolaires du Québec, du CRI, de Québec Solidaire, de la TCRI, de la FFQ et du Centre justice et foi.

³⁵ Conseil des relations interculturelles, p. 4.

³⁶ Fédération des commissions scolaires du Québec, p. 7.

³⁷ Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, p. 3.

³⁸ Centre justice et foi, p. 8.

recommande également que soient « développés des mécanismes d'utilisation du "contrat moral" ³⁹ ».

Par ailleurs, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) soutient que les politiques d'intégration du Québec défavorisent les femmes. En effet, ces dernières « maintiennent les femmes migrantes et immigrantes dans des situations d'inégalité et de dépendance inacceptables ⁴⁰ ». Pour cela, la FFQ ainsi que le parti Québec Solidaire, affirment que ces politiques d'intégration doivent être revues afin qu'elles intègrent une analyse différenciée selon les sexes. Enfin, la TCRI soutient que :

Autant le gouvernement reconnaît qu'il faut accompagner les nouveaux arrivants dans leur processus d'intégration, autant le besoin d'accompagner la société d'accueil dans le processus des changements sociaux liés à la diversité n'est pas pris en compte. ⁴¹

Ces avis montrent que ce sont les acteurs associatifs (et le milieu scolaire), soit ceux qui sont le plus en contact avec les populations d'origines diverses, qui émettent le plus de critiques à l'endroit de l'interculturalisme, et particulièrement sur ses applications. Ces critiques se retrouvent également d'une manière plus virulente dans le discours des acteurs associés aux minorités.

2.2. Les limites évoquées par les minorités

Il apparaît assez nettement que plusieurs acteurs issus des minorités, dont la Communauté Sikh de Montréal et Présence Musulmane Montréal qui expriment très clairement cet avis, perçoivent une demande d'assimilation des membres des minorités culturelles de la part de la société d'accueil. La Communauté Sikh affirme que: « This insistence that the minority groups conform one hundred percent to the identity and life style defined by the majority negates the spirit of an interculturalism model ⁴² ». Dans le même sens, Présence Musulmane Montréal, bien que situant sa critique en lien avec les propos tenus lors de la période de crise, affirme que :

³⁹ Centre justice et foi, p. 8.

⁴⁰ Fédération des femmes du Québec, p. 21.

⁴¹ Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, p. 4.

⁴² The Sikh Community of Montreal, p. 6.

Y aurait-il uniquement une ou deux façons acceptables d'être Québécois? C'est l'impression que donne les propos tenus lors du débat actuel, et il nous apparaît, que de parler d'intégration dans de telles conditions est quelque peu malhonnête. Nous employons le terme malhonnête car bien que le document de consultation de la Commission affirme que le Québec a privilégié le modèle de l'interculturalisme depuis les dernières décennies, le message véhiculé de plus en plus aux citoyens issus de l'immigration est davantage un appel à leur assimilation par laquelle ils accèderont à leur pleine reconnaissance par la société ⁴³».

À titre d'exemple, l'organisme rajoute que pour les femmes qui portent le *hidjab*, « l'intégration devient dans ce cas un rêve distant car elle est inatteignable pour ceux et celles qui affichent la « mauvaise sorte » de différence ⁴⁴».

Enfin, pour la communauté Sikh de Montréal, le modèle interculturel n'a en réalité pas fonctionné dans ses applications :

Though Quebec adopted the interculturalism model some time ago, regrettably the available evidence shows that it has not been implemented in practice. If the model had been implemented in its true form, Quebec culture would have evolved by incorporating some of the cultural values of the immigrant communities over the past few decades. The current debate on reasonable accommodation testifies to the fact that Quebec has failed to put this great idea to work. ⁴⁵

Ainsi, les limites que les acteurs attribuent au modèle interculturel sont nombreuses. Du côté des minorités ethniques, il semble que la perception de l'interculturalisme est nettement plus négative que pour les acteurs représentant la majorité. En outre, les attentes qui semblent peser sur les membres de ces minorités entrent, à leurs yeux, en contradiction même avec le modèle d'intégration québécois. Après une analyse de la portée et des limites perçues du modèle d'intégration québécois, nous allons voir dans le point suivant les mesures qui sont mises de l'avant afin de favoriser une plus grande intégration.

⁴³ Présence Musulmane Montréal, p. 15.

⁴⁴ Présence Musulmane Montréal, p. 15.

⁴⁵ The Sikh Community of Montreal, p. 8.

3. Les objectifs visant une plus grande intégration

3.1. Un effort des «deux côtés»

Sur les vingt acteurs de la majorité, huit acteurs – dont les acteurs du milieu scolaire, le CRI, le PLQ, le PQ et le Bloc Québécois, la TCRI ainsi que l'Assemblée des évêques catholiques du Québec –, insistent sur l'idée qu'une intégration réussie passe par un effort des deux côtés, celui de la société d'accueil et celui des immigrants. En effet, pour le Parti Libéral du Québec (PLQ), par exemple, c'est une « responsabilité partagée ⁴⁶ ». En ce sens, ces acteurs rappellent l'importance du contrat moral qui demande aux immigrants d'apprendre le français et de respecter les valeurs de la société d'accueil en échange de la reconnaissance du pluralisme culturel par cette dernière. On peut donc cerner dans les attentes de la majorité que les immigrants s'intègrent volontairement à la société – comme condition d'octroi de la reconnaissance de leur différence culturelle – et selon les avis, qu'ils ajustent plus ou moins leurs comportements et leurs requêtes en conséquence. Ceci sera abordé plus amplement dans le chapitre VI au sujet des demandes d'accommodements.

Par ailleurs, cinq acteurs insistent sur les responsabilités de la société d'accueil. Ce sont la LDL, la TCRI, le Congrès national des Italo-Canadiens, l'Assemblée des évêques catholiques du Québec et Présence Musulmane Montréal. Pour l'Assemblée des évêques catholiques du Québec, cette reconnaissance implique des efforts de la société d'accueil :

Accueillir de nouveaux arrivants implique que l'on soit capable de reconnaître leur apport positif, que l'on soit prêt aussi à des ajustements personnels et collectifs pour favoriser leur insertion dans la société d'accueil.⁴⁷

Enfin, la Ligue des droits et libertés va plus loin en affirmant que « la protection des droits des minorités fait partie intégrante du rôle de l'État ⁴⁸ ».

Du côté des acteurs représentant les minorités, Présence Musulmane Montréal et le Congrès national des Italo-Canadiens soutiennent également l'idée qu'une meilleure

⁴⁶ Parti Libéral du Québec, p. 17.

⁴⁷ Assemblée des évêques catholiques du Québec, p. 15.

⁴⁸ Ligue des droits et libertés, p. 9.

intégration nécessite forcément un effort des deux côtés. Pour Présence Musulmane Montréal, le concept d'intégration doit être défini autrement :

Ce phénomène ne devrait aucunement être abordé en relation à l'immigration ou aux « minorités ethniques » dans la société. Le concept d'intégration devrait davantage être associé à la participation à un projet social commun, au souci que chaque citoyen a par rapport à l'avancement de sa société et sa réussite tant sur le plan politique, économique, que culturel ou social.⁴⁹

Ainsi, un nombre important d'acteurs semblent être préoccupés par une plus grande cohésion de la société québécoise qui implique des responsabilités tant du côté des minorités que de la majorité. Cependant, peu d'acteurs parlent en réalité des responsabilités qui incombent à la majorité et insistent davantage sur celles des minorités immigrantes qui perçoivent les attentes de cette dernière comme étant assez accablantes.

3.2. Les actions provenant de la société civile et des institutions publiques

Parmi les décisions prises par les différents acteurs, plusieurs concernent la mise en place de programmes ou de politiques favorisant le rapprochement interculturel et l'ouverture à la diversité. Cela contribuerait, selon plusieurs acteurs, à la prévention de manifestations discriminatoires. Il s'agit par exemple de la Politique interculturelle de la CSDM, qui inclut des formations interculturelles pour les employés. Dans le même sens, les acteurs recommandent de réviser ou d'élargir la portée de programmes déjà existants ; c'est le cas par exemple de la formation « L'approche clientèle dans un contexte interculturel ⁵⁰ », créée il y a dix ans par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

De la même façon, plusieurs acteurs, et notamment les partis politiques, encouragent particulièrement les initiatives de la société civile qui favorisent le rapprochement interculturel. L'Église Unie du Canada au Québec recommande aux municipalités de s'appuyer sur des personnes ressources en relations interculturelles et interreligieuses qui peuvent servir de médiateur en cas de litige. Dans le même sens, le PQ, QS, la TCRI, le Congrès Juif Canadien et Présence Musulmane Montréal souhaitent que le gouvernement

⁴⁹ Présence Musulmane Montréal, p. 10.

⁵⁰ Recommandé par le Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux, p III et IV.

investisse de nouveau dans un programme de jumelage interculturel. Pour la TCRI, le programme vise à faciliter les rencontres « entre personnes nouvellement arrivées en terre québécoise avec des personnes nées au Québec ou y vivant depuis de nombreuses années ⁵¹ ». Pour la TCRI, les retombées positives sont nombreuses :

L'immigrant a non seulement besoin de réapprendre à fonctionner au quotidien mais il a surtout besoin d'un interlocuteur valable qui l'aide à interpréter ce qu'il vit, ce qu'il entend, ce qu'il voit et avec qui il puisse partager ses interrogations sur la société d'accueil et ses chocs culturels. De son côté, la perception qu'a le membre de la société sur le nouvel arrivant va considérablement évoluer. Il ne va plus l'enfermer dans le cadre globalisant et stéréotypé d'une communauté culturelle ou d'une minorité visible mais le considérer comme un individu unique porteur de culture (à laquelle il ne se résume pas) ... Il va être témoin et partie prenante du processus d'adaptation de son jumeau et mieux comprendre les défis, enjeux et difficultés.⁵²

Enfin, pour l'Assemblée des évêques catholiques du Québec, « il ne faut pas sous-estimer l'importance d'une salutation, d'une aide discrète, d'une invitation à partager un repas ⁵³ ».

Dans le milieu éducatif, le Parti Libéral parle de jumelages entre écoles montréalaises multiculturelles et écoles présentes dans les régions du Québec. La CSDM possède en effet un programme « l'opération Solidarité » qui associe dès le préscolaire les parents de tous milieux et de toutes origines. En outre, la Fédération des commissions scolaires du Québec et la Commission scolaire de Montréal, s'estimant acteurs d'« un lieu central d'intégration à la culture québécoise des élèves et de leurs familles, pour toutes les communautés culturelles ⁵⁴ », expriment au gouvernement leur désir de participer à la révision de la politique québécoise en matière d'immigration et d'intégration.

Par ailleurs, certains organismes formulent des requêtes institutionnelles ; par exemple, la Ligue des droits et libertés (LDL) fait l'éloge d'une éducation aux droits incluant les droits économiques, sociaux et culturels. Ceci, à une échelle collective, compléterait l'outil des accommodements raisonnables qui a une portée individuelle. Pour Québec Solidaire, ces

⁵¹ Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, p. 5.

⁵² *Ibid.*, p. 5.

⁵³ Assemblée des évêques catholiques du Québec, p. 15.

⁵⁴ Commission scolaire de Montréal, p. 4.

derniers droits devraient être renforcés juridiquement de manière à ce qu'ils aient la même portée que les droits fondamentaux. Dans le même sens, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et Québec Solidaire (QS) souhaitent « que le principe d'égalité entre les femmes et les hommes assure le respect de l'ensemble des droits, économiques, sociaux, culturels, civils et politiques ⁵⁵ ».

3.3. Les attentes envers le gouvernement

Les attentes envers le gouvernement formulées dans les mémoires sont nombreuses : le Centre culturel islamique de Québec (CCIQ) et Québec Solidaire recommandent que ce dernier réaffirme davantage la nécessité de l'immigration pour la société québécoise. Le Congrès Juif canadien, Présence Musulmane et le CSN préconisent le lancement de campagnes d'information au sujet des cultures étrangères. Ces mêmes acteurs proposent également des programmes spécifiques destinés à l'accueil des immigrants. Le Congrès Juif canadien recommande par exemple l'organisation de « stages de participation civique ⁵⁶ » afin de « renforcer leur sens civique tout en leur permettant de faire l'exercice d'une participation citoyenne "à la québécoise" ⁵⁷ ». Pour Présence Musulmane,

Il [le gouvernement] doit investir dans le travail d'éducation populaire et de sensibilisation tant sur la connaissance non stéréotypée et non réductrice des diverses cultures et religions qui peuplent le Québec, que sur ce qui fonde le système démocratique québécois et canadien. ⁵⁸

Dans le même sens, pour le Congrès national des Italo-Canadiens, le gouvernement devrait faire la promotion du dialogue entre nouveaux et anciens immigrants.

Enfin, pour les trois partis politiques souverainistes (le Bloc Québécois, le PQ et Québec Solidaire), seule la souveraineté du Québec peut favoriser les meilleures conditions d'une intégration réussie. Représentant un point important, le sujet de la souveraineté est approfondi dans la conclusion de ce mémoire.

⁵⁵ Fédération des femmes du Québec, p. 20.

⁵⁶ Congrès Juif canadien, p. 19. Le Congrès Juif Canadien ne précise pas ici en quoi consiste ces stages de participation civique.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 19.

⁵⁸ Présence Musulmane Montréal, p. 20.

4. L'interprétation des avis

Comme annoncé au début de ce chapitre, l'orientation philosophique du modèle interculturel est peu remise en cause par les acteurs de la société québécoise. C'est principalement la manière dont il s'applique et les retombées concrètes de ce dernier qui sont critiquées. Le modèle multiculturaliste, quant à lui, est critiqué uniquement par les partis politiques qui prônent la souveraineté. Cependant, aucun d'entre eux n'accuse ce dernier, à l'instar d'Alain G. Gagnon, d'avoir été pensé pour faire échec au nationalisme québécois⁵⁹. Par ailleurs, même s'il n'est guère perçu négativement par les autres acteurs – en réalité, beaucoup d'acteurs ne l'évoquent même pas –, personne ne semble souhaiter adopter ce modèle d'intégration (ou du moins, n'ose le formuler). Néanmoins, on peut noter que certains acteurs, comme l'Association des étudiants musulmans de l'Université McGill ou la Communauté Sikh de Montréal, confondent les deux modèles ou ne les dissocient guère. L'atteste d'ailleurs, comme nous allons le voir plus loin, que ces minorités adressent les mêmes critiques à l'interculturalisme que celles qu'Helly décrit pour le multiculturalisme.⁶⁰ En effet, la critique selon laquelle le multiculturalisme accorde peu d'importance aux cultures étrangères est évoquée par la Communauté Sikh de Montréal. La seconde critique, relative à la difficulté d'intégration socio-économique, est abordée dans le chapitre suivant. La troisième, qui dénonce l'échec de la création d'une culture plurielle apparaît également dans les avis des minorités. Enfin, la critique du multiculturalisme comme contribuant à la fragmentation sociale de la société se retrouve également dans la perception de l'interculturalisme de plusieurs acteurs comme Présence Musulmane Montréal, ou la Communauté Sikh de Montréal.

Dans le même sens, la promotion de la langue française semble être un objectif partagé par tous les acteurs. Il est clair toutefois que peu d'acteurs soutiennent l'apprentissage des langues d'origine des cultures minoritaires. Pour l'historien Bruno Ramirez, un tel apprentissage ne peut qu'avoir des retombées positives :

⁵⁹ Voir la section 1.2.4 du chapitre II, sur les critiques adressées au modèle multiculturaliste.

⁶⁰ Voir également dans cette même section.

Valorisée par la société d'accueil, la langue maternelle ne serait plus seulement un moyen de combler les besoins de communication immédiats, mais elle aurait un tout autre statut aux yeux des membres des groupes ethniques. L'importance de valoriser la langue d'origine et de la considérer comme une ressource sociale tient non seulement à des considérations éthiques, mais aussi à des raisons de pragmatisme politique.⁶¹

En effet, le contexte de mondialisation de l'Occident engendre selon l'auteur que « le plurilinguisme est un bien culturel d'une importance primordiale⁶² ». En outre, en lien avec les difficultés rencontrées par la Commission scolaire de Montréal, l'auteur affirme qu'avec plus d'efforts en ce sens, « le français serait perçu dans plusieurs milieux ethnoculturels non pas tant comme la "langue du pouvoir" que comme celle qui assure la coexistence et l'intercommunication⁶³ ». Au Québec, en 2003, Mc Andrew et Ciceri écrivaient à propos de l'apprentissage des langues minoritaires :

On peut [...] penser que le Québec, dans un avenir rapproché, pourrait s'éloigner de la tendance actuellement dominante au Canada de privilégier des programmes d'enseignement des langues d'origine visant à l'enrichissement interculturel et à la compétitivité économique pour mettre de l'avant à nouveau, un programme de soutien à l'apprentissage scolaire. Cependant, il faut s'attendre à de nombreuses résistances politiques face à cette évolution, ce qui fait que les dés sont loin d'être jetés.⁶⁴

4.1. L'assimilation volontaire

À travers ces opinions sur le modèle d'intégration interculturel, apparaît assez vite un constat. Même s'il n'y a que sept avis provenant de groupes minoritaires au Québec, ceux qui représentent des groupes arrivés récemment au Québec parlent avec plus ou moins d'assurance de leur perception d'une volonté d'assimilation de la société d'accueil. Est-ce en réaction à la « crise » des accommodements raisonnables, étant donné que les mémoires ont été écrits peu après celle-ci ? Est-ce une réelle perception qu'ils ont de ce que la société majoritaire attend d'eux ? Il est difficile d'y répondre. Rappelons qu'en 1987, un doute était

⁶¹ Bruno Ramirez, « L'immigration, l'ethnicité et l'avenir interculturel du Québec », dans Conseil de la langue française, *Le Québec français et l'école à clientèle pluriethnique*, Québec, 1987, p. 114.

⁶² *Ibid.*, p. 114.

⁶³ *Ibid.*, p. 115.

⁶⁴ Marie Mc Andrew et Coryse Ciceri, *op. cit.*, paragraphe 42.

déjà présent quant à la volonté d'assimilation des immigrants⁶⁵. Vingt ans plus tard, Marie Mc Andrew écrit que :

Quiconque connaît l'état des recherches et des réalités de terrain sait qu'il reste bien du chemin à faire – ou peut-être un chemin différent – pour que nos institutions soient pleinement inclusives.⁶⁶

Du côté des acteurs associés à la majorité, plusieurs reconnaissent les faiblesses de l'interculturalisme. Mais aucun, et cela est notable, ne semble y voir la possibilité que le « manque de cohérence », ou les difficultés liées aux applications du modèle d'intégration, puisse faire approcher ce dernier du modèle d'assimilation. L'interculturalisme, encourageant la reconnaissance de la diversité dans l'espace public à travers des droits individuels spécifiques, s'inscrirait aisément dans le courant du libéralisme renouvelé. Cela étant, mis à part pour la Commission scolaire de Montréal, la volonté de reconnaître les cultures minoritaires ne semble guère être mise en pratique.

En outre, le sentiment de dévalorisation, évoqué dans l'analyse de Laperrière dans le cadre théorique⁶⁷, est nettement relaté dans le mémoire de la Communauté Sikh de Montréal. Dès lors, la lecture des mémoires des différents acteurs m'incite à conclure que le modèle interculturaliste, loin de le vouloir consciemment, ne véhicule pas une représentation claire qui rejetterait explicitement une certaine « assimilation volontaire » des immigrants. En effet, les acteurs issus des minorités semblent percevoir une volonté assez forte de la majorité qu'ils s'assimilent afin de mieux s'intégrer. Or, cela semble générer d'autant plus de frustration du fait que ce n'est guère ce à quoi ces nouveaux arrivants s'attendaient. En créant un foyer de convergence, l'approche interculturelle hiérarchise les cultures minoritaires en fonction de leur capacité à se rapprocher, se « métisser », avec la culture québécoise. En ce sens, le Québec manque à son obligation morale chère à Taylor qui consiste à ne point favoriser une conception de la vie idéale au détriment d'autres⁶⁸. Cela expliquerait pourquoi le Congrès

⁶⁵ Stephanos Constantinides, *op.cit.*, p. 240.

⁶⁶ Marie Mc Andrew, « Des balises pour une société ouverte et inclusive », *Option politique*, septembre 2007, p. 51.

⁶⁷ Anne Laperrière, *op. cit.*, p. 286.

⁶⁸ Charles Taylor, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*. Paris, Champs/Flammarion, 1992, p. 85. Voir section 1.2 du chapitre I

national des Italo-Canadiens ou le Congrès juif canadien, qui représentent des minorités installées depuis longtemps au Québec et qui sont ainsi plus propices à avoir intégré plusieurs éléments de la culture québécoise, ne rapportent pas ce sentiment d'assimilation. En ce sens, nous avons évoqué dans le chapitre I la pensée de Taylor :

Le libéralisme n'est pas un terrain possible de rencontre pour toutes les cultures, mais il est l'expression politique d'une variété de cultures – tout à fait incompatibles avec d'autres. [...] le libéralisme ne peut ni ne doit revendiquer une neutralité culturelle complète⁶⁹».

Ainsi, un des défauts de l'interculturalisme est davantage de prétendre à cette neutralité et de la garantir aux nouveaux arrivants. En outre, la rapide généralisation des cultures minoritaires à partir d'une demande d'accommodement (qui plus est, souvent déformée dans les médias) peut exacerber la croyance que celles-ci ne s'intègrent pas et engendrer ainsi un sentiment de rejet de ces dernières. On assiste, comme l'affirme Laperrière, à une réduction des « caractéristiques culturelles des minorités à leurs caractéristiques “ethniques”⁷⁰».

Concernant les solutions concrètes évoquées par les acteurs, Laperrière soutient que:

Le contact entre deux cultures et la connaissance des autres cultures ne suffisent pas à développer une ouverture interculturelle : encore faut-il trouver des lieux de dialogue entre ces cultures, et ces lieux se trouvent aussi, de façon importante en dehors d'elles, sur le terrain politique et économique, car c'est là que se négocient les enjeux vitaux pour la survie matérielle et l'espace social, dont les rivalités culturelles ne sont qu'une des multiples expressions.⁷¹

Ces aspects, politique et économique, sont précisément étudiés dans le chapitre suivant.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ Anne Laperrière, *op. cit.*, p. 286.

⁷¹ *Ibid.*, p. 296.

CHAPITRE V

LA PERCEPTION DE L'IMMIGRATION

1. L'apport de l'immigration

1.1. Une immigration nécessaire

Pour neuf acteurs de la majorité sur vingt, l'utilité de l'immigration est clairement mise de l'avant¹. Parmi eux figurent les quatre partis politiques², les administrations territoriales représentant les municipalités, le Conseil des relations interculturelles (CRI), la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) et l'Assemblée des évêques catholiques du Québec. L'immigration est souvent décrite par ces acteurs comme un moteur du développement économique local et régional et répondant aux besoins de main d'œuvre qualifiée de la province. Le CRI prévoit par exemple que l'immigration comptera pour 100 % de la croissance de la main-d'œuvre en 2011. Selon le Parti Libéral du Québec, l'immigration est perçue comme un instrument majeur de développement :

L'immigration est donc clairement une nécessité pour assurer la prospérité économique du Québec. C'est en fait la seule façon que nous avons, outre la fécondité, pour pouvoir continuer à avoir les moyens de nos ambitions sociales, culturelles et environnementales. [...] Les Québécoises et les Québécois savent trop bien que le Québec n'a pas les moyens de se fermer à l'immigration.³

En outre, l'immigration est aussi largement considérée comme une richesse d'un point de vue démographique, notamment dans les régions. Les représentants des partis politiques, et en particulier le PLQ, décrivent le rôle indispensable de l'immigration dans le renouvellement de la population active. De surcroît, sept acteurs de la majorité⁴ (dont trois

¹ Du côté des minorités, la communauté Sikh de Montréal et le Centre culturel islamique de Québec (CCIQ) appuient ce point également.

² Le Parti Libéral du Québec (PLQ), Le Parti Québécois (PQ), Québec Solidaire (QS) et le Bloc Québécois.

³ Parti Libéral du Québec, p 15 et p 2.0.

⁴ Ce sont les mêmes acteurs qui, au début du point, revendiquaient la nécessité de l'immigration, à l'exception du PQ et de l'Assemblée des évêques catholiques du Québec. On retrouve

partis politiques) encouragent les efforts de régionalisation de l'immigration. Pour la Fédération Québécoise des Municipalités, dont le mémoire a pour préoccupation principale la régionalisation de l'immigration, c'est un véritable enjeu pour le « Québec des régions » :

Seul un engagement de toute la société québécoise en faveur de l'occupation dynamique du territoire pourra assurer la pérennité des régions où la survie de près de 200 municipalités est menacée par la dévitalisation de leur tissu social et économique.⁵

De surcroît,

[La régionalisation] favorisera une occupation plus dynamique et effective de son territoire, qui contribuera à atténuer le phénomène de ghettoïsation et qui verra la mosaïque culturelle territoriale du Québec s'enrichir, tant au plan social qu'économique.⁶

Néanmoins, le TCRI et le Conseil des relations interculturelles (CRI) émettent quelques réserves. Le TCRI souligne qu'il ne faut point négliger les structures d'accueil en région, la qualité de vie, etc. : l'emploi « ne peut, à lui seul, concentrer et déterminer un projet de vie. [...] Une politique rigoureuse de régionalisation doit avoir les moyens de ses ambitions ⁷ ». Pour le CRI, la promotion de la région doit s'accompagner d'une politique de développement régional ; il serait absurde, selon ce dernier, de favoriser la venue d'immigrants dans des régions où le taux de chômage est déjà élevé.

Enfin, pour le Bloc Québécois, l'immigration peut aussi contribuer à la pérennité de la langue française. Par ailleurs, ce dernier souligne que l'immigration « correspond à un devoir de solidarité internationale, par l'accueil, pour des raisons humanitaires, de personnes réfugiées ou de personnes en situation vulnérable ⁸ ».

donc les trois autres partis politiques, les deux administrations territoriales représentant les municipalités, le Conseil des relations interculturelles et la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes.

⁵ Fédération Québécoise des Municipalités, p. 1.

⁶ Fédération Québécoise des Municipalités, p. 4.

⁷ La Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, p.9.

⁸ Bloc Québécois, p. 19.

Ainsi, on comprend que les aspects démographique et économique, notamment dans les régions, sont extrêmement importants pour les politiciens ou les élus municipaux, dans l'enjeu global que représente pour eux l'immigration. Les deux organismes, dont les initiatives concernent de très près les immigrants, soit la TCRI et l'Assemblée des évêques catholiques du Québec – qui semble très impliquée socialement –, l'entrevoient également. Cependant, les données du recensement montrent que de 1996 à 2006, le pourcentage d'immigrants vivant en dehors de la région métropolitaine de recensement de Montréal est passé de 12% à 14%. C'est donc toujours dans, et autour de la métropole que les immigrants semblent aujourd'hui encore s'établir⁹. À présent, nous allons tenter de comprendre si les acteurs de la majorité perçoivent une intégration des immigrants à la société québécoise ou non.

1.2. Intégration ou repli ?

Parmi les facteurs susceptibles de favoriser un repli identitaire des immigrants, certains sont évoqués à plusieurs reprises. L'intégration économique et l'égalité dans l'accès aux services semblent être des facteurs particulièrement déterminants au sujet de l'intégration des immigrants.

Le Bloc Québécois, Québec Solidaire, la Fédération des femmes du Québec (FFQ), le Centre culturel islamique de Québec (CCIQ) et le Centre Justice et foi appréhendent le risque de repli communautaire des individus issus des communautés culturelles si ces derniers demeurent aussi peu intégrés socialement et surtout économiquement. La FFQ parle à plusieurs reprises du danger d'un développement de la ghettoïsation ou du communautarisme. Les facteurs pouvant favoriser un tel développement demeurent l'exclusion économique, sociale, politique et culturelle de certains groupes minoritaires, l'intégrisme religieux, ou encore certaines politiques gouvernementales. Pour la CSDM, le fait que la langue française ne soit pas utilisée dans la vie quotidienne de beaucoup d'élèves issus de l'immigration « fait obstacle à l'intégration de ses élèves et [...] pourrait même entraîner une ghettoïsation ¹⁰ ».

⁹ D'après le recensement de 2006, 66% des immigrants recensés dans la région métropolitaine de recensement de Montréal vivent dans la ville de Montréal, qui représente quasiment toute l'île de Montréal, excepté le sud-ouest de l'île.

¹⁰ Commission scolaire de Montréal, p. 11.

Dans le même sens, le Bloc Québécois soutient qu'« il n'y a pas encore véritablement de ghetto au Québec » mais qu'« il faut tout faire pour en éviter l'apparition ¹¹».

Selon Québec Solidaire, il faut éviter que l'immigration « ne soit repoussée, comme c'est le cas présentement, vers la partie du parc de logements que les propriétaires arrivent difficilement à louer à cause de leur piètre état ¹²». De ce fait, QS affirme que l'accent devrait être mis sur la lutte contre la discrimination, notamment par rapport aux logements.

Enfin, pour la FFQ, les craintes se situent davantage au niveau des conséquences de la ghettoïsation sur les femmes :

La ghettoïsation de certains groupes risque d'engendrer des conflits plus importants au sein de la société et un enfermement identitaire qui maintiendrait de façon rigide, une culture ou des traditions d'origines souvent défavorables aux femmes et par conséquent contraires à l'égalité entre les femmes et les hommes.¹³

Du côté des acteurs représentant les minorités, le CCIQ affirme la nécessité de soutenir les immigrants dans leur intégration « tout en respectant leur pratique religieuse ; c'est ainsi seulement qu'on les détournera du ghetto vers lequel on semble les pousser ¹⁴». En effet, l'intolérance à l'égard des signes religieux, notamment le *hidjab*, provoque selon le CCIQ un sentiment de rejet pouvant favoriser le repli communautaire. Cela étant, et nous y reviendrons par la suite, pour la Communauté Sikh de Montréal, l'intégration sociale des immigrants est intrinsèquement liée à leur intégration économique.

Par ailleurs, l'Assemblée des évêques catholiques du Québec défend l'utilité de ces groupes communautaires au sein de la société. À ce titre, elle valorise « la présence et le besoin de groupes communautaires religieux ou ethniques qui font le relais avec la société globale ¹⁵» et qui aident à parer le choc culturel. Dans le même sens, Québec Solidaire perçoit que l'existence des associations étudiantes religieuses et spirituelles facilite grandement l'intégration des étudiants étrangers. Cependant, l'Assemblée des évêques précise tout de

¹¹ Bloc Québécois, p. 21.

¹² Québec Solidaire, p. 7.

¹³ Fédération des femmes du Québec, p. 9.

¹⁴ Centre culturel islamique de Québec, p. 12.

¹⁵ Assemblée des évêques catholiques du Québec, p. 13.

même que « l'idéal à poursuivre n'est pas celui d'une juxtaposition de diverses communautés » qu'elle qualifie de « multiculturalisme extrême ¹⁶ ».

Ainsi, les craintes des acteurs de la majorité face à un manque d'intégration des immigrants sont diverses. Mais ce sont des craintes que les acteurs de la majorité disent anticiper puisque tous s'entendent pour affirmer qu'à l'heure actuelle la situation n'est pas si dramatique. Toutefois, on constate que certaines problématiques, évoquées comme favorisant le repli communautaire des immigrants, devraient être prises en compte au plus vite.

Dès lors, afin d'aspirer à une meilleure intégration socio-économique des immigrants, il convient selon le PLQ, le Bloc Québécois et la Communauté Sikh de Montréal, de continuer à encourager l'immigration. Le Bloc Québécois rappelle le danger de généralisation au sujet des immigrants. De même que le Congrès Juif Canadien qui souhaite que cesse « le vieux stéréotype du Juif très riche qui dirige toute l'économie du monde ¹⁷ ». Ainsi, le Bloc Québécois rappelle que les immigrants « sont les bienvenus au Québec ¹⁸ ». Pour la TCRI, les apports positifs de l'immigration ne sont pas assez bien expliqués. Selon l'organisme, la population québécoise ignore tout du processus de sélection des immigrants et de la promotion faite pour attirer des immigrants au Québec. À mon avis, c'est sans doute là un point pertinent qui contribue à nourrir des perceptions erronées.

Enfin, pour contrer tout repli identitaire, Québec Solidaire affirme la nécessité d'accroître le degré de représentativité des personnes issues des communautés culturelles dans les médias. Ceci aidera à :

Augmenter le sentiment d'appartenance des personnes issues de l'immigration envers leur société d'accueil en faisant des efforts pour que le visage de la télévision, de la radio et des journaux ressemble plus au Québec d'aujourd'hui. ¹⁹

Cependant, comme nous allons le voir dans la partie suivante, les immigrants font face à des obstacles importants au moment d'entrer sur le marché du travail. Or, ces obstacles semblent avoir un impact déterminant sur leur intégration.

¹⁶ Assemblée des évêques catholiques du Québec, p. 13.

¹⁷ Congrès Juif canadien, p. 17.

¹⁸ Bloc Québécois, p. 6.

¹⁹ Québec Solidaire, p. 16.

2. Les problèmes d'iniquité sur le marché du travail

2.1. La représentativité des groupes ethnoculturels

Selon les données du Secrétariat du Conseil du Trésor²⁰ (qui administre le programme gouvernemental d'accès à l'égalité), les membres issus des communautés culturelles comptaient pour 2,6 % des effectifs de la fonction publique québécoise en 2004-2005.

Parmi les acteurs de la majorité, cinq d'entre eux²¹ prennent en compte sérieusement ce problème de sous représentativité. Du côté de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) par exemple, 14% des employés (soit environ deux mille personnes) appartiennent soit à une minorité visible, soit à une minorité ethnique. Pour le Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux, « la participation des personnes issues des communautés ethnoculturelles au sein des instances nous apparaît très importante [...] pour refléter la diversité ethnoculturelle du Québec ²²».

Cela étant, pour le Syndicat de la fonction publique du Québec, la réalité est toute autre. Ce dernier soutient que la Politique d'égalité en emploi pour les membres des communautés culturelles, bien qu'importante, reste problématique. En effet, ne tenant pas compte de la répartition entre les régions, le taux d'embauche à atteindre implique qu'à Montréal, « la proportion de membres provenant de ces groupes cibles dépasse largement le quota national fixé par le législateur [...] et devient plutôt source de tensions ²³». Ceci crée selon le syndicat, une « situation discriminatoire à l'égard d'une partie de nos membres ²⁴». En outre, le syndicat se questionne sur les immigrants de deuxième ou troisième génération qui demeurent considérés comme étant issus des communautés culturelles :

²⁰ Secrétariat du Conseil du trésor, *Rapport annuel de gestion 2004-2005*, Gouvernement du Québec, 2005, p. 53.

²¹ Ce sont les deux acteurs œuvrant dans le milieu scolaire, l'UMQ, Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés ethnoculturelles, et Québec Solidaire.

²² Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux, p. 10.

²³ Syndicat de la fonction publique du Québec, p. 13.

²⁴ Syndicat de la fonction publique du Québec, p. 13.

À partir de quand n'est-on plus issu d'une communauté culturelle? Est-ce que les citoyens portant les patronymes de Brathwaite, Curzi, Corbo, DaSylva, Fotopoulos, Guglielminetti sont toujours considérés comme étant issus des communautés culturelles? Si oui, à quelle génération cesseront-ils de l'être? ²⁵

Du côté des acteurs issus des minorités, Présence Musulmane Montréal et la Communauté Sikh de Montréal s'inquiètent de ce manque de représentativité. Cette dernière affirme que :

The gross under representation of ethno-cultural groups at the municipal and provincial levels compared to the majority group is highly unsatisfactory and shows that Quebec has a long way to go in achieving social integration. ²⁶

Dès lors, on voit que, si d'un côté, le manque de représentativité des groupes ethnoculturels est notoire et est considéré comme un obstacle à l'intégration de ces derniers, on constate que des mesures de discriminations positives en faveur de ces groupes engendrent certains malaises au sein de la majorité.

2.2. La difficile reconnaissance des acquis

Selon le Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux, 14 700 décisions sur les reconnaissances de diplômes ont été rendues par les autorités québécoises entre les années 1997 et 2006. Parmi ces décisions, 33 % ont reçu une acceptation complète d'équivalence, 51% ont reçu une reconnaissance partielle nécessitant un stage ou une formation d'appoint et 17% ont été refusés. ²⁷

Le problème de la reconnaissance des acquis des immigrants est abordé dans la grande majorité des mémoires étudiés. Onze acteurs représentant la société d'accueil²⁸ perçoivent cela comme une difficulté d'insertion professionnelle, qui plus est, très nuisible à l'intégration des immigrants. La Fédération des commissions scolaires du Québec ajoute que

²⁵ Syndicat de la fonction publique du Québec, p. 15.

²⁶ La communauté Sikh de Montréal, p. 8.

²⁷ Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux, p. 7.

²⁸ On retrouve les deux acteurs du milieu scolaire, l'UMQ, les organismes du gouvernement que sont le CRI et le Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux, les trois partis politiques provinciaux étudiés (PQ, PLQ, QS), la TCRI, l'Assemblée des évêques catholiques du Québec et le Centre justice et foi.

ces derniers ne savaient que très rarement qu'ils allaient devoir recommencer leur formation (totalement ou partiellement) afin d'exercer leur métier au Canada.

Dès lors, pour ces acteurs-là, il importe de réviser les critères de reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger et celle des expériences de travail en dehors du Canada. Du côté des minorités, l'avis de la Communauté Sikh de Montréal est le plus éloquent. Selon cette dernière, cette non-reconnaissance traduit un profond sentiment de dévalorisation :

The biggest impediment to the integration of immigrants is the attitude of the host society who treats immigrant groups as inferiors in almost every respect. There are innumerable examples to support this statement. Not recognizing professional credentials to outright discrimination in employment opportunities are the primary ones.²⁹

Ainsi, la préoccupation de ce manque d'intégration économique ou socioprofessionnelle des immigrants dû à la difficulté de faire reconnaître leurs acquis, semble être partagée par plusieurs. À ce sujet, il importe de noter qu'en novembre 2005, une équipe de travail a rendu au MICC un rapport intitulé « Rapport de l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger ». Diverses recommandations, notamment concernant l'information donnée aux candidats à l'immigration et l'évaluation de reconnaissance des acquis, y figurent.

Cela étant, un problème structurel m'apparaît important à signaler. Malgré la volonté des partis politiques, ou de la Fédération Québécoise des Municipalités « de faire de l'immigration une véritable réponse à la dévitalisation de certaines régions du Québec ³⁰ », ces immigrants restent majoritairement pour le moment à Montréal, lieu où, si on en croit leur taux de chômage deux fois plus élevé que celui de la population non-immigrante, ils peinent à trouver un emploi. En outre, selon une étude de l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP), 45% des immigrants du Québec en 2002 ont déclaré que leurs emplois correspondaient « peu ou très peu » à leurs niveaux de formation.³¹ Dès lors, les qualifications importantes de la population immigrante, dues aux politiques d'immigration

²⁹ The Sikh Community of Montreal, p. 8.

³⁰ Fédération Québécoise des Municipalités, p. 2.

³¹ Marie-Thérèse Chicha et Éric Charest, « L'intégration des immigrés sur le marché du travail à Montréal ; Politiques et enjeux », *Choix*, volume 42, numéro 2, mars 2008, p. 8.

sélectives, sont inadaptés aux emplois et au lieu (la région) auxquels cette dernière est destinée. Ceci, dès le début, ne peut que créer des frustrations. De surcroît, ce constat ne prend pas en compte la discrimination à l'emploi que vivent les membres des minorités ethniques.

2.3. La discrimination à l'emploi

Douze acteurs sur vingt-sept évoquent le problème de la discrimination. Il s'agit du Conseil des relations interculturelles (CRI), des quatre partis politiques, de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), de la TCRI, du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN) et des groupes religieux tels que l'Église Unie du Canada au Québec, le Centre justice et foi, le Centre culturel islamique de Québec et la communauté Sikh de Montréal. Parmi ceux-là, le PLQ, la FFQ et la communauté Sikh de Montréal s'affirment clairement en faveur de la mise en application d'une politique de lutte contre le racisme.

Selon le CRI, outre le taux de chômage plus élevé pour les immigrants récents et même de longue date, les faits montrent que les descendants d'immigrants appartenant à des minorités visibles, parfois établies depuis plusieurs générations, rencontrent des difficultés similaires à celles connues par leurs prédécesseurs. Pour le CRI, « les minorités ethnoculturelles sont souvent confrontées à un racisme silencieux qui se traduit par une évaluation défavorable de cette clientèle, et cela dans toutes les institutions ³² ».

Selon la Communauté Sikh de Montréal, la discrimination à l'emploi est toujours bien présente malgré les politiques officielles qui tentent de l'atténuer. En outre, la Communauté Sikh dénonce le fait que les immigrants ont rarement un travail à la hauteur de leurs qualifications, ce qui engendre des conséquences économiques assez lourdes :

There is a tremendous economic cost associated with this loss of human resources and productivity. It is sad to see that the public policy in this province is paralyzed and unable to offer a proper response to this wastage.³³

³² Conseil des relations interculturelles, p. 11.

³³ The Sikh Community of Montreal, p. 8.

En outre, cinq acteurs de la majorité dont trois partis politiques (le Bloc Québécois, le PQ, QS, le CSN et le Centre justice et foi) reconnaissent que deux groupes subissent des discriminations importantes en matière d'emploi ; ce sont les communautés maghrébines et noires. Par conséquent, le Bloc Québécois recommande de renforcer les mesures visant l'insertion à l'emploi des membres de ces communautés.

Par ailleurs, selon la Fédération des femmes du Québec et Québec Solidaire, ce sont les femmes immigrantes qui subissent des discriminations importantes. Les deux acteurs soutiennent que les programmes d'immigration ne tiennent aucunement compte des difficultés spécifiques à ces dernières, car aucun n'est fondé sur une approche différenciée selon les sexes. Plusieurs acteurs, tels que la Communauté Sikh de Montréal, le CSN ou l'Église Unie du Canada au Québec, reconnaissent également qu'en matière d'emploi, les femmes, et notamment les femmes immigrantes, rencontrent plus de difficultés que les hommes. Le Centre culturel islamique de Québec (CCIQ) met l'accent sur la discrimination que subissent les femmes qui portent le *hidjab*. Enfin, l'incluant dans des problèmes de discrimination, le Bloc Québécois et Québec Solidaire évoquent le problème des immigrants francophones qui peinent à accéder au marché du travail en raison de leur non-maîtrise de l'anglais.

À tous ces problèmes, plusieurs acteurs tentent de trouver des explications. Le CRI affirme que « l'intégration socioéconomique ne va pas nécessairement de soi, parce qu'il est difficile du point de vue des politiques publiques d'avoir la mainmise sur ces enjeux ³⁴ ». Pour l'organisme spécialiste en la question, la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI), le constat est encore plus pessimiste :

Nous sommes convaincus qu'il est vain de vouloir miser sur l'immigration en termes de moteur d'un développement social, économique et démographique si elle n'est pas partie intégrante d'un projet collectif impliquant largement la société d'accueil et l'ensemble des acteurs socio-économiques et institutionnels. Ce qui est loin d'être le cas actuellement.³⁵

³⁴ Conseil des relations interculturelles, p. 6.

³⁵ La Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, p. 1.

3. L'interprétation des avis

D'après les différents avis des acteurs, il apparaît que la grande majorité d'entre eux se préoccupe de la situation économique des immigrants et de la discrimination qu'ils subissent. Cela avait été perceptible également au cours des audiences de la CCPARDC. Or, en 1990, l'*Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration* mettait déjà l'accent sur la nécessité de lutter contre la discrimination et le racisme. D'une part, l'on y trouve que « la sélection québécoise est d'application universelle et non discriminatoire en regard de la race, de la couleur, de l'origine ethnique ou nationale, de la religion ou du sexe ³⁶ ». D'autre part, que « cette réalité a amené le Gouvernement à lutter contre la discrimination dans l'emploi sous toutes ses formes ³⁷ ».

L'étude réalisée par Denise Helly, Marc Lavallée et Marie Mc Andrew auprès de représentants d'ONG, évoquée dans la partie théorique, est confirmée également par les avis des acteurs au sujet de l'intégration des immigrants³⁸. En effet, les dirigeants d'ONG appuient l'importance de la participation à la société des nouveaux arrivants, allant pour certains jusqu'à soutenir que cette dernière constitue un « devoir ³⁹ ». Cependant, les responsables des ONG admettent que :

Ceux-ci se voient en effet contraints à satisfaire des besoins plus pressants [...] et ce n'est qu'une fois ces préoccupations essentielles satisfaites qu'une participation pleine et entière à la société d'accueil est possible.⁴⁰

Cependant, comme le reconnaît le CRI, les politiques publiques qui tentent de remédier à ces difficultés rencontrées par les immigrants ne parviennent guère à leurs fins. L'atteste, entre autres, la représentativité des membres des communautés culturelles au sein des institutions publiques qui, malgré les objectifs ambitieux, augmente très lentement. De

³⁶ MICC, *Au Québec pour bâtir ensemble*. [...], décembre 1990, p. 25

³⁷ *Ibid.*, p. 77

³⁸ Helly, Denise, Marc Lavallée et Marie Mc Andrew, "Citoyenneté et redéfinition des politiques publiques de gestion de la diversité: la position des organismes non gouvernementaux québécois", *Recherches Sociographiques*, XLI (2), 2000, p.271-298.

³⁹ *Ibid.*, p. 289.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 290.

nombreux acteurs de la majorité n'hésitent pas à promouvoir la nécessité d'une politique de lutte contre le racisme, estimant, à l'instar de la communauté Sikh, que les discriminations à l'emploi ou au logement cachent des préjugés ou des attitudes racistes.

La position tenue par les acteurs atteste la critique de Juteau, Mc Andrew et Pietrantonio évoquée dans le cadre théorique que l'interculturalisme manque à ses devoirs dans sa lutte contre l'anti-racisme. Ceci constitue un véritable défaut de l'interculturalisme. Pour Mc Andrew, une faiblesse importante du Québec serait « la non-opérationnalisation de ce qui pourrait faire la spécificité d'une approche antiraciste ou antidiscriminatoire face à nos actions passées en matière interculturelle ⁴¹ ». Or, c'est précisément à cela que s'attache la politique « antiraciste » en Angleterre, qui vient en théorie répondre aux limites du modèle interculturel, décrit, on l'a vu, comme « une diversion de la vraie base du racisme ⁴² » :

Les politiques antiracistes répondraient à la constatation du maintien des inégalités raciales et ethniques, malgré l'assimilation fonctionnelle des dominés, leur contribution à la société d'accueil et leur identification à celle-ci.⁴³

Enfin, comme nous l'avons vu dans le chapitre II, Bouchard et Taylor insistent sur la pertinence que l'interculturalisme s'ancre dans « une philosophie de pluralisme intégrateur, sensible aux inégalités socioéconomiques et aux diverses formes de discrimination ⁴⁴ ».

Afin de réduire l'existence de telles dynamiques, il m'apparaît que c'est à la société d'accueil qu'incombe la plus large part de l'effort. Concrètement, cela concerne les politiques d'accueil qu'elle met en place, ses attitudes face aux phénomènes ethniques, ainsi que le degré d'ouverture culturelle qu'elle manifeste. En ce sens, Marie Mc Andrew, dans son mémoire écrit à cette occasion, félicite le gouvernement québécois de lancer en 2006 une large consultation visant à développer une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination. En effet, elle affirme qu'au Québec,

⁴¹ Marie Mc Andrew, *Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination*, Mémoire soumis à la commission parlementaire, Québec, 24 Août 2006, p. 4.

⁴² Anne Laperrière, *op. cit.*, p. 286.

⁴³ Anne Laperrière, *op. cit.*, p. 298.

⁴⁴ Charles Taylor, et Gérard Bouchard, *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la CCPARDC, *op. cit.*, p. 130.

Les enjeux socioéconomiques, en matière de rapports ethniques, y ont souvent été négligés, au profit de nos vieilles obsessions linguistiques et, plus récemment, de la grande visibilité qu'ont pris les conflits culturels et religieux au sein des institutions publiques.⁴⁵

Or, nous allons voir dans le chapitre suivant en quoi certains membres de la société québécoise semblent exprimer des réticences en ce qui a trait à l'expression de la diversité culturelle et religieuse.

⁴⁵ Marie Mc Andrew, *Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination*, Mémoire soumis à la commission parlementaire, Québec, 24 Août 2006, p. 2.

CHAPITRE VI

LA PERCEPTION DE L'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE

Dans aucun des mémoires il n'est question de remettre en cause le principe juridique des accommodements raisonnables en lui-même. C'est lorsque ces derniers sont invoqués pour des motifs culturels et religieux qu'il y a divergences de point de vue. Dès lors, la perception de l'outil, dont sa portée et ses limites, concerne ici exclusivement les demandes d'accommodements pour ces motifs.

1. L'outil juridique de l'accommodement raisonnable

Pour les deux acteurs du milieu scolaire, (la FCSQ et la CSDM) et le Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés ethnoculturelles, il n'y a guère de problème significatif lié aux accommodements raisonnables. Cependant, cette affirmation est sans doute liée au fait qu'il s'agit d'acteurs de première ligne qui sont amenés à faire des accommodements ou des « ajustements concertés ¹ » assez souvent. En effet, la négociation, le dialogue ou le compromis demeurent très présents dans le milieu scolaire ou dans celui de la santé. Le Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux parle même d'« incidents soit disant d'adaptation culturelle ou religieuse ² ». De la même façon, la CSDM signale qu'aucune demande d'accommodement n'a fait l'objet d'une plainte auprès de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Au cours de l'année 2006-2007, sur 894 demandes d'ajustements liées à la diversité religieuse émises aux directions d'écoles, 659 ont été acceptées, 126 refusées après négociation, et 68 sans négociation ³. En outre, afin d'appuyer l'idée que les deux parties établissent ensemble un compromis, les acteurs du milieu scolaire prônent la notion « d'accommodement raisonnable réciproque ».

¹ Définition donnée par Bouchard et Taylor au chapitre III, section 1.2.

² Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux, p. 3.

³ Commission scolaire de Montréal, p. 5.

Par ailleurs, huit acteurs⁴ appuient la proposition des co-présidents Taylor et Bouchard de distinguer les accommodements raisonnables et les ajustements concertés. La plupart d'entre eux expliquent que ce sont bien plus souvent des ajustements concertés qui ont lieu dans la réalité. À cela, le Bloc Québécois et le Forum musulman canadien ajoutent qu'un certain nombre d'ajustements concertés, qualifiés de « déraisonnables » car entraînant des inégalités ou des discriminations, ont dénaturé le principe des accommodements raisonnables. Il est intéressant de souligner que les deux organismes qui ont émis cette pensée agissent davantage au niveau fédéral qu'au niveau provincial. Cela étant, selon Marie Mc Andrew, ces ajustements concertés « déraisonnables », ont tout de même démontré « un manque de formation ou des limites des ressources consenties aux gestionnaires ou aux intervenants pour refuser les demandes inacceptables ⁵ ». Elle ajoute que :

Il est évident que des efforts supplémentaires s'imposent pour faire de ces éléments consensuels un cadre cohérent que les gestionnaires pourraient facilement s'approprier lors de leur pratique quotidienne. En effet, les décisions qu'ils ont à prendre le sont souvent dans un contexte de pression ou de manque de temps, peu propice à ce qu'ils fassent eux-mêmes la démarche de recherche d'équilibre.⁶

Pour l'Assemblée des évêques catholiques du Québec, les demandes d'accommodements diffèrent lorsqu'il s'agit des immigrants de première ou de deuxième génération. Dans le premier cas, ces dernières « portent souvent sur quelque chose de ponctuel; elles ont un aspect transitoire et touchent des enjeux immédiats ⁷ ». Selon cette Assemblée et le Congrès Juif canadien, l'avis est que les générations suivantes n'émettront point les mêmes demandes, sauf pour ceux qui continueront à être considérés comme des immigrants, en raison de leur couleur de peau, des habitudes vestimentaires, des pratiques publiques etc.

⁴ Nous retrouvons ici encore les deux acteurs du milieu scolaire, le Conseil du statut de la femme, le Bloc Québécois, Québec Solidaire, la FFQ, l'Assemblée des évêques catholiques du Québec et le Congrès Juif canadien.

⁵ Marie Mc Andrew, « Des balises pour une société ouverte et inclusive », *Option politique*, septembre 2007, p. 48.

⁶ *Ibid.*, p. 49.

⁷ Assemblée des évêques catholiques du Québec, p. 14.

Sur le plan des statistiques, le Conseil du statut de la femme, le PLQ et la Ligue des droits et libertés, rappellent qu'une infime part des accommodements raisonnables provient en réalité d'une demande fondée sur des motifs religieux. Or, en effet, entre 2000 et 2006, sur les 5482 plaintes déposées à la CDPDJ, seulement 2% (94) portaient sur des motifs religieux. De plus, sur ces 94, pas plus que 32 plaintes comportaient une demande d'accommodement. Dans le même sens, l'Union des municipalités du Québec (UMQ), le Bloc Québécois, QS et la FFQ soulignent que ce ne sont guère les immigrants qui demandent le plus d'accommodements. Effectivement, sur les 32 demandes évoquées, 10 provenaient de personnes de foi protestante, 5 de Témoins de Jéhovah, 7 de personnes de confession juive, 9 de confession musulmane et une de confession catholique⁸. Ainsi, comme l'affirme le Bloc Québécois, la moitié des demandes d'accommodements pour motifs religieux ont été formulées par des groupes chrétiens, « de Québécoises et de Québécois dont les racines sont implantées ici depuis une, deux ou plusieurs générations⁹ ».

Ainsi, plusieurs acteurs de la société québécoise semblent avoir fait preuve de recul par rapport à la « crise » des accommodements raisonnables et peu d'entre eux semblent remettre en cause l'outil en tant que tel. De plus, un nombre important d'acteurs ont pris soin de montrer que l'ampleur de la crise n'était pas justifiée et tentent d'expliquer l'amalgame qui s'est produit entre accommodements, religion et immigration. Même le Mouvement laïque québécois (MLQ), pourtant défavorable aux accommodements raisonnables pour motifs religieux, évoque le préjugé que « l'immigrant est toujours en quelque sorte celui qui n'est pas capable d'avoir un recul réflexif sur les questions de religions¹⁰ ». Cette perception tenace, selon le MLQ, a grandement favorisé les réactions racistes et xénophobes à l'endroit des immigrants.

⁸ CDPDJ, *Les plaintes de discrimination fondées sur la religion portées devant la CDPDJ*, cat. 2.226.1.4., juillet 2007, p. 4.

⁹ Bloc Québécois, p. 18.

¹⁰ Mouvement laïque québécois, p. 4.

1.1. La portée de l'accommodement raisonnable

Pour huit acteurs parmi les vingt-sept étudiés¹¹, l'accommodement raisonnable constitue un outil de premier plan de la gestion du pluralisme et un moyen de faciliter l'intégration. Pour la Ligue des droits et libertés (LDL), « les mesures d'accommodement visent au départ à favoriser l'intégration d'un individu dans un contexte spécifique ¹² ». En ce sens, le Bloc Québécois et le PQ soutiennent que la capacité de faciliter l'intégration de la personne concernée devrait être un critère pertinent afin de déterminer si un accommodement raisonnable ou un ajustement concerté est acceptable. Pour l'Assemblée des évêques catholiques du Québec :

Les ajustements ou accommodements acceptés pour rendre compte de situations particulières seront porteurs d'avenir dans la mesure où ils auront été inspirés par un profond respect des personnes et le souci de faciliter leur participation à la conversation commune.¹³

Par ailleurs, le Centre justice et foi se démarque en insistant davantage sur l'accommodement raisonnable en tant qu'outil découlant du droit à l'égalité. Ce dernier critique même les co-présidents de CCPARDC d'utiliser la terminologie de « pratiques d'harmonisation culturelle », soutenant qu'elle ne reflète nullement la première vocation du principe juridique. Pour la LDL également, « cette technique juridique [...] est [...] un élément important dans la recherche de l'égalité réelle ¹⁴ ». Voyant plus loin, la CSDM affirme qu'« il importe de tirer avantage des demandes d'accommodement afin de les transformer en occasions d'apprentissages collectifs ¹⁵ ».

Par ailleurs, pour le Forum musulman canadien, Présence Musulmane Montréal et la Communauté Sikh de Montréal, les avantages résultants des accommodements raisonnables sont nombreux : « un meilleur vivre ensemble, une plus grande harmonie sociale, une

¹¹ La CSDM, le CRI, le Bloc Québécois, le PQ, la LDL, l'Assemblée des évêques catholiques du Québec, le Centre justice et foi et la communauté Sikh de Montréal.

¹² Ligue des droits et libertés, p. 5.

¹³ Assemblée des évêques catholiques du Québec, p. 16.

¹⁴ Ligue des droits et libertés, p. 10.

¹⁵ Commission scolaire de Montréal, p. 18.

intégration plus aisée, le respect des droits humains et le bien-être de tous ¹⁶». Pour le Forum Musulman canadien, « l’accommodement raisonnable relève d’une volonté partagée de gérer en harmonie la diversité sociale et culturelle, qui caractérise la société québécoise ¹⁷ ». Enfin, pour la Communauté Sikh de Montréal :

Adopting such practices displays their willingness to be inclusive and helps foster integration and cohesion in society. Harmonization practices that make reasonable efforts to accommodate diversity are a necessary mechanism in a pluralistic, democratic society.¹⁸

Ainsi, on peut constater que l’objectif de l’accommodement raisonnable s’écarte ici de son but initial, soit celui de réparer un bris d’égalité. Son côté intégrateur, à travers la reconnaissance des pratiques culturelles des membres des minorités, est bien plus mis de l’avant. À présent, nous allons voir que les critiques à l’endroit de cet outil d’accommodement ne sont pas négligeables.

1.2. Les limites des accommodements raisonnables

Pour un nombre important d’acteurs (9)¹⁹, dont quatre représentants des confessions religieuses, la diversité religieuse, ou les accommodements raisonnables (et les ajustements concertés) pour motifs religieux, constituent la véritable problématique de la crise des accommodements raisonnables. Parmi ces acteurs, six d’entre eux²⁰ soutiennent que les accommodements concernant les musulmans ont été particulièrement pointés du doigt. En ce sens, la Fédération des commissions scolaires du Québec perçoit qu’une des sources des tensions liées aux accommodements raisonnables reste l’incompréhension des pratiques religieuses.

¹⁶ Présence Musulmane Montréal, p. 18.

¹⁷ Forum Musulman Canadien, p. 4.

¹⁸ The Sikh Community of Montreal, p. 11.

¹⁹ On retrouve ici le Bloc Québécois, Québec Solidaire, la Ligue des droits et libertés, le Mouvement laïque québécois (MLQ), la Fédération des femmes du Québec (FFQ), l’Association des étudiants musulmans de l’Université McGill, Présence Musulmane Montréal, le Centre culturel islamique de Québec (CCIQ) et le Centre justice et foi.

²⁰ On ne retrouve pas le MLQ, le CCIQ et le Centre justice et foi.

Bien que minoritaires, deux acteurs, l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et le MLQ demeurent formellement défavorables à la pratique des accommodements raisonnables pour motifs religieux. Pour le Mouvement laïque québécois (MLQ), organisme tenant une position radicale sur la question, le souci est que ces demandes sont « fondées sur la foi en certains dogmes religieux, qui sont, par définition, non démontrables ²¹ ». Pour l'UMQ, « le recours à l'accommodement raisonnable n'est pas un instrument de gestion du pluralisme religieux souhaitable dans le secteur public municipal ²² » :

Il génère des conflits de valeurs et de droits. Il ne faut surtout pas que cela devienne un prétexte pour obtenir un avantage citoyen. De plus, nous avons la conviction que ces pratiques d'accommodement ne facilitent pas l'intégration citoyenne des minorités ethnoculturelles et religieuses dans la société québécoise, mais qu'au contraire, elles favorisent le repli communautaire et la fragmentation sociale.²³

Cela nous rappelle la remarque du Syndicat de la fonction publique du Québec qui protestait contre les mesures visant à favoriser le recrutement des membres des minorités ethniques. Pour le MLQ, les accommodements raisonnables représentent une « obligation pour une institution publique d'autoriser une dérogation à une norme publique ²⁴ ». Or, considérant que les accommodements pour motifs religieux « sont contraires à la volonté de laïcisation des institutions publiques » et demeurent « ingérables ²⁵ », le MLQ s'oppose à toutes dérogations de ce genre pour des motifs culturels et religieux. En effet, par le caractère indémontrable, ou en constante évolution, les croyances religieuses ou les contenus culturels ne peuvent constituer selon le MLQ des motifs tangibles pour des demandes d'accommodements. Plus nuancé, le Bloc Québécois affirme également que la frontière entre ce qui est raisonnable et ce qui ne l'est pas demeure juridiquement floue en matière religieuse. En outre, le MLQ s'oppose au fondement même de l'outil des accommodements raisonnables, qui découle du postulat qu'une loi peut avoir des effets discriminatoires indirects :

²¹ Mouvement laïque québécois, p. 4.

²² Union des municipalités du Québec, p. 6.

²³ Union des municipalités du Québec, p. 6.

²⁴ Mouvement laïque québécois, p. 5.

²⁵ Mouvement laïque québécois, p. 6.

Accorder des dérogations sur la base des croyances de chacun, c'est admettre que la loi n'est pas administrée également pour tous les citoyens. Le fait que quiconque a la liberté de changer de croyances (liberté fondamentale) complique encore la gestion des demandes de dérogation.²⁶

En cela, le MLQ s'attaque à la source même de l'accommodement, qui est d'admettre qu'une loi n'est justement pas administrée également pour tous les citoyens²⁷. Au final, le MLQ va jusqu'à affirmer que « l'"accommodement raisonnable" pour motif religieux implique l'obligation de discriminer sur la base de la religion », et « isolent les personnes [qui ont émis la demande] par l'enfermement identitaire ²⁸ ».

Par ailleurs, six acteurs, soit la Fédération des commissions scolaires du Québec, le Bloc Québécois, Québec Solidaire, le Syndicat de la fonction publique du Québec, le Centre justice et foi et le Forum Musulman Canadien, affirment tout de même la nécessité que des balises soient créées afin de guider la société québécoise dans les compromis ou les ajustements concertés qu'elle peut être amenée à faire. Pour la Fédération des commissions scolaires du Québec, « la sécurité des élèves, l'intégrité du programme de formation de l'école québécoise et la qualité du service offert ²⁹ » doivent représenter des balises importantes de l'accommodement raisonnable. Dans le même sens, la Fédération des commissions scolaires du Québec et le Centre Justice et foi soutiennent que la notion de contrainte excessive demeure encore mal définie. Le Forum Musulman Canadien reconnaît également que, à l'instar de toute négociation, il peut y avoir des abus en matière d'accommodement. Cela dit, l'organisme précise que « cela demeure très faible et ne doit en aucun cas offrir un prétexte aux adversaires du principe, pour l'abolir ³⁰ ». Enfin, pour ce dernier, il convient de surveiller les demandes émises par les membres des minorités culturelles et religieuses : « accommoder vient permettre à la minorité de vivre et de

²⁶ Mouvement laïque québécois, p. 6.

²⁷ Voir l'analyse de José Woehrling dans la section 3.2 du chapitre II.

²⁸ Mouvement laïque québécois, p. 7.

²⁹ Fédération des commissions scolaires du Québec, p. 12.

³⁰ Forum Musulman Canadien, p. 5.

participer avec la majorité. Mais que la minorité n'exige pas la généralisation ou l'imposition de son mode à la majorité ³¹».

Au total, peu d'acteurs se disent en désaccord avec le principe des accommodements raisonnables. Néanmoins, un certain nombre d'entre eux se montrent préoccupés par les débordements potentiels, ou les abus, que celui-ci peut permettre. Car, indéniablement, c'est une ouverture aux différentes pratiques culturelles que l'accommodement raisonnable incarne, même si ce n'est guère sa vocation première. Or, si ce dernier, étant un instrument juridique, est extrêmement bien réglementé, l'ajustement concerté est plus difficilement contrôlable car chaque citoyen, en tant qu'employeur, propriétaire, ou même voisin, peut être amené à en faire un. Or cela semble représenter une source d'inquiétude.

À présent, nous allons voir les deux sujets qui apparaissent les plus controversés au sujet des demandes d'accommodements, soit celles qui remettent en cause l'égalité homme/femme et celles qui abordent la question de l'expression des différentes croyances religieuses dans la sphère publique.

1.3. La remise en cause de l'égalité des sexes

Dans le chapitre IV, nous avons vu que l'égalité des sexes doit être réaffirmée comme une valeur fondamentale de la société québécoise pour quatorze acteurs. À cela, il importe de rajouter que, pour la moitié d'entre eux ³², les accommodements raisonnables pour motifs religieux remettent en cause l'égalité entre les hommes et les femmes. Selon la Fédération des femmes du Québec, le CSF, le PLQ et Québec Solidaire, l'égalité entre les femmes et les hommes devrait constituer une balise importante dans les décisions à prendre concernant les accommodements raisonnables, et devrait « être considérée comme une « contrainte excessive ³³».

³¹ Forum Musulman Canadien, p. 9.

³² Ce sont les deux acteurs du milieu scolaire, l'UMQ, le CSF, le Parti Québécois (PQ), Québec Solidaire et la FFQ. Ces derniers font tous partie des 15 acteurs qui affirment que l'égalité des sexes doit clairement être réaffirmée comme une valeur fondamentale de la société québécoise.

³³ Fédération des femmes du Québec, p. 5.

Parmi les cas d'ajustements concertés qui, selon les acteurs qui les évoquent³⁴, ont remis en cause l'égalité des sexes, on retrouve à plusieurs reprises les cas suivants : l'affaire du YMCA qui avait accepté de givrer ses fenêtres³⁵, le Service de police de la Ville de Montréal et la SAAQ (Société de l'assurance automobile du Québec) qui ont suggéré à leurs employés de laisser leur place à leurs collègues masculins lorsqu'il s'agissait de cas concernant les juifs hassidiques et l'expulsion d'un père d'un cours prénatal où se trouvaient des mères de religion sikh, hindoue et musulmane. Selon le rapport final de CCPARDC, des distorsions importantes existent entre les perceptions de ces quatre faits et les faits eux-mêmes. Dans la manière dont les acteurs en parlent, il apparaît nettement que ce sont davantage les perceptions que les faits réels qu'ils rapportent. Par exemple, l'histoire de « l'expulsion » d'un père d'un cours prénatal est ainsi décrite par Bouchard et Taylor :

Durant le jour, le CLSC de Parc-Extension organise des rencontres de soutien et d'information adaptées à la clientèle du quartier, une clientèle très pauvre formée surtout d'immigrants (le sujet des soins prénatals y est abordé). Ce service est surtout utilisé par les femmes immigrantes, mais les hommes n'en sont pas exclus. Des cours prénatals pour les futures mères et leurs conjoints sont offerts en soirée dans les deux autres CLSC affiliés au Centre de santé et de services sociaux de la Montagne.³⁶

Enfin, dans la pratique, et sans préciser de motifs, l'Union des municipalités du Québec (UMQ) affirme que les élus s'opposent radicalement aux activités de baignades séparées pour raisons religieuses. Dans le même sens, la Communauté Sikh de Montréal s'oppose également à ces dernières en milieu scolaire.

Par ailleurs, plusieurs organismes évoquent le statut inférieur de la femme dans certaines cultures. Le mémoire de la CSDM évoque que lors des rencontres avec les parents, « l'homme est le principal interlocuteur, et lorsque la femme est présente (mère, conjointe, élève adulte), son rôle est souvent confiné à celui d'observatrice³⁷ ». Dans le même sens, le

³⁴ Le PLQ, le Bloc Québécois, la Ligue des droits et libertés (LDL), et la Fédération des femmes du Québec (FFQ).

³⁵ L'évènement est décrit dans la section 3.4 du chapitre II.

³⁶ Charles Taylor, et Gérard Bouchard, *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, Mai 2008, p. 71

³⁷ Commission scolaire de Montréal, p. 9.

Syndicat de la fonction public rapporte les cas de couples musulmans où l'homme répond systématiquement à la place de son épouse.

Enfin, la Fédération des femmes du Québec et Québec Solidaire expriment leur inquiétude de la montée des intégrismes religieux. Pour la FFQ, cette dernière a pris de l'ampleur depuis le 11 septembre 2001 et remet sérieusement en cause l'égalité des sexes. Pour Québec Solidaire, « à côté de femmes pleinement intégrées et porteuses des valeurs d'égalité, d'autres vivent dans des milieux issus de traditions conservatrices où les valeurs d'égalité sont peu présentes ³⁸ ».

Du point de vue des communautés immigrantes, la Communauté Sikh de Montréal considère qu'il est déplacé de considérer que les pratiques d'harmonisation compromettent l'égalité des sexes. En outre, elle affirme que: « Gender discrimination is universal in almost all religions and cultures and has been so since time immemorial. It will be presumptuous to single out minority religions in this context only ³⁹ ».

Pour l'Église Unie du Canada au Québec :

Il appartient à chaque groupe religieux de se tenir responsable de respecter ces principes et de s'engager à examiner comment leur foi peut s'engager à réaliser l'égalité des sexes et à valoriser les talents féminins au sein de leur propre tradition.⁴⁰

Cette dernière ainsi que Présence Musulmane Montréal s'inquiètent également du fait qu'en raison de la montée du fondamentalisme religieux, le regard est souvent davantage tourné vers les femmes qui portent le *hidjab* plutôt que vers les problèmes structurels d'iniquité que vivent les femmes (emploi, représentations aux différents niveaux, etc.). À ce propos, la FFQ, évoquant la politique québécoise en matière de condition féminine de décembre 2006, *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*, reproche qu'aucun texte de ce type ne figure aux côtés des textes fondamentaux. Cette dernière, qui affirme entre autres la nécessité de promouvoir « l'égalité entre les femmes et les hommes dans un

³⁸ Québec Solidaire, p. 5.

³⁹ The Sikh Community of Montreal, p. 12.

⁴⁰ Église Unie du Canada au Québec, p. 8.

contexte de diversité croissante sur les plans culturel et religieux ⁴¹», n'est par ailleurs nullement évoquée par les autres acteurs étudiés, et ce, malgré leur volonté de réaffirmer l'égalité des sexes.

Ainsi, il apparaît que l'égalité des sexes a été clairement mise de l'avant afin de légitimer une position ferme à l'égard des ajustements concertés qui ont marqué la « crise » des accommodements raisonnables. Avec du recul, le positionnement de certains acteurs, et notamment la demande d'amendement de la Charte par le Conseil du Statut de la Femme, peut apparaître assez excessif, mais laisse paraître une réelle crainte de la remise en cause de cette valeur de la société québécoise. Le point suivant, abordant la question de l'expression religieuse au sein de la sphère publique, est également très révélatrice des tensions latentes de la société.

1.4. L'expression de la diversité religieuse

La totalité des acteurs s'affirment en faveur d'un État neutre qui ne favorise aucune religion. Cependant, cela cache en réalité tous les désaccords concernant l'expression de la diversité religieuse, même au sein de l'appareil étatique. Parmi les vingt-sept acteurs étudiés, quatorze d'entre eux optent pour une laïcité ouverte, qui comprend la présence de symboles religieux dans la sphère publique. Outre la quasi-totalité des groupes religieux (hormis le Congrès Juif canadien), la laïcité ouverte est également défendue par les deux acteurs du milieu scolaire, trois partis politiques⁴², et la Ligue des droits et libertés (LDL). Pour le Bloc Québécois,

⁴¹ Direction générale des politiques, avec la collaboration du Secrétariat à la condition féminine du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*, Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes, 2007, p.38.

⁴² Le PQ, QS et le Bloc Québécois. Le PLQ souhaite poser la question de la laïcité aux citoyens québécois mais ne se prononce pas en faveur de l'une ou l'autre.

L'impartialité de l'État vis-à-vis des croyances et des cultes n'implique aucunement le refus de l'expression religieuse sur la place publique. On ne peut pas et on ne doit pas l'interpréter comme une interdiction de manifester ses croyances religieuses (ou son absence de croyance) dans l'espace public ni même, dans une certaine mesure, au sein des institutions publiques. Ce ne serait pas conforme à la tradition québécoise de tolérance. Au contraire, les personnes ont le droit d'exercer leur liberté de conscience et de religion et de l'exprimer publiquement, ce que permet précisément la laïcité des institutions. C'est en ce sens que nous parlons de laïcité ouverte.⁴³

Selon le sondage réalisé par l'Union des municipalités du Québec (UMQ), 22% des élus municipaux ont déclaré vouloir « une laïcité intégrale, où aucune forme d'expression religieuse n'a sa place dans l'institution municipale », et 37 %, optent pour « une laïcité forte », où seuls des signes religieux et des références à des fêtes religieuses qui constituent des éléments du patrimoine et de l'identité québécoise⁴⁴ sont autorisés. L'UMQ précise que les répondants de la communauté métropolitaine de Montréal sont plus nombreux (39 %) que la moyenne (22 %) à réclamer une laïcité intégrale. En outre, le sondage révèle également que 27% des répondants sont favorables à une prière à haute voix avant une séance du conseil.

Plus radical, le Mouvement laïque québécois (MLQ) se prononce en faveur d'un modèle laïque de type républicain, soit qui ne tolère aucune expression publique des croyances religieuses. Par ailleurs, le CSF soutient fortement que l'État doit « absolument, au nom des valeurs collectives et du respect de la dignité humaine⁴⁵ » apporter des balises à l'expression de la diversité religieuse.

Pour le CCIQ, « le modèle de laïcité intégrale se donne le droit de juger un acte qui trouve ses racines dans le cœur et la conscience d'un humain⁴⁶ ». En cela, le CCIQ associe cette dernière à « une dictature de la majorité⁴⁷ ». Pour l'Association des étudiants musulmans de l'Université McGill,

⁴³ Bloc Québécois, p. 31.

⁴⁴ Union des municipalités du Québec, p. 4.

⁴⁵ Conseil du statut de la femme, p. 17.

⁴⁶ Centre culturel islamique de Québec, p. 7.

⁴⁷ Centre culturel islamique de Québec, p. 7.

Secularism can be interpreted from an exclusionist perspective to serve as a tool to gain cultural hegemony, assimilate minorities, and deny their religious and cultural rights. As such, it is a form of discrimination and cultural racism. In contrast, the inclusive interpretation of secularism realizes the ideal of neutrality of the state without infringing on the rights of any member in society and ensures real equality among all citizens.⁴⁸

Cependant, l'Assemblée des évêques catholiques du Québec craint que « les réclamations fortement médiatisées de quelques groupes religieux risquent d'entraîner une radicalisation du laïcisme ⁴⁹ ». Aussi, pour Québec Solidaire, il importe de trouver un juste milieu :

Les solutions simples du type « tout refuser ou tout accepter » sont à proscrire. Il nous faut éviter deux écueils : l'acceptation de demandes déraisonnables au nom d'une vision exacerbée du pluralisme ou le refus de la diversité sur la base d'une vision étroite de la laïcité. Dans les deux cas, l'intolérance guette et des ghettos peuvent se construire.⁵⁰

Enfin, à ce sujet, trois acteurs, le MLQ, le CSN et le Syndicat de la fonction publique du Québec s'expriment en faveur de l'écriture d'une Charte de la laïcité.

Par ailleurs, on peut noter une volonté de reconnaissance des représentants des confessions religieuses chrétiennes. Pour l'Assemblée des évêques catholiques du Québec, il faudrait « maintenir ou instaurer des espaces de dialogue avec les représentants autorisés des diverses religions », et commencer à considérer ces derniers comme « des partenaires valables pour discuter des enjeux sociaux ⁵¹ ». Également, pour l'Église Unie du Canada au Québec, les aumôneries et les services de pastorale œcuméniques et interreligieuses qui prennent place dans les institutions publiques et qui « suggèrent un modèle valide pour une société sécularisée ouverte et inclusive », devraient être « intégrés dans nos institutions publiques au moyen d'un processus clair de dialogue et de responsabilisation ⁵² ».

⁴⁸ The Muslim Student Association of McGill University, p. 4.

⁴⁹ L'Assemblée des évêques catholiques du Québec, p. 5.

⁵⁰ Québec Solidaire, p. 10.

⁵¹ Assemblée des évêques catholiques du Québec, p. 9.

⁵² Église Unie du Canada au Québec, p. 14.

Enfin, concernant le nouveau programme scolaire Éthique et Culture religieuse, aucun des acteurs n'exprime de désaccord avec sa création. Pour la CSDM, ce dernier dénote « l'acceptation de la diversité religieuse dans le monde scolaire ⁵³ ». Cependant, toujours dans le milieu scolaire, les deux acteurs qui y œuvrent, ainsi que la LDL, s'opposent au financement des écoles privées à caractère religieux ou réservés à des communautés culturelles. Ces dernières transmettent souvent, selon la Fédération des commissions scolaires du Québec, « des valeurs propres à certains groupes », allant « à l'encontre des valeurs actuelles de la société québécoise ⁵⁴ ». À cela le PLQ répond indirectement que :

Les familles religieuses qui œuvrent sur le territoire québécois possèdent des libertés étendues. [...] Plusieurs d'entre elles reçoivent aussi de l'aide directe de l'État, pour remplir des œuvres utiles socialement et en prolongement des missions de l'État, particulièrement dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, de l'éducation populaire, des loisirs et de la culture. Cet état de fait mérite de subsister. ⁵⁵

Ainsi, mis à part pour les groupes religieux, les partis politiques et les organismes du milieu scolaire, la laïcité de type ouverte ne semble pas réunir tant de sympathisants. Toutefois, un nombre important d'acteurs ne s'est tout simplement pas prononcé sur la question de la laïcité. C'est le cas par exemple du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN), du Parti Libéral du Québec (PLQ), de la Fédération Québécoise des Municipalités ou encore du Conseil des relations interculturelles (CRI). Afin d'approfondir cette problématique, nous allons aborder dans les points suivants les sujets liés à l'expression des croyances religieuses qui semblent demeurer les plus litigieux. Ce sont les signes religieux et notamment les signes religieux musulmans, la présence des symboles religieux dans les lieux publics, et enfin les congés pris par les employés pour motifs religieux.

1.4.1. Les signes religieux

Pour le Mouvement laïque québécois, les symboles religieux ne peuvent faire l'objet d'accommodement car ils traduisent une vision intégriste de la religion :

⁵³ Commission scolaire de Montréal, p. 3.

⁵⁴ Fédération des commissions scolaires du Québec, p. 10.

⁵⁵ Parti Libéral du Québec, p. 11.

Ce ne sont pas tous les sikhs qui portent un kirpan, toutes les musulmanes qui portent le hidjab, tous les juifs qui ont besoin d'un érouv, tous les chrétiens qui refusent de travailler le dimanche. Quelle est la différence entre celui qui s'astreint à ces règles et celui qui s'ajuste au contexte social ambiant? La différence se situe entre une vision intégriste et une vision flexible de la religion.⁵⁶

En ce qui concernent les demandes relatives aux signes religieux ou à des lieux de prières, l'UMQ soutient que « c'est d'abord aux religions de continuer à accommoder leurs fidèles et non pas à l'institution municipale de le faire ⁵⁷ ». Dans le même sens, pour le Mouvement laïque québécois,

Les pratiquants doivent assumer les responsabilités qui découlent des contraintes qu'ils choisissent de se donner en adoptant des rituels contraignants au regard de la société civile laïque.⁵⁸

Il importe de noter que l'avis du Mouvement laïque québécois se distingue clairement de tous les autres mémoires par son refus de toute manifestation d'une quelconque expression religieuse.

Cela étant, même s'ils ne l'expriment pas ainsi, plusieurs acteurs souhaitent les interdire tout de même dans certaines situations. Cela est, sans surprise, plus fréquemment évoqué par les acteurs de la majorité. Pour neuf acteurs associés à la majorité⁵⁹ et un aux minorités (Le Forum Musulman Canadien), le port de symboles religieux ostentatoires⁶⁰ doit être réprouvé lorsque la fonction professionnelle de l'individu incarne la neutralité religieuse de l'État. À ce titre, tous s'entendent pour affirmer que c'est le cas des juges. Concernant les

⁵⁶ Mouvement laïque québécois, p. 8.

⁵⁷ Union des municipalités du Québec, p. 6.

⁵⁸ Mouvement laïque québécois, p. 8.

⁵⁹ Ces neuf acteurs sont les deux acteurs représentant les municipalités, l'UMQ et la Fédération Québécoise des Municipalités, les trois partis politiques suivants, le Bloc Québécois, le PQ, QS, et le CSF, le MLQ, le Syndicat de la fonction publique du Québec ainsi que l'Église Unie du Canada au Québec. Le Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés ethnoculturelles n'est pas compté ici malgré un certain inconfort qu'il exprime, comme le montre son avis dans ce point.

⁶⁰ Aucun des acteurs ne définit dans son avis ce qu'il entend par « ostentatoire ». Dans la majorité d'entre eux, l'adjectif apparaît dans les recommandations. Le Syndicat de la fonction publique est le seul à préciser que cela peut désigner autant le voile islamique, que le turban, le kirpan et le crucifix.

fonctionnaires, les avis diffèrent. Par exemple, l'UMQ recommande « l'adoption d'un code vestimentaire réglementant, voire prohibant, les signes extérieurs manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ⁶¹ » dans les institutions municipales. Le PQ, quant à lui, pense que cela ne pourrait s'appliquer qu'aux « représentants des institutions publiques œuvrant dans des postes d'autorité et qui sont en contact avec le public ⁶² », mais reconnaît toutefois qu'il y a « des difficultés d'une mise en œuvre d'une telle orientation ⁶³ ».

Par ailleurs, pour l'Église Unie du Canada au Québec, un débat de société est nécessaire pour déterminer les professions où une « "neutralité radicale", de fond comme de forme, doit s'appliquer ⁶⁴ ». Enfin, rapportant divers faits témoignant de l'absence d'une règle claire sur la question, qui ainsi laisse « planer le doute sur le caractère laïque de l'État québécois ⁶⁵ », le Syndicat de la fonction publique souhaite que :

Le devoir de réserve tel que défini par la Loi sur la fonction publique, qui impose au personnel de la fonction publique de ne pas afficher leurs allégeances politiques, s'étende à l'appartenance religieuse. ⁶⁶

En cela, le Syndicat de la fonction publique exprime son désir d'interdire juridiquement les signes religieux. Aussi, sans pour autant légiférer sur la question, Québec Solidaire soutient à propos des employés de la fonction publique que

Ces derniers doivent placer l'éthique reliée à leur fonction au-dessus de leurs croyances personnelles, religieuses et politiques. Il en va de la confiance placée par les citoyens dans leurs institutions publiques. ⁶⁷

Plus nuancé, le Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux, avoue qu'« une juxtaposition de symboles religieux et professionnels, [risque] de créer une

⁶¹ Union des municipalités du Québec, p. 5.

⁶² Parti Québécois, p. 11.

⁶³ Parti Québécois, p. 11.

⁶⁴ Église Unie du Canada au Québec, p. 12.

⁶⁵ Syndicat de la fonction publique du Québec, p. 21.

⁶⁶ Syndicat de la fonction publique du Québec, p. 24.

⁶⁷ Québec Solidaire, p. 12.

ambiguïté ⁶⁸», et recommande qu'une politique vestimentaire claire soit adoptée dans chaque établissement. Par ailleurs, pour le Bloc Québécois et Québec Solidaire, ces signes religieux devraient également être interdits lorsqu'ils remettent en question le respect des règles de sécurité et d'hygiène.

Par ailleurs, du côté des groupes minoritaires religieux, pour quatre acteurs sur sept ⁶⁹, il serait néfaste d'interdire les signes religieux si ces derniers ne remettent pas en question les droits individuels ou l'accomplissement des fonctions liées à un travail. Les interdire totalement, pour Présence Musulmane, traduit « une vision très ethnocentrique de la religion » et revient à discriminer « toutes les autres religions dont l'une ou l'autre des pratiques nécessite une forme de manifestation extérieure ⁷⁰ ». Pour l'Association des étudiants musulmans de l'Université McGill également, « Limiting certain religious or cultural expressions means excluding certain segments of the population and depriving them of their rights ⁷¹ ».

Il semble évident ici que le port de signes religieux représente un des centres névralgiques de la crise. Le fait que la moitié des acteurs associés à la majorité (incluant les partis politiques qui revendiquent pourtant une laïcité ouverte) exprime leur désaccord avec le port de ces derniers dans les institutions publiques, montre les limites de l'ouverture à la diversité qu'ils proposent. Dans le point suivant, nous tentons de cerner les raisons de ces limitations à travers l'analyse des perceptions des signes religieux les plus problématiques.

1.4.2. Le *hidjab*, le *niqab*, la *burka*

Au cours de l'année 2007, la question du voile – sous toutes ses formes – chez la femme musulmane a spécialement retenu l'attention, et même focalisé celle-ci.

⁶⁸ Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux, p. 9.

⁶⁹ La communauté Sikh de Montréal, l'Association des étudiants musulmans de l'université McGill, Présence Musulmane Montréal et le Centre culturel islamique de Québec (CCIQ).

⁷⁰ Présence Musulmane Montréal, p. 13.

⁷¹ The Muslim Student Association of McGill University, p. 4.

Huit acteurs de la majorité sur vingt⁷² – dont les acteurs du milieu scolaire qui sont les seuls ici à ne pas s'être opposés au port des signes religieux dans les institutions publiques – exposent dans leur avis un certain inconfort par rapport aux signes religieux. Or, dans ces derniers, les signes religieux musulmans sont la plupart du temps les seuls évoqués. Pour la CSDM, la montée du port du *hidjab* soulève des craintes que cela amène des élèves à vouloir porter la *burka* ou le *niqab*⁷³ qui empêche de voir le visage de la personne. Pour cette dernière, le Bloc Québécois et le MLQ, l'anonymat ne peut être toléré et donc ces signes religieux ne peuvent être acceptés. Le Syndicat de la fonction publique aborde plusieurs situations en lien avec le *niqab* où l'employé de l'État n'a pas su comment réagir.⁷⁴ Pour le Conseil du statut de la femme, une enseignante musulmane, même si elle le fait de son plein gré, ne peut avoir le droit de porter le *niqab* pour la raison suivante :

Le *niqab* véhicule de toute évidence un message de soumission de la femme, qui ne saurait être transmis à de jeunes enfants dans le cadre d'un enseignement laïque devant promouvoir des valeurs d'égalité entre les femmes et les hommes.⁷⁵

Pour le Centre culturel islamique de Québec (CCIQ), la pression sociale, culturelle, voire médiatique, des femmes qui portent le *hidjab* est alarmante. Sur les raisons de cet « acharnement » sur les femmes musulmanes, le CCIQ écrit que :

Au nom de quoi [cet acharnement]? Peut-être au nom d'une volonté d'assimilation ou, tout au contraire, d'une volonté de pousser les musulmans vers un ghetto que l'on se permet de condamner en même temps.⁷⁶

⁷² Ce sont les deux acteurs du milieu scolaire, l'UMQ, le Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés ethnoculturelles, le CSF, le Bloc Québécois, le Mouvement laïque québécois (MLQ), et le Syndicat de la fonction publique du Québec.

⁷³ Le *niqab* est un voile qui couvre tout le visage (sauf les yeux). La *burqa* est un habit qui couvre tout le corps, le visage, et a une grille au niveau des yeux qui permet de voir sans être vu.

⁷⁴ Par exemple, le Syndicat de la fonction publique raconte l'histoire d'une ex-formatrice en francisation, elle-même issue de l'immigration, qui ne pouvait s'assurer de l'identité d'une femme en *niqab* et avec d'épais verres fumés lors d'un examen. D'autres exemples, où la personne concernée se pénalise elle-même sont également évoqués. Par exemple, celui d'une personne qui manquait ses traitements en physiothérapie parce qu'elle devait fréquenter la mosquée au moment du rendez-vous.

⁷⁵ Conseil du statut de la femme, p. 13.

⁷⁶ Centre culturel islamique de Québec, p. 12.

Aussi, pour Présence Musulmane, ceci résulte du choc entre plusieurs cultures :

Il est essentiel alors pour nous, en Occident, de reconnaître cela. Le problème est que souvent on ne reconnaît qu'un modèle de la modernité et de l'émancipation des femmes, et qui est un modèle occidental particulier. La modernité ne peut donc être atteinte que par le rejet du sacré, et l'émancipation de la femme que par sa libération du cadre religieux. Il est important de pouvoir, au Québec par exemple, se décentrer de sa position et de ses références historiques, pour essayer de comprendre l'Autre, selon ses propres références historiques et sociales, et lui permettre de réaliser un même objectif, mais par des moyens différents.⁷⁷

Enfin, l'Église Unie du Canada au Québec conclut à ce sujet :

Quelle ironie que dans une société admirée internationalement pour ses positions féministes progressistes, nous recyclions le paternalisme d'un temps révolu en prétendant savoir comment devrait vivre ce nouveau groupe de femmes.⁷⁸

Ainsi, le refus des signes religieux semble solidement rattaché à leur représentation en Occident. Le port du voile, ayant ainsi trop longtemps symbolisé la soumission des femmes, et son abandon, l'émancipation de ces dernières, son acceptation semble difficile. Pourtant, à mon sens, s'il demeure qu'il est insensé d'obliger une femme à porter le voile, il m'apparaît tout aussi autoritaire et injuste d'obliger une femme à l'enlever.

1.4.3. Les symboles religieux dans les lieux publics et les congés pour motifs religieux

Pour le PQ, le Congrès Juif canadien et Présence Musulmane Montréal, en raison de l'attachement important aux éléments du patrimoine religieux du Québec, un traitement différent s'impose pour ces derniers. Pour le PQ, « il existe des symboles religieux qui font partie de notre patrimoine et de notre identité que nous ne voulons pas voir disparaître ⁷⁹ ». Aussi, pour le Congrès Juif canadien, les espaces publics devraient être neutres et ne contenir aucun signe religieux, sauf si ce dernier a une « signification patrimoniale exceptionnelle ⁸⁰ ». Pour l'Église Unie du Canada au Québec, véritable tenant de l'ouverture aux symboles religieux,

⁷⁷ Présence Musulmane Montréal, p. 9.

⁷⁸ Église Unie du Canada au Québec, p. 8.

⁷⁹ Parti Québécois, p. 11.

⁸⁰ Congrès Juif Canadien, p. 14.

La croix du Mont-Royal, la sonnerie des cloches, l'appel à la prière du muezzin, les tentes du *shukot*, sont autant d'invitations à la réflexion, à la rencontre, à l'ouverture et à la prise de conscience de notre diversité.⁸¹

Elle ajoute que

Il faut cependant aussi éviter avec soin, dans une société sécularisée, l'envahissement des signes religieux dans l'espace public commun, afin de respecter également les personnes areligieuses ou athées dont les convictions et valeurs morales ne procèdent pas de référents religieux.⁸²

À cet égard, il n'est pas très facile de comprendre où commence l'invitation à la rencontre et où débute l'envahissement, selon l'Église Unie du Canada au Québec.

Concernant les lieux de prières, cinq acteurs s'opposent fermement à l'accord de lieux de prières dans les établissements scolaires, les mairies, etc.⁸³ À l'inverse, quatre acteurs encouragent l'aménagement d'un espace de recueillement neutre.⁸⁴ À cet égard, Québec Solidaire soutient « il est tout à fait acceptable qu'un lieu de méditation et de prière soit disponible pour tout le monde, croyants ou non-croyants, dans les hôpitaux, les CHSLD ou les universités⁸⁵ ». Pour l'Association des étudiants musulmans de l'Université McGill, qui s'est vu refuser une demande de local de prière :

Denying the reasonable accommodation of minorities' needs such as prayer spaces will marginalize these minorities by creating disincentives to participate fully and equally in the function of important institutions such as universities. [...] By using the argument of secularism to deprive minorities of their religious and cultural rights will have the opposite effect.⁸⁶

Par ailleurs, selon les acteurs agissant dans le milieu scolaire, (la Fédération des commissions scolaires du Québec et la Commission scolaire de Montréal) ainsi que pour le

⁸¹ Église Unie du Canada au Québec, p. 10.

⁸² *Ibid.*, p.10.

⁸³ Ce sont la Fédération des commissions scolaires du Québec, la CSDM, le MLQ, l'UMQ et le Bloc Québécois.

⁸⁴ Il s'agit du Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux, de Québec Solidaire, de l'Association des étudiants musulmans de l'Université McGill et de la communauté Sikh de Montréal.

⁸⁵ Québec Solidaire, p. 12.

⁸⁶ The Muslim Student Association of McGill University, p. 2.

Syndicat de la fonction publique du Québec, le problème se situe du côté des congés du personnel pour motifs religieux. En effet, des tensions ressortent du problème d'iniquité entre ceux qui ont des congés supplémentaires pour motifs religieux et ceux qui n'en ont pas. Pour le Syndicat de la fonction publique, ces accommodements créent des surcharges de travail pour ceux qui n'en bénéficient point. Or, ceci ne semble guère être perçu par l'Union des municipalités du Québec, qui, affirmant que les demandes concernant l'aménagement du temps de travail ou les horaires sont souvent acceptées, considère qu'il n'y a aucun problème par rapport aux congés pour motifs religieux.

Pour y remédier, la Fédération des commissions scolaires du Québec recommande directement au gouvernement qu'il légifère sur la question afin d'établir un traitement équitable pour tous les employés. Enfin, du côté des acteurs représentant les minorités, la Communauté Sikh de Montréal affirme ne pas approuver les congés payés pour motifs religieux dans le secteur privé, mais ne semble pas s'y opposer dans le secteur public.

Ainsi, que ce soit la présence d'un symbole religieux non rattaché au patrimoine historique, l'ouverture d'un local de prière, ou l'accord d'un congé pour motif religieux, tout cela semble créer des malaises au sein de la majorité. *In fine*, la présence en elle-même du religieux dans l'espace public semble problématique. En effet, l'analyse démontre que, mis à part les groupes religieux, la Ligue des droits et libertés est le seul acteur à s'affirmer en faveur d'une laïcité ouverte et à ne pas signifier d'inconfort vis-à-vis des signes religieux ou des locaux de prières. Le religieux, rattaché à l'histoire du Québec, ne semble plus être le bienvenu dans l'espace public actuel. Comme l'affirment l'Assemblée des évêques catholiques du Québec et Présence Musulmane Montréal, il importe aujourd'hui de prendre en compte un passé religieux au Québec « non assumé, refoulé ⁸⁷ ».

2. L'interprétation des avis

À l'instar du modèle intercommunitariste, le principe des accommodements raisonnables est peu remis en cause. Selon les opinions des acteurs, l'accommodement raisonnable est clairement mis en avant comme un outil de reconnaissance. C'est donc cet enjeu de la

⁸⁷ Présence Musulmane Montréal, p. 2.

reconnaissance publique des pratiques des membres des minorités ethniques que cache le débat sur les accommodements raisonnables. C'est véritablement le libéralisme renouvelé qui est ici à l'épreuve au sein de la société québécoise. Tel que nous l'avons vu avec Eid et Bosset, l'accommodement raisonnable s'accorde parfaitement avec la « citoyenneté multiculturelle » théorisée par Kymlicka. Or, c'est indéniablement au sujet des accommodements raisonnables pour motifs religieux, ou sur l'expression de la diversité religieuse, que les avis sont les plus divisés, et que le principe de reconnaissance ne fait plus l'unanimité. D'une part, se distinguent le Mouvement laïque québécois et les résultats du sondage de l'Union des municipalités du Québec par leur plus grande intolérance aux expressions religieuses. Le Conseil du statut de la femme se démarque également par sa recommandation que soit amendée la Charte québécoise. Nous sommes donc assez loin de la reconnaissance évoquée plus haut du droit à « une identité culturelle différenciée ⁸⁸ ». D'autre part, les acteurs représentant les groupes religieux récemment arrivés expriment leur sentiment de rejet par la société d'accueil. Autrement, les acteurs s'opposent le plus souvent à un type de demande ou expriment des réticences face à une des multiples manières d'exprimer une appartenance religieuse sur la sphère publique.

En outre, l'étude d'Helly, Mc Andrew et Lavallée montre que les dirigeants d'ONG considèrent que le traitement différentiel est nécessaire et légitime ⁸⁹. Selon ces auteurs, « il est possible, au dire des personnes interrogées, de trouver un équilibre entre ces aménagements [des aménagements particuliers liés aux droits individuels] et l'identité collective ⁹⁰ ». Or, c'est précisément cela qui ne fait guère toujours consensus au sein de la société. Comme Woehrling le soutient, « l'esprit humain tend presque irrésistiblement à concevoir l'égalité comme résultant d'un traitement identique pour tous ⁹¹ ». Néanmoins, d'une manière générale, peu d'acteurs affirment, à l'instar de Dominique Schnapper ou de

⁸⁸ Sylvie Mesure, Alain Renaut, *op. cit.*, p. 96.

⁸⁹ Helly, Denise, Marc Lavallée et Marie Mc Andrew, *op.cit.*, p. 288

⁹⁰ *Ibid.*, p. 289

⁹¹ José Woehrling, *op. cit.*, p.396.

Nathan Glazer cités dans le cadre théorique, que la citoyenneté différenciée ne peut que favoriser la fragmentation sociale.⁹²

Par ailleurs, si l'« effet boule de neige », ou les abus, que peut produire l'accommodement raisonnable est abordé plusieurs fois par les acteurs, l'argument avancé par Woehrling que l'accommodement produit « ses propres limites » n'est guère énoncé. Cela montre, une fois de plus, la position peu rassurée des acteurs vis-à-vis des accommodements raisonnables. Enfin, les critiques constatées par Woehrling dans le chapitre II ne sont pas évoquées. En effet, mis à part le Mouvement laïque québécois et l'Union des Municipalités du Québec, aucun acteur n'affirme que le principe d'accommodement favorise la ghettoïsation des minorités ou porte préjudice à ces dernières. Toutefois, on a pu voir que ce qui a porté atteinte aux membres des minorités, c'est la perception des accommodements par la majorité, du fait que cette dernière s'est renfermée sur elle-même⁹³.

2.1. Le climat de la « crise »

Par ailleurs, même si la plupart des acteurs tâchent de prendre du recul face à la période dite de « crise » qui a amené à la création de la CCPARDC, ce climat a indéniablement teinté les avis qui y ont été déposés. Pour Marie Mc Andrew, la « crise » des accommodements raisonnables avait quelque chose d'irréel :

On a parfois l'impression de vivre un mauvais rêve éveillé, comme si on avait été transporté dans le Québec d'avant 1977 où la nation canadienne-française se concevait comme homogène et vivait son rapport à l'Autre sur le mode de la menace identitaire.⁹⁴

Aussi, l'auteure ajoute que

⁹² Dominique Schnapper, « Comment reconnaître les droits culturels? », p. 264.

⁹³ Je reviens sur ce sujet dans le chapitre VI.

⁹⁴ Marie Mc Andrew, « Des balises pour une société ouverte et inclusive », *Option politique*, septembre 2007, p. 45.

La dichotomisation « Eux/Nous » n'est pas le seul travers inquiétant du débat actuel au plan des rapports ethniques. Elle s'accompagne, en effet, d'une tendance à l'infériorisation, soit la dévalorisation des comportements ou des traits culturels de l'Autre, et d'une généralisation d'images négatives à l'ensemble des groupes minoritaires.⁹⁵

À ce titre, il me semble que les individus de confession musulmane ont été les premiers concernés par ce que le CCIQ a qualifié d'« acharnement ». D'autant plus que, d'une manière générale, ceci vient s'ajouter à des tendances déjà présentes de stigmatisation ou de rejet (principalement suite aux attentats du 11 septembre 2001) qui créent un terrain favorable pour cette infériorisation évoquée par Mc Andrew. Selon une étude d'Influence Communication qui portait sur une période de deux ans, les nouvelles qui portent sur la diversité culturelle, les événements multiculturels, ou encore la situation des immigrants au Canada, ont diminué de plus de 40% depuis juin 2006. Or, c'est à ce moment-là que celles portant sur la question de l'accommodement raisonnable se sont considérablement accrues. Ainsi, au Canada, « les thèmes du multiculturalisme et des communautés ethniques ont été mentionnés en marge de sujets controversés ou de situations conflictuelles dans 72% des cas ⁹⁶ » depuis l'été 2006. Or, ceci est sans évoquer l'instrumentalisation politique qui peut être effectuée par des partis politiques comme l'Action Démocratique du Québec (ADQ) au Québec.

En cela, il m'apparaît que l'on peut facilement s'écarter de la problématique principale, soit l'état réel de l'intégration des immigrants et des relations interethniques au Québec. En outre, comme Woehrling l'affirmait, c'est lorsqu'une minorité se sent menacée qu'elle est plus susceptible de succomber à « la tentation du fondamentalisme et de l'intégrisme pour se défendre ⁹⁷ ». En cela, il me semble qu'il faut continuer à promouvoir l'accommodement raisonnable, dans le sens où, d'une part, il traduit souvent, comme l'affirme Kymlicka, une demande d'une plus grande intégration⁹⁸, et d'autre part, comme le Conseil des relations interculturelles le soutient :

⁹⁵ *Ibid.*, p. 50.

⁹⁶ Influence Communication, *Communautés ethniques et multiculturalisme: Les associations négatives occupent de plus en plus d'espace dans les médias*, Communiqué de presse, 12 janvier 2007.

⁹⁷ José Woehrling, *op. cit.*, p. 400.

⁹⁸ Voir 3.2.2. du chapitre I au sujet de la question de l'identité nationale.

La société dans son ensemble gagne à promouvoir la diversité comme un moteur de changement dans la poursuite de la lutte pour l'intégration et la participation de toutes les minorités. Divers outils ont été développés en ce sens et l'accommodement raisonnable en est un.⁹⁹

⁹⁹Conseil des relations interculturelles, p. 28.

CHAPITRE VII

LA PERCEPTION DU PLURALISME

1. La perception de la diversité

1.1. La richesse de la diversité

Globalement, dix acteurs sur vingt associés à la majorité affirment percevoir la diversité comme une grande richesse. Les acteurs qui défendent ce point de vue sont la Commission scolaire de Montréal (CSDM), l'UMQ, les quatre partis politiques, le Conseil central du Montréal métropolitain (CSN), et les trois groupes religieux chrétiens étudiés¹. Pour la CSDM, la diversité est perçue comme « un enrichissement, une force, un atout extraordinaire puisqu'elle permet d'établir un rapport culturel interactif et dynamique ² ». Dans le même sens, l'UMQ « adhère pleinement à la vision d'une société québécoise pluraliste et ouverte sur le Monde ³ ». Pour le Parti Libéral, très dithyrambique sur le sujet, « cette diversité fournit la société en une variété d'idées, de perspectives, de connaissances et de compétences qui peuvent améliorer de manière importante sa capacité à prospérer ⁴ ». Pour le Centre justice et foi, « la reconnaissance du pluralisme comme dimension constitutive de la richesse de l'identité québécoise est un acquis fondamental de la Révolution tranquille dont nous bénéficions tous ⁵ ». Enfin, l'Église Unie du Canada au Québec soutient qu'« il faut célébrer la diversité ⁶ ».

Pour les acteurs qui suivent, ce pluralisme contribue à une plus grande ouverture sur le monde. En effet, pour le PLQ, « la cohabitation contribue aussi à un certain adoucissement des mœurs, à une plus grande ouverture face à l'Autre et aux différences qu'il véhicule ⁷ ».

¹ L'Assemblée des évêques catholiques du Québec, l'Église Unie du Canada au Québec et le Centre justice et foi.

² Commission scolaire de Montréal, p. 4.

³ Union des municipalités du Québec, p. 8.

⁴ Parti Libéral du Québec, p. 13.

⁵ Centre justice et foi, p. 5.

⁶ L'Église Unie du Canada, p. II.

⁷ Parti Libéral du Québec, p. 13.

Québec Solidaire soutient que « dans un tissu social plus hétérogène, les différences de mode de vie, sexuelles et autres choquent moins facilement ⁸ ».

Pour l'Assemblée des évêques du Québec et Québec Solidaire (QS), l'immigration représente un rappel des belles valeurs traditionnelles. L'Assemblée des évêques du Québec souligne les « valeurs de solidarité, de justice sociale, de partage des richesses, [...] dont beaucoup de nouveaux arrivants nous rappellent l'actualité ⁹ ». De même, QS parle des « cultures qui interpellent le Québec » avec, par exemple, « les familles d'origine africaine qui apportent une grande attention à leurs personnes âgées ¹⁰ ».

Pour le Conseil des relations interculturelles (CRI) et le Parti Libéral du Québec (PLQ), l'utilité de la diversité est clairement mise de l'avant. Pour le CRI, la diversité est décrite comme un « *levier de performance globale* ¹¹ ». Valoriser cette dernière équivaut pour celui-ci à « une réponse à la fois stratégique, politique et sociale à la transformation de la société ¹² ». Le CRI parle également du coût et de l'investissement que représente la diversité, dans un but également de la promouvoir : « la promotion de la GDE [Gestion de la diversité ethnoculturelle] exige de faire le lien entre le coût/investissement de la diversité et la rentabilité de l'entreprise ¹³ ». Enfin, pour le PLQ :

Si la diversité comporte plusieurs avantages indéniables pour la société d'accueil, lorsqu'il est question de développement économique, il serait plus juste de parler de nécessité. Ce même contexte de mondialisation doit nous rappeler qu'il y a un coût économique important à une perception d'intolérance ou de fermeture. ¹⁴

Étant considéré comme une des valeurs importantes de la société québécoise, le pluralisme est hautement valorisé par les acteurs étudiés. Cependant, ceci n'engendre pas forcément une attitude collective favorable à la diversité et les réserves demeurent

⁸ Québec Solidaire, p. 7.

⁹ L'Assemblée des évêques du Québec, p. 16.

¹⁰ Québec Solidaire, p. 7.

¹¹ Conseil des relations interculturelles, p. 5.

¹² Conseil des relations interculturelles, p. 5.

¹³ Conseil des relations interculturelles, p. 5.

¹⁴ Parti Libéral du Québec, p. 14.

nombreuses. En ce sens, le point suivant aborde les difficultés ou les défis engendrés ou perçus comme tel, par le pluralisme de la société québécoise que les acteurs étudiés évoquent dans leurs mémoires.

1.2. Les difficultés relatives à la diversité

1.2.1. La remise en cause de l'identité québécoise

Pour l'Assemblée des évêques du Québec, « accueillir l'étranger...est dérangeant et [...] nous met directement en contact avec des façons de vivre, de penser, de prier et de travailler différentes des nôtres ¹⁵ ». Selon quatorze avis ¹⁶, la diversité inhérente à la société d'accueil touche une corde sensible, soit celle de l'identité collective des Québécois. Pour l'Assemblée des évêques catholiques du Québec, « une juste perception de sa propre identité est condition du rapport que l'on instaure avec l'autre ¹⁷ ». Or, comme le précisent la Ligue des droits et libertés ou Québec Solidaire, « cette dernière [l'identité] évolue, et ne peut qu'être source de préoccupations constante ¹⁸ ».

En outre, pour le Bloc Québécois, Présence Musulmane Montréal ou encore l'Église Unie du Canada au Québec, ce malaise identitaire est particulièrement perturbant si la société d'accueil vit dans un état d'insécurité. Pour ces derniers, c'est le cas du Québec en raison de son statut minoritaire. Pour l'Assemblée des évêques du Québec, ce fût le cas des Canadiens français devant une immigration majoritairement anglophone et protestante, mais elle ajoute que, depuis trente ans, « cette société a développé une confiance en elle-même qui a entraîné chez elle plus d'ouverture à l'étranger ¹⁹ ».

¹⁵ L'Assemblée des évêques du Québec, p. 12.

¹⁶ Soit ceux de la Fédération Québécoise des Municipalités, du Conseil des relations interculturelles, du Conseil du statut de la femme, des quatre partis politiques, de la Fédération des femmes du Québec, de la Ligue des droits et libertés, des trois groupes religieux chrétiens et deux groupes religieux musulmans, Présence Musulmane Montréal et l'Association des étudiants musulmans de l'université McGill.

¹⁷ Assemblée des évêques catholiques du Québec, p. 15.

¹⁸ Ligue des droits et libertés, p. 3.

¹⁹ L'Assemblée des évêques du Québec, p. 13.

Du côté des groupes minoritaires, Présence Musulmane Montréal perçoit que le statut du Québec de société francophone minoritaire au sein du Canada crée à tort « une paranoïa sociale importante », qui peut parfois mener la société québécoise à prôner « une assimilation qu'elle refuse, elle-même, de subir en tant que minorité ²⁰ ». De la même manière, pour la Communauté Sikh de Montréal, ce problème d'identité a de lourdes conséquences sur l'intégration des immigrants :

The difficulty is caused by the uncompromising belief of some that Quebec identity cannot rely solely on the French language for its protection. That, to become fully integrated in Quebec, food, religion and a dress code for all new arrivals must also be controlled.²¹

Pour le Centre justice et foi, de telles peurs alimentent « un sentiment de crise qui peut facilement dégénérer en recherche de boucs émissaires ²² » qui peuvent s'incarner dans la figure de l'étranger. Ainsi, cette « figure de l'étranger, du *différent*, de l'*autrement croyant* peut être vite identifiée comme la source du trouble identitaire qui nous assaille ²³ ». Or, pour Présence Musulmane Montréal et Québec Solidaire, « L'arabo-musulman d'aujourd'hui devient alors ce qu'a été le juif des années quarante : le bouc émissaire tout désigné ²⁴ ». L'organisme parle également d'une « perception d'assurance identitaire » du citoyen de confession musulmane assez répandue – due selon eux à l'expression religieuse (port du foulard ou pratique de la prière) – qui vient « ébranler la confiance fragilisée ²⁵ » de l'identité québécoise.

Pour quelques acteurs, dont le PLQ, la Fédération des femmes du Québec (FFQ), la LDL ou Présence Musulmane Montréal, le climat de peur exacerbé par les attentats du 11 septembre 2001 rentre en ligne de compte. Dans cette optique, la FFQ soutient que :

²⁰ Présence Musulmane Montréal, p. 11.

²¹ The Sikh Community of Montreal, p. 7.

²² Centre Justice et foi, p. 4.

²³ *Ibid.*, p. 4.

²⁴ Présence Musulmane Montréal, p. 3.

²⁵ Présence Musulmane Montréal, p. 5.

Malgré l'ouverture des religions à la modernité, l'œuvre des fondamentalismes religieux, courants présents dans toutes les religions, reste importante et s'est développée dans le contexte d'un néolibéralisme dominant partout dans le monde.²⁶

Dès lors, la question de l'identité demeure assez présente dans les avis des acteurs. Même si aucun des acteurs ne remet en cause directement le pluralisme de la société québécoise, ces derniers mettent à jour les différentes conjonctures qui nuisent à la cohésion sociale de la société. Dans le prochain point, certains acteurs expliquent les problèmes qu'ils rencontrent sur le terrain.

1.2.2. Les difficultés dans le milieu scolaire

La Commission scolaire de Montréal (CSDM), qui représente un des acteurs les plus confrontés à la diversité, évoque plusieurs problèmes reliés à la diversité, notamment l'absence prolongée des élèves (des filles en particulier) en raison de séjours en dehors du Canada.²⁷ Pour la CSDM et selon des observations de directions d'établissement, ceci dénote le « peu d'importance qu'accorde le parent à la scolarisation des filles ²⁸ ». Par ailleurs, selon la CSDM, « le motif d'absence n'est pas toujours religieux, mais davantage socioculturel ²⁹ ». De surcroît, la Commission parle « du contraste de leur vision pédagogique avec la vision éducative de certaines cultures ³⁰ » et émet son opinion sur les pratiques parentales différenciées dans les relations parents-enfants. Par exemple, certaines enseignantes ont rapporté qu'il était difficile lors de réunion avec les parents « de communiquer la réalité de l'élève par crainte de réprimandes sévères du parent envers celui-ci ³¹ ». Cependant, la CSDM conclut en affirmant que, mis à part « certains signes de frustration exprimés par quelques

²⁶ Fédération des femmes du Québec, p. 16.

²⁷ Des témoignages personnels de familles provenant du Bangladesh, dans le cadre d'activités d'aides aux devoirs, m'ont déjà expliqué ce choix en affirmant que les billets d'avion étaient moins chers à ce moment-là.

²⁸ Commission scolaire de Montréal, p. 9.

²⁹ Commission scolaire de Montréal, p. 10. Par ailleurs, des témoignages que j'ai reçus d'enseignantes travaillant dans des écoles multiculturelles montréalaises démontraient davantage que les parents voyaient en l'école le lieu par excellence pour que leur enfants s'instruisent, mais ne se rendaient pas compte que perdre 4 mois dans une année pouvait être néfaste pour l'enfant.

³⁰ Commission scolaire de Montréal, p. 10.

³¹ Commission scolaire de Montréal, p. 11.

membres du personnel face aux adaptations à la diversité », « les relations interculturelles ne représentent pas une source inquiétante de conflits à la CSDM ³² ».

Par ailleurs, le Conseil des relations interculturelles (CRI) explique que les pratiques sont à l'heure actuelle trop disparates en matière de gestion de la diversité ethnoculturelle. À Montréal par exemple, le CRI affirme que certains arrondissements sont exemplaires en la matière, tandis que d'autres ne prennent aucune initiative qui montre la prise en compte de la diversité. nous retrouvons à travers cet avis l'affirmation de Mc Andrew que les pratiques de terrain sont actuellement trop éparées et qu'une claire volonté politique fait défaut.

En guise de solutions, le CRI explique qu'il importe d'avoir une vision commune de la gestion de la diversité ethnoculturelle. Par exemple la CSDM demande que soit reconnu « le rôle majeur des établissements des commissions scolaires dans la formation de l'identité montréalaise et québécoise ³³ ». Mc Andrew préconise quant à elle une approche antiraciste. Aussi, quelques acteurs, dont les deux acteurs du milieu scolaire, le Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés ethnoculturelles, l'Assemblée des évêques catholiques du Québec, ainsi que Présence Musulmane Montréal, prônent le dialogue. Cependant, pour Présence Musulmane Montréal, « il ne peut y avoir de dialogue sans un fort sentiment d'identité, une connaissance profonde de soi-même, de sa communauté propre et de sa nation ³⁴ ».

Ainsi, chez les acteurs de la majorité, les problèmes soulevés sont loin de traduire un refus de la diversité québécoise. Cependant, du côté des minorités, plusieurs facteurs expliquent, selon elles, leurs difficultés d'intégration. De fait, la perception du Québec que ces dernières expriment, le confirme.

1.3. La perception de la société d'accueil par les minorités

Pour le Congrès national des Italo-Canadiens, « la communauté que nous connaissons est accueillante, généreuse et ouverte aux minorités culturelles ³⁵ ». Toutefois, le Congrès

³² Commission scolaire de Montréal, p. 17.

³³ Commission scolaire de Montréal, p. 18.

³⁴ Présence Musulmane Montréal, p. 5.

³⁵ Congrès national des Italo-Canadiens, p. 3.

rappelle la difficile intégration de leurs prédécesseurs qui sont arrivés massivement dans les années 50; époque où il n'y avait selon eux aucune politique d'intégration des immigrants. Également, pour l'Association des étudiants musulmans de l'Université McGill, « The Quebec we know and love is intelligent, mature, open, curious and excited to continue learning about the other ³⁶ ». Cependant, selon cette dernière, « Frustrating the integration of religious minorities into mainstream society will disenfranchise various religious and cultural groups and will as a result harm Quebec ³⁷ ».

Aussi, pour la Communauté Sikh de Montréal et Présence Musulmane Montréal, la société québécoise n'est pas prête à accueillir réellement la diversité qu'elle prétend reconnaître :

Voilà où réside la véritable épine, car il n'est pas réaliste de penser que la société d'accueil, en l'occurrence la société québécoise, puisse rester la même tout en accueillant en son sein des gens de cultures et de mœurs différentes.³⁸

Évoquant la critique que le pluralisme de la société détruit la cohésion sociale de la société québécoise, la Communauté Sikh de Montréal soutient que :

The fear that diversity is fragmenting Quebec society is limited to people who are ethnocentric and myopic in their outlook. Ethno-cultural diversity by itself cannot hamper the functioning of society so long as the diverse groups share the same common basic values.³⁹

Toutefois, cette dernière garde espoir :

Sub-cultures inhabiting its borders can turn Quebec into a role model for the rest of the world for managing diversity when allowed to flourish unfettered within the broad framework of equity, justice and respect for all.⁴⁰

Ici, on comprend que les acteurs associés aux minorités estiment qu'un changement s'impose du côté de la société québécoise. Pour Présence Musulmane Montréal,

³⁶ The Muslim Student Association of McGill University, p. 2.

³⁷ *Ibid.*, p. 2.

³⁸ Présence Musulmane Montréal, p. 17.

³⁹ La communauté Sikh de Montréal, p. 6.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 6.

La génération des "baby boomers", au pouvoir aujourd'hui tant dans le monde politique, médiatique qu'économique, a vécu dans un Québec davantage monolithique blanc, francophone et catholique.⁴¹

Dans le même sens que l'avis de ces minorités, le Centre justice et foi soutient que le pluralisme culturel et religieux grandissant au Québec impose « une reconfiguration des repères de notre identité collective »⁴².

2. L'interprétation des avis

2.1. Une identité québécoise fragile ?

Ainsi, il apparaît aisément que l'objectif de l'interculturalisme consistant à valoriser la diversité culturelle est pleinement atteint. En effet, le pluralisme est indubitablement décrit comme une richesse qu'il convient de reconnaître.

Cependant, l'enjeu important ici concerne les conséquences du pluralisme sur un des éléments de la société québécoise, soit son identité collective. En effet, comme l'affirme le Bloc Québécois au sujet de la « crise » des accommodements raisonnables, tandis que certains l'ont perçue comme « le résultat de situations anecdotiques et exceptionnelles montées en épingle par les médias », d'autres ont soutenu que « le Québec vit actuellement une profonde crise d'identité »⁴³. Pour Mc Andrew, « un second palier » a été franchi au cours de l'année 2007, soit « celui de la victimisation du groupe majoritaire »⁴⁴. L'attestent des citations de Mario Dumont, chef de l'ADQ qui a affirmé la nécessité de « protéger la majorité contre les privilèges, les injustices et les passe-droits »⁴⁵ accordés aux minorités.

Cela traduit indéniablement un malaise identitaire. Celui-ci semble exacerbé par l'écart existant entre les volontés politiques et la manière dont la population perçoit les mesures que le politique ou le droit mettent en œuvre. En atteste l'interprétation émise par Micheline

⁴¹ Présence Musulmane Montréal, p. 2.

⁴² Centre justice et foi, p. 4.

⁴³ Bloc Québécois, p. 4.

⁴⁴ Marie Mc Andrew, « Des balises pour une société ouverte et inclusive », *Option politique*, septembre 2007, p. 50.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 50.

Milot de l'affaire du port du *Kirpan* évoquée dans le chapitre III, montrant l'écart entre la volonté de reconnaissance et la peur de son penchant communautariste⁴⁶.

Pour plusieurs acteurs, et nombreux auteurs, ce sentiment d'insécurité de la majorité lié au statut fragile de la culture québécoise francophone est grandement responsable de ce malaise identitaire. Pour Marie Mc Andrew, « Victim status is, thus, an important aspect of francophone Quebecers' identity and memory ⁴⁷ ». Outre ce sentiment de menace, plusieurs raisons peuvent expliquer la crainte de l'étranger au Québec. À l'instar de Présence Musulmane, l'historien Stephanos Constantinides évoquait le passé religieux, mais également l'absence d'« une longue tradition d'accueil et de fréquentation des autres cultures ⁴⁸ ». À cet égard, l'auteur percevait en 1987, il y a seulement vingt ans, que la société québécoise commençait « "collectivement à considérer" le respect des communautés culturelles comme autre chose qu'une obligation mêlée d'indifférence ⁴⁹ ». Enfin, nous avons vu dans la partie théorique que, pour Mc Andrew, les politiciens sont également responsables de ne pas avoir aidé les Québécois à adopter les comportements d'une majorité et ainsi à continuer à se considérer comme une minorité.⁵⁰

2.2. Une remise en question réciproque

Ainsi, la volonté de reconnaissance, promue par l'interculturalisme, et à travers lui par le libéralisme renouvelé, touche ici un problème difficile à résoudre. Comment réduire ce malaise identitaire non prévu par les politiques publiques qui pourtant ne cherche qu'à accroître la cohésion sociale d'une société pluraliste ? Les mentalités ne changent pas aussi vite que les orientations philosophiques, aussi ouvertes soit-elles que le gouvernement adopte. Rappelons que Kymlicka affirme que les minorités constituent un frein à la réalisation de la citoyenneté et nuisent à la stabilité de la démocratie dans le libéralisme

⁴⁶ Micheline Milot, « Canadian Multiculturalism, Laicity and the Recognition of Religious Diversity » dans Alessandro Ferrari (dir), *Different meanings and Perspectives of Multiculturalism in a Global World*, Stampfli & Cie ag, Bern, 2007, p. 41.

⁴⁷ Marie Mc Andrew, « Quebec's interculturalism Policy: An Alternative vision », p. 152.

⁴⁸ Stephanos Constantinides, *op. cit.*, p. 245.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 246.

⁵⁰ Marie Mc Andrew, « Quebec's interculturalism Policy: An Alternative vision », p. 153

classique. Si la société québécoise, comme l'affirme Mc Andrew, a gardé certains *instincts d'une minorité*, il n'est pas si étonnant que du moins pendant la crise, la considération que la culture majoritaire doive s'imposer aux autres et ainsi être « le prix à payer pour que tous les citoyens participent pleinement à la société nationale ⁵¹ » ait été populaire. Cela étant, il est possible d'affirmer le point suivant : selon Woehrling, les membres des minorités, à travers leurs demandes d'accommodements, « tiennent un discours qui les engage dans le processus de modernisation ⁵² ». De l'autre côté, il est légitime d'affirmer que le Québec, grâce à ce même outil, permet une reconnaissance de la diversité qui l'amène également à mettre à jour les failles de ses règles uniformes, à affronter ses tabous et à adopter des comportements de majorité au sein d'une société pluraliste.

Par ailleurs, les co-présidents Bouchard et Taylor, et on comprend que ce n'était pas dans leur mandat de se positionner sur le sujet, n'évoquent pas la question de la souveraineté qui me paraît ici incontournable.

2.2. Le projet de souveraineté

En lien avec ce dont il est question dans ce mémoire, la question que l'on pourrait se poser serait : est-ce que la souveraineté favoriserait la gestion des rapports interculturels ? Est-ce que, en « sécurisant » l'identité collective québécoise, la société gagnerait en tolérance ?

Pour le Bloc Québécois, le PQ et Québec Solidaire, la souveraineté apparaît évidemment comme une réponse à bien des maux. Par exemple, pour le Bloc Québécois :

L'intégration de la diversité est un défi énorme. Pour y faire face, la plupart des sociétés mettent à contribution tous les attributs d'un État souverain. Ce n'est pas le cas du Québec.⁵³

Cependant, ce dernier précise que :

⁵¹ Dominique Schnapper, « Comment reconnaître les droits culturels? », p. 264.

⁵² José Woehrling, *op. cit.*, p. 401.

⁵³ Bloc Québécois, p. 39.

Bien sûr, la souveraineté ne règlera pas tout comme par magie. Mais nous disposerons alors de tous les outils nécessaires pour relever avec confiance et avec succès bien des défis, dont celui de la diversité.⁵⁴

Cela étant, ces outils ne sont guère précisés par aucun des trois partis politiques. À travers les avis, on comprend toutefois que l'un d'entre eux serait l'assurance de la pérennisation de la langue française.

Pour le sociologue Jacques Beauchemin, la souveraineté est totalement compatible avec le respect du pluralisme :

Il n'y a rien de répréhensible ou de honteux dans le fait que la base ou la pierre angulaire de ce monde commun que la société québécoise cherche à ériger soit celle d'un groupe historiquement constitué pourvu que soient respectés les droits démocratiques de chacun et que l'on appelle la participation de tous à la production de la société québécoise. Cette conciliation est d'autant plus probante que le projet souverainiste, dans son expression la plus commune, répond à toutes les exigences d'une démarche démocratique respectueuse des droits et ouverte à l'altérité.⁵⁵

Cependant, du côté des minorités, l'enjeu semble perçu différemment. Pour *Présence Musulmane Montréal* par exemple, « la situation actuelle au Québec est le résultat d'un refoulement de vieux enjeux latents non réglés, parmi lesquels on trouve la souveraineté versus le fédéralisme ⁵⁶ ». Or, déjà en 1987, Stephanos Constantinides écrivait :

Comment concilier un certain nationalisme - qui vise consciemment ou inconsciemment à l'homogénéisation de la société - avec le désir des groupes minoritaires de sauver leur propre identité ethnoculturelle?⁵⁷

Ces droits à autonomie gouvernementale, affirme Will Kymlicka, peuvent constituer une menace pour l'unité sociale. Cependant, malgré les politiques d'intégration qui ont incité les groupes nationaux à s'assimiler, Kymlicka affirme qu'aucun d'entre eux n'a jamais accepté. De ce fait, il semble quasiment impossible d'éradiquer une identité nationale qui

⁵⁴ *Ibid.*, p. 39.

⁵⁵ Jacques Beauchemin, « Nationalisme québécois et crise du lien social », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 25, 1995, p. 25.

⁵⁶ *Présence Musulmane Montréal*, p. 2.

⁵⁷ Stephanos Constantinides, « le fait français et la réalité multiculturelle au Québec », dans Conseil de la langue française, *Le Québec français et l'école à clientèle pluriethnique*, Québec, 1987, p. 250.

s'est forgée et établie. Ainsi, étant donné que la volonté de promouvoir une citoyenneté commune par delà les identités distinctes s'est historiquement soldée par des échecs (Kymlicka donne l'exemple de la création d'États panslave ou panarabe destinées à supplanter les identités nationales), et que le rejet des exigences d'autonomie gouvernementale ne fait qu'exacerber le sentiment d'aliénation et les mouvements séparatistes, Kymlicka avance qu'il n'y a guère « d'autre solution que de tenter de les satisfaire ⁵⁸ ». Toutefois, l'auteur précise que la sécession n'est pas toujours possible ou souhaitable ; certaines minorités nationales, dont les peuples autochtones, ne pourraient former selon l'auteur des « États indépendants et viables ⁵⁹ ». Dans le cas du Québec, Kymlicka prend acte du fait que le Québec a choisi à deux reprises (par référendum) de ne pas quitter le Canada, et soutient un « fédéralisme asymétrique ⁶⁰ » qui accorderait davantage de pouvoirs au Québec qu'aux autres provinces.

Dès lors, il est difficile de juger de la pertinence de la souveraineté quant à son impact sur la gestion de la diversité. Par ailleurs, de trop nombreux exemples de pays souverains qui font face aux problématiques similaires qu'au Québec montrent qu'être une nation affirmée ne suffit pas. Cela étant, si la souveraineté peut avoir un impact sur la stabilité de la société québécoise, alors le projet qui la promeut ne doit pas être mis de côté. Pour Marie Mc Andrew, l'accession à la souveraineté du Québec aurait peu d'impact sur les relations ethniques. Elle soutient que :

Il est même probable que l'intégration accrue des immigrants, notamment au plan linguistique, contribue à leur complexification [des défis des pays occidentaux], puisque nous avons désormais à partager avec eux nos institutions et surtout, cette *ressource symbolique* (Breton, 1997) si génératrice d'angoisse, notre identité collective.⁶¹

⁵⁸ *Ibid.*, p. 262.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 263.

⁶⁰ Will Kymlicka, *op. cit.*, p. 48

⁶¹ Marie Mc Andrew « Projet national, immigration et intégration dans un Québec souverain », dans *Sociologie et Sociétés*, 2006, (48) 1, p. 225.

CONCLUSION

Dans ce mémoire, après avoir décrit les différents courants de philosophie politique qui sous-tendent la gestion du pluralisme au sein d'une société, les modèles d'intégration en vigueur au Canada et dans sa province du Québec, nous avons tenté de mesurer l'effectivité réelle des outils québécois de gestion de la diversité culturelle et religieuse. Malgré les tensions générées en 2007, l'hypothèse que j'avais émise est que les ouvertures sur des pratiques culturelles minoritaires, notamment par le biais des accommodements raisonnables, permettraient une adaptation en douceur de la manière de gérer une société pluraliste, afin d'y créer une nouvelle harmonie sociale, basée sur des fondements plus ouverts et plus inclusifs. À travers cela, il m'importait de comprendre dans quelle mesure la reconnaissance de la différence était-elle compatible au Québec avec le principe d'égalité, et jusqu'où la pluralité culturelle et religieuse de la nation québécoise pouvait-elle être reconnue. En d'autres termes, tenter de cerner la tension au Québec, entre les deux grandes valeurs démocratiques nées au XVIII^{ème} siècle selon Taylor, celle de l'égalité et celle d'authenticité. Cette tension est présente dans toutes sociétés démocratiques, « partagées entre l'universalité de la citoyenneté et la réalité des enracinements historiques et religieux des individus concrets ¹ »

Les différents acteurs de la société québécoise étudiés dans ce mémoire par le prisme des avis qu'ils ont présentés à la Commission Bouchard-Taylor font montre globalement d'un désir assez net de promouvoir une société ouverte et inclusive. Néanmoins, nous avons vu à travers l'analyse des avis sur le modèle intercommunitariste le sentiment d'assimilation volontaire que ce dernier semble susciter chez les membres des minorités ethniques, en raison du foyer de convergence que l'intercommunitarisme promeut et de la hiérarchisation des cultures minoritaires qui en résulte. À cet égard, nous avons vu dans le cadre théorique que la constitution d'une identité nationale commune n'est guère adaptée à une politique communautaire qui prévoit une pleine reconnaissance des cultures minoritaires². En cela, la reconnaissance de la diversité, promis dans le cadre du contrat moral en échange de

¹ Dominique Schnapper, *La démocratie providentielle : essai sur l'égalité contemporaine*, p.186.

² Voir Michael Sandel dans le chapitre I

l'apprentissage du français et de la participation des immigrants n'est pas pleinement assurée. En outre, nous avons vu, à travers l'étude des perceptions de l'immigration que la participation des nouveaux arrivants est indubitablement compromise par la difficile intégration économique de ces derniers. Pour plusieurs acteurs et auteurs, le besoin de se tourner vers une approche antiraciste est de plus en plus pertinente. Cependant, nous avons vu, à travers l'analyse des mémoires à propos des accommodements raisonnables, que c'est lorsqu'elle touche l'expression du religieux dans la sphère publique que la diversité semble déranger. Bien que d'une manière générale, l'outil des accommodements raisonnables soit accepté, la crise qu'a traversée le Québec au cours de l'année 2007 a soulevé certaines craintes surtout en ce qui concerne les immigrants de confession musulmane³. Ces craintes, étudiées par le prisme des perceptions du pluralisme, se situent principalement dans la dynamique identitaire. La position minoritaire d'un Québec francophone en Amérique du Nord, le sentiment de fragilité, voire de victimisation, qu'il en résulte, amènent la société québécoise à se refermer et à rejeter la figure de l'autre mais également à évoluer en tant que société pluraliste.

Une société libérale?

Si l'on considère les trois critères majeurs qui constituent selon Simon Wuhl le modèle communautarien⁴, le Québec rassemble plusieurs éléments de ces derniers. Premièrement, c'est un fait que l'interculturalisme favorise la reconnaissance de la valeur sociale des cultures minoritaires. Cependant, selon Wuhl, l'État doit intervenir pour y contribuer, or c'est là que plusieurs acteurs estiment que ce dernier semble fortement manquer à son devoir. Deuxièmement, certaines valeurs des cultures minoritaires sont prises en compte dans le patrimoine national dans une société régie par un modèle communautarien. Or, ce n'est guère

³ Il serait intéressant de chercher les éventuelles conséquences de l'accommodement raisonnable sur la discrimination à l'emploi. Il se pourrait que celui-ci, sans le vouloir, contribue à discriminer l'immigrant de confession musulmane ou autre en raison de la crainte de l'employeur de devoir par la suite l'accommoder. Il serait paradoxal qu'un outil censé défendre le principe d'égalité finisse par accroître les inégalités. Mis à part des longs entretiens qualitatifs avec des employeurs au sujet des raisons de leur choix de recrutement (et encore), ces données me semblent néanmoins difficile à collecter.

⁴ Simon Wuhl, dans Jean-Yves Barreyre, Brigitte Bouquet (dir), *Nouveau dictionnaire critique d'action sociale*, Bayard Centurion, 2006. voir « Communautarisme ».

le cas du Québec. Enfin, le troisième critère, la liberté pour chacun d'adhérer ou non aux normes et aux pratiques d'un groupe, est totalement protégé par la Charte québécoise. Dès lors, On peut difficilement parler d'un modèle communautaire au Québec. En revanche, la société québécoise, puisqu'elle tend à reconnaître publiquement les traits culturels des membres des minorités ethniques et religieuses, représente une société s'inscrivant dans la philosophie du libéralisme renouvelé. Le modèle d'intégration interculturelisme atteste de cette volonté, et ce même si, nous l'avons vu, les manières dont cette dernière est perçue dans la société ne sont guère unanimes.

Comme l'affirme le Centre Justice et foi, « des consensus plus ou moins implicites sur la manière de nous définir en tant que communauté historique et politique sont remis en cause ⁵ » au contact de la diversité. Ceci a contribué à créer le malaise identitaire déjà évoqué. Ainsi, c'est la cohésion sociale de la société québécoise qui devient source d'inquiétude, ou ce besoin de stabilité qui a mené certains penseurs ou politiciens libéraux à « admettre que l'injustice était le prix qu'il fallait payer pour assurer la stabilité ⁶ » d'une société. En outre, nous l'avons vu, cette instabilité au Québec est à relier au statut de société minoritaire du Québec en Amérique du Nord.

Cependant, analysant le sentiment que les droits des minorités sont une menace pour la stabilité de la société, Will Kymlicka constate que ce dernier s'est accru en raison des préjugés à l'égard des nouveaux immigrants, pour la plupart non blancs et non chrétiens. Selon Kymlicka, c'est lorsqu'il a fallu prendre en compte les particularités issues de ces dernières qu'« on a commencé à craindre ouvertement la « tribalisation » de la société et la perte d'une identité commune ⁷ ».

Dès lors, au niveau national, le rejet de ces droits différenciés, ainsi que la réaction contre le multiculturalisme canadien, s'expliquent en partie selon l'auteur par la présence de préjugés fortement négatifs qui alimente une crainte raciste et xénophobe envers les minorités visibles. De surcroît, Kymlicka présuppose que ces derniers représentent une cible plus facile pour porter la responsabilité du manque d'unité nationale, et masque ainsi les exigences plus

⁵ Centre justice et foi, p. 4.

⁶ Citation de Will Kymlicka. Voir le point 3.2.2 dans le chapitre 1.

⁷ Will Kymlicka, *op. cit.*, p. 253.

importantes, en l'occurrence celles d'autonomie gouvernementale des autochtones et des Québécois.

In fine, si la société québécoise s'affiche et soutient les outils qui promeuvent la diversité, les difficultés à concevoir cette dernière comme pleinement constitutive du Québec sont nombreuses. Les inconforts qu'éprouvent la quasi-totalité des acteurs – excepté les groupes religieux et la Ligue des droits et libertés – par rapport à l'expression de la diversité religieuse en sont les meilleurs exemples. Selon moi, cette difficulté de concevoir le religieux dans l'espace public contribue grandement à accroître ce sentiment d'assimilation décrit par les acteurs associés aux minorités et nuit à l'image du modèle d'intégration interculturel. Car, en rejetant les diverses expressions des appartenances religieuses, ce sont des parties fondamentales des cultures minoritaires qui se retrouvent marginalisées. Dès lors, la volonté de reconnaissance publique de ces dernières, qui représente un « besoin humain vital ⁸ » selon Charles Taylor, n'est guère manifeste parmi les avis des acteurs étudiés. Cela étant, comme l'affirme Micheline Milot, une « laïcité de reconnaissance implicite ⁹ » a longtemps prévalu au Québec. Or, cette dernière est « sans aucun doute, parmi les différentes modalités de mise en œuvre de la laïcité, la plus exigeante socialement, éthiquement et politiquement ¹⁰ ». De ce fait, au même titre que les théories des sociétés ouvertes pour Reszel, les règlements, lois, et orientations d'une société pluraliste sont « partielles, lacunaires, auto-limitatives ¹¹ ». Elles ne peuvent avoir la clarté et la transparence d'une loi qui s'appliquerait de la même manière pour tous.

Toutefois, cette situation ambiguë semble d'autant plus difficile à accepter pour les membres des minorités que ce n'est guère ce à quoi ils s'attendaient en arrivant. En effet, l'interculturalisme promeut l'intégration de ces cultures extérieures. Ce contraste, entre les volontés politiques et la réalité, est dépeint bien plus par ces minorités que par la majorité qui en ressent évidemment moins les effets au quotidien. Il m'apparaît alors que le Québec, en adoptant le modèle interculturel qui se veut ouvert à la diversité, se doit de répondre aux

⁸ Citation de Charles Taylor. Voir la section 2.1 du chapitre I

⁹ Micheline, Milot, *Laïcité en 25 questions*. Montréal, Novalis, 2008, p. 65

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ André Reszler. *Le pluralisme : aspects historiques et théoriques des sociétés pluralistes*. Paris: Table ronde, 2001, p. 90.

attentes qu'il génère. C'est le cas de toutes les sociétés occidentales qui choisissent cette même orientation philosophique.

Toutefois, au Québec, la décision de créer la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles est louable car elle traduit à mon sens, le message que cette stabilité peut s'acquérir dans une société qui reconnaît la diversité. Comme le soutient Micheline Milot,

Il y va de la capacité de concevoir l'unité nationale dans une relative fragmentation, laquelle met à l'épreuve les prémisses les plus radicales de la démocratie : la reconnaissance de la pluralité profonde des conceptions de la vie qui cohabitent dans la Cité.¹²

Dès lors, qu'en est-il au Québec ? Une harmonie sociale se dégage-t-elle de l'ouverture sur la diversité que promeut le Québec ? Voilà ce que Bouchard et Taylor concluent après plusieurs mois de consultation.

La singularité du Québec

Comme le décrivent très bien Charles Taylor et Gérard Bouchard dans la conclusion de leur rapport, trois « trames » étroitement liées entre elles sont en jeu au Québec. La première est la tension qui existe entre « les impératifs du pluralisme, tels qu'ils découlent de la diversification croissante de notre société » et « la nécessaire intégration d'une petite nation qui est une minorité culturelle sur le continent ¹³ ». La deuxième concerne la place de la religion dans la sphère publique, qui doit prendre en compte l'histoire du Québec tout en veillant à respecter toutes les croyances. La troisième, qu'on pourrait qualifier de « pointe de l'iceberg » concerne les pratiques d'harmonisation. Ces dernières représentent toutes les décisions qui vont être prises par l'ensemble de la société et qui vont orienter à un niveau collectif les deux premières trames. Soit les décisions iront dans le sens d'un plus grand respect du pluralisme, soit elles témoigneront d'une plus grande peur de voir la nation

¹² Micheline Milot, « Canadian Multiculturalism, Laicity and the Recognition of Religious Diversity » dans Alessandro Ferrari (dir), *Different meanings and Perspectives of Multiculturalism in a Global World*, Stampfli & Cie ag, Bern, 2007, p. 42.

¹³ Charles Taylor, et Gérard Bouchard, *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la CCPARDC, p. 241.

québécoise se dissoudre. Soit elles laisseront une place de plus en plus grande aux expressions des croyances religieuses dans la société, soit ces dernières se verront de moins en moins reconnues publiquement. Le Québec pourra choisir de suivre le courant du libéralisme ou celui de la philosophie communautarienne. Néanmoins, ceci ne se percevra à mon avis qu'à très long terme, et l'alternative ne sera point aussi manichéenne que je l'annonce. En d'autres termes, Bouchard et Taylor expriment l'enjeu à venir en ces termes :

Va-t-on, entre nous, jouer la carte de la confiance mutuelle et de l'intégration ou, au contraire, se laisser glisser vers un régime de défiance qui va précisément produire et accentuer les effets que l'on craint – la suspicion, le rejet, le repli ? ¹⁴

En outre, comme ces derniers l'affirment, « une responsabilité particulière repose sur le groupe ethnoculturel majoritaire en raison du poids prépondérant qu'il exerce sur les institutions et sur la prise de décision collective ¹⁵ ». Pour ces auteurs enfin, l'orientation à suivre est claire :

En ce qui nous concerne, l'objectif est clair : l'intégration dans le pluralisme, dans l'égalité et dans la réciprocité est de loin le parti le plus louable et le plus raisonnable. L'ensemble de nos travaux et de nos réflexions nous en a profondément convaincus. ¹⁶

Par ailleurs, Bouchard et Taylor écrivent à propos du Québec :

De la part des petites nations minoritaires, un peu malmenées par l'histoire, contraintes de grandir en suivant la ligne du risque, il serait injuste d'exiger l'assurance des nations impériales. ¹⁷

Enfin, les auteurs précisent également les responsabilités qui incombent à la société :

¹⁴ *Ibid.*, p. 241.

¹⁵ *Ibid.*, p. 241.

¹⁶ *Ibid.*, p. 241.

¹⁷ *Ibid.*, p. 243.

Dans la situation présente des rapports ethnoculturels au Québec, nous croyons fermement que l'interculturalisme, dont nous avons rappelé les modalités et les finalités, indique la voie à suivre. Chaque groupe ethnique peut y trouver son profit, de même que l'ensemble de notre société. Dans cette perspective, tous les acteurs collectifs ont une part de responsabilité mais, pour des raisons évidentes, celle du groupe majoritaire est éminente.¹⁸

Vers un avenir prometteur

La présente analyse d'un moment révélateur du Québec lui est à la fois singulière mais peut être généralisable à la majorité des pays occidentaux. Cependant, le Québec détient selon moi beaucoup d'éléments propices à faire de lui une société pouvant faire figure d'exemple de gestion du pluralisme. Le Québec a une histoire récente et n'a pas, à l'inverse de plusieurs pays européens, colonisé les pays d'où provient une partie de son immigration, et demeure conscient des problèmes de discrimination. En outre, peu d'acteurs qui la composent affichent une forte intolérance aux manifestations des croyances religieuses.

Aussi, selon Bouchard et Taylor, « bien des Québécois semblent avoir tiré une leçon de la crise des accommodements ¹⁹ ». Comme l'affirme Constantinides, « l'heure des troubles et des incertitudes offre néanmoins cet avantage d'explorer de nouveaux sentiers ²⁰ ». De surcroît, selon les co-présidents, au Québec, « on dénote parmi la population une attitude globalement favorable à l'immigration et une véritable volonté d'accueil ²¹ ».

En définitive, à l'instar de Bouchard et Taylor, je pense que « le test auquel sont soumises toutes les nations démocratiques d'aujourd'hui, c'est leur capacité d'établir des rapports équitables avec leurs minorités. Le Québec n'y échappe pas ²² ». Plus loin que ça, c'est autour de nouveaux repères que les sociétés occidentales doivent aujourd'hui générer une nouvelle cohésion sociale.

¹⁸ *Ibid.*, p. 216.

¹⁹ *Ibid.*, p. 242.

²⁰ Stephanos Constantinides, *op. cit.*, p. 250.

²¹ Charles Taylor, et Gérard Bouchard, *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la CCPARDC, p. 242.

²² Charles Taylor, et Gérard Bouchard, *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la CCPARDC, p. 241.

Cette tâche incombe à tous ceux qui, d'une quelconque manière, influent sur la société.
Alexis de Tocqueville écrivait en 1835 :

Instruire la démocratie, ranimer s'il se peut ses croyances, purifier ses mœurs, régler ses mouvements, substituer peu à peu la science des affaires à son inexpérience, la connaissance de ses vrais intérêts à ses aveugles instincts ; adapter son gouvernement aux temps et aux lieux ; le modifier suivant les circonstances et les hommes : tel est le premier des devoirs posé de nos jours à ceux qui dirigent la société.²³

De cela, l'implication des membres de la société dépend ce que l'on entend par « ceux qui dirigent la société ». À mon sens, chacun d'entre nous devrait participer à ce débat collectif. Est-ce que, comme l'affirme Dominique Schnapper, l'imposition de la culture majoritaire demeure « le prix à payer pour que tous les citoyens participent pleinement à la société nationale ²⁴ » ? Je ne le pense pas. En prenant en compte la diversité, le défi est sans doute plus complexe, mais les perspectives seront probablement plus riches.

²³ Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. Garnier-Flammarion, tome I, 1981 (1835), p. 61.

²⁴ Dominique Schnapper, « Comment reconnaître les droits culturels ? », p. 264.

APPENDICE A

1. Modalités particulières – Dépôt ou présentation d'un mémoire

Les institutions, groupes et citoyens ont le choix de transmettre un mémoire, sans le présenter devant la Commission, ou d'en faire la présentation à l'une des séances de consultation. Dans le cas d'une présentation, celle-ci devra se limiter aux faits saillants du mémoire, compte tenu du temps limité des audiences. Les règles liées à la présentation d'un mémoire sont décrites dans le Guide de participation.

Ceux qui souhaitent présenter leur mémoire en audience publique doivent s'inscrire le plus tôt possible avant la date limite indiquée dans le calendrier et transmettre leur mémoire à la Commission au moment de l'inscription. Il est à noter que l'inscription s'avère très importante pour que la Commission puisse prendre connaissance du mémoire et planifier correctement le déroulement des rencontres.

1.1. Comment préparer un mémoire?

Le mémoire exprime des opinions ou expose des préoccupations portant sur les thèmes soulevés dans le document de consultation ou sur une expérience vécue sur le terrain des différences culturelles. Les participants peuvent aussi aborder d'autres aspects qu'ils jugent pertinents.

Le mémoire doit être rédigé en français ou en anglais, et ce, dans le respect des autres participants. Il ne doit pas comporter de propos pouvant porter atteinte à la dignité, à l'honneur, à la réputation ou à la vie privée des personnes.

Le mémoire ne doit pas excéder 15 pages et, en règle générale, il contient les éléments suivants :

- le titre ;
- une courte présentation de la personne, du groupe ou de l'organisme qui soumet le mémoire;
- une brève explication de l'intérêt manifesté pour le sujet de la consultation;
- l'exposé de points de vue en rapport avec les thèmes soulevés dans le document de consultation;
- tout autre commentaire lié au sujet.

À ceux qui souhaitent présenter leur mémoire en audience publique, il est recommandé de préparer un résumé d'une à deux pages (sous forme de faits saillants ou de sommaire).

Les participants peuvent obtenir le document de consultation sur le site Web de la Commission ou en faire la demande en communiquant avec le Secrétariat de la Commission.

1.2. Comment transmettre un mémoire?

Une fois le mémoire préparé, les participants doivent s'inscrire sur le site Web de la Commission en remplissant le formulaire prévu à cet effet et en y joignant leur mémoire. L'ensemble du mémoire doit figurer sur un seul fichier électronique. Le document doit être compatible avec les suites bureautiques Microsoft OFFICE (Word, Excel, PowerPoint). Si tel n'est pas le cas, il est recommandé de l'acheminer en format PDF.

Il importe de n'apporter aucun changement au mémoire déjà transmis. Tout ajout ou complément d'information devra être transmis à la Commission sous forme d'addenda, de manière qu'il puisse être annexé au mémoire déjà reçu.

1.3. La publication des mémoires

Les mémoires demeurent confidentiels jusqu'au moment de leur présentation en audience, après quoi ils seront affichés sur le site Web de la Commission.

Les mémoires non présentés en audience seront affichés sur le site Web de la Commission à la fin de la tournée de consultation.

APPENDICE B

Questions posées par la CCPARDC présentes dans le guide de consultation (p18 à 31)

1- Les valeurs et les droits

Dans le document de consultation, les co-présidents écrivent à la page 18 :

Aujourd'hui, un large consensus s'est établi autour de certaines valeurs fondamentales à l'honneur dans notre société. Elles consistent, notamment, dans le respect des libertés individuelles, la solidarité, la participation civique, la démocratie, l'égalité (particulièrement l'égalité homme-femme), le pluralisme*, le français comme langue publique commune, la laïcité, le pacifisme (l'antimilitarisme, le règlement pacifique des conflits).

Questions

- a) Êtes-vous d'accord avec ces valeurs dites québécoises qui viennent d'être énumérées ?
- b) Concevez-vous une hiérarchie entre ces valeurs ? Devrait-on instituer une priorité entre certaines d'entre elles ?
- c) À propos des valeurs dites québécoises (ou que nous souhaiterions éventuellement promouvoir dans notre société), lesquelles aimeriez-vous ajouter à celles qui viennent d'être mentionnées ?
- d) Selon les juristes, il n'y a pas de hiérarchie formelle, *a priori*, entre les droits énumérés dans les chartes, mais il nous faut rechercher un équilibre entre eux. Croyez-vous plutôt que certains droits, que vous considérez comme plus fondamentaux, devraient avoir préséance sur d'autres ?
- e) Par rapport aux autres droits et libertés énoncés dans la charte québécoise, quelle importance attachez-vous à la liberté de religion ? Quelle est, selon vous, le sens et la portée de cette liberté ?

2- La diversité culturelle

Ce modèle de pluralisme* est devenu en quelque sorte la marque distinctive de notre société en matière de rapports interethniques. Sa caractéristique principale est de vouloir conjuguer à part égale deux éléments *a priori* difficilement conciliables, à savoir le respect de la diversité et les impératifs de l'intégration collective. Idéalement, elle institue entre ces deux pôles une tension créatrice, source de flexibilité et d'adaptation. (Document de consultation, p. 19)

Questions

Diversité et Cohésion

- a) Quels avantages, quels mérites voyez-vous à la diversité ethnoculturelle ?
- b) Quels inconvénients y voyez-vous ?
- c) Certains craignent que la diversité soit en train de fragmenter notre société au point de nuire à son fonctionnement. Qu'en est-il, selon vous ?
- d) Quelles conditions un immigrant doit-il remplir pour être considéré comme Québécois à part entière ?

- e) Vous semble-t-il que l'existence d'une identité canadienne française forte (ce que plusieurs appellent la « souche ») peut être une source de malaise pour les Québécois d'autres origines? Ou même un obstacle à leur intégration?
- f) Êtes-vous d'accord avec la notion de « communauté culturelle » dans le contexte québécois?
- g) Que pensez-vous de l'organisation du leadership dans ces groupes ethniques? Certains y voient un problème de représentativité. Qu'en pensez-vous?
- h) Les problèmes des femmes occupent-ils assez de place dans le discours de ces leaders communautaires? Ou dans le discours public en général?
- i) Le nationalisme québécois est-il une source de malaise pour les immigrants?

Une identité, une culture québécoise

- j) Jusqu'aux années 1960, les Canadiens français se percevaient comme une nation pancanadienne, s'étendant d'un océan à l'autre. À partir de la Révolution tranquille, une autre perception a émergé et s'est progressivement imposée, celle d'une nation québécoise francophone, restreinte au territoire du Québec, mais comprenant tous ses habitants. Êtes-vous d'accord avec cette conception? Comment justifiez-vous votre position?
- k) Selon vous, jusqu'à quel point (et de quelle façon) la culture canadienne-française devrait-elle se déployer au sein de ce que nous avons appelé ici la culture québécoise?
- l) Comment concilier l'affirmation de la culture canadienne-française avec la diversité que représentent les minorités ethniques et les immigrants? Comment penser la coexistence ou l'articulation de ces cultures? Par exemple, le Québec devrait-il viser à instituer une identité commune? une pluralité d'identités? ou un compromis entre ces deux possibilités?
- m) La culture héritée du passé canadien-français vous paraît-elle présentement menacée par les pratiques d'harmonisation interculturelle*? De quelle façon?
- n) Comment vous percevez-vous d'abord : comme Québécois? Canadien français? Canadien? Autre?

Interculturalisme, multiculturalisme

- o) Quelle est votre opinion ou votre conception du multiculturalisme?
- p) En quoi, selon vous, le multiculturalisme diffère-t-il de l'interculturalisme?
- q) Comment évaluez-vous l'impact que le modèle de l'interculturalisme a exercé sur la société québécoise au cours des dernières décennies?

3- L'intégration collective

Intégration

- a) Selon quels critères peut-on déterminer qu'une minorité ethnique ou qu'un immigrant est suffisamment intégré à la société?
- b) À la lumière des critères que vous retenez, quel constat feriez-vous de la situation québécoise de ce point de vue (degré d'intégration satisfaisant ou non)?
- c) Que pensez-vous de l'énoncé suivant qui exprime une perception relativement répandue : «les immigrants refusent de s'intégrer, ils rejettent la culture francophone»?
- d) Quels peuvent être les facteurs qui rendent difficile ou qui peuvent freiner l'intégration des immigrants à la société québécoise?
- e) Comment pourrait-on y remédier?

Exclusion et discrimination

- f) Sur un autre plan, estimez-vous que notre société déploie suffisamment d'efforts pour combattre la discrimination et le racisme ?
- g) Les Québécois sont-ils assez conscients des difficultés que doivent affronter les immigrants à leur arrivée ?
- h) Comment, en particulier, favoriser leur insertion professionnelle, compte tenu de l'exclusion dont les immigrants font l'objet, après leur arrivée, par les institutions d'enseignement, les établissements de santé et les ordres professionnels (non-reconnaissance des diplômes, etc.) ?
- i) Qu'est-ce que l'État et l'ensemble de nos institutions pourraient faire de plus à cet égard ? Ou nous-mêmes comme citoyens ?
- j) Croyez-vous que la femme immigrante est plus affectée que l'homme par les problèmes que vivent les nouveaux venus (insertion professionnelle, intégration sociale...) ? Pouvez-vous donner des exemples concrets ? Y a-t-il ici matière à des mesures particulières ?

Les politiques d'immigration

- k) Selon vous, le Québec reçoit-il : 1) suffisamment, 2) trop, 3) trop peu d'immigrants ? Énoncez vos raisons.
- l) Faut-il apporter des changements à nos politiques actuelles d'immigration ? Si oui, dans quel sens ?

4-La Laïcité

Quel type de laïcité?

- a) Selon vous, quel type de laïcité le Québec devrait-il mettre en oeuvre ? En d'autres termes, comment définir le rapport qui devrait prévaloir entre l'État (ou les institutions publiques) et la religion ?
- b) Est-il souhaitable d'exclure toute trace du religieux de l'ensemble des institutions publiques ? ou même de l'ensemble de l'espace public ? Autrement dit, devrions-nous appliquer un modèle de laïcité intégrale* ?
- c) Quel serait, selon vous, le type de laïcité le plus apte à incarner l'égalité et le pluralisme en tant qu'idéaux visant à éviter la discrimination et à encourager le respect mutuel ?
- d) Plus généralement, quelle valeur convient-il d'accorder au religieux, au-delà de son contenu doctrinal, en tant que patrimoine culturel ? Y voyez-vous une source d'humanisme, de valeurs pouvant être utiles à une société ?
- e) Le Québec serait-il allé trop vite, trop loin dans la déconfessionnalisation* et la laïcisation* du système scolaire ? Faut-il au contraire aller plus loin dans cette voie en excluant toute trace du religieux des établissements d'enseignement ?

La place du catholicisme

- f) Vous paraît-il légitime, au Québec, que l'on accorde un statut spécial au catholicisme, étant donné la place qu'il a occupée dans l'histoire de cette société ? Croyez-vous que cela serait accepté par l'ensemble de la société ?
- g) Comment pourrait se traduire ce statut spécial pour le catholicisme ? Donnez des exemples concrets.
- h) Jusqu'où pourrait-on aller dans cette direction ?

5-Les pratiques d'harmonisation

Le sens de la « crise »

- a) Comment interprétez-vous les événements récents et les tensions ou réactions qu'ils ont suscitées ? Quels sont leurs causes, leur portée, leur impact ?
- b) Y voyez-vous une crise aiguë appelant des changements draconiens ou une difficulté qui pourra être corrigée assez aisément par quelques modifications appropriées ?

Pour ou contre les accommodements raisonnables et les ajustements concertés?

- c) Comment jugez-vous globalement les pratiques d'harmonisation : essentielles ? utiles ? ambivalentes ? mal inspirées ? nuisibles ?
- d) Devraient-elles être maintenues en l'état actuel ? étendues ? supprimées ? ou seulement modifiées ?
- e) Dans ce dernier cas, de quelle façon ?
- f) Quel est, selon vous, le principal avantage et le principal défaut des pratiques d'harmonisation ?
- g) Pourriez-vous donner des exemples de mesures d'harmonisation qui vous paraissent 1) tout à fait acceptables, 2) carrément exagérées, en justifiant vos choix ?
- h) Dans l'ensemble, croyez-vous que les pratiques d'harmonisation sont 1) un rouage nécessaire dans une société diversifiée et démocratique, un geste élémentaire d'ouverture à l'Autre, ou 2) une abdication de la part des Québécois d'origine canadienne française, un reniement de leur culture ?

Les Balises

- i) Craignez-vous que les pratiques d'harmonisation dérapent et deviennent hors de contrôle ?
- j) Le cas échéant, comment justifiez-vous cette crainte ?
- k) S'il y a lieu, quelles balises, quels critères pourraient être établis pour limiter de manière acceptable ce phénomène ?
- l) Croyez-vous qu'en guise de solution il y aurait lieu de modifier la charte québécoise ? et peut-être aussi celle du Canada ? Si oui, de quelle façon ?

Les accommodements pour motifs religieux

- m) De façon plus précise, comment traiteriez-vous les demandes d'harmonisation fondées sur des motifs religieux ?
- n) Croyez-vous que ces demandes devraient être considérées différemment selon qu'il s'agit du christianisme ou d'autres religions ? Autrement dit, est-ce que toutes les religions doivent être considérées comme d'égale valeur dans le contexte québécois ?
- o) Ce type de demandes vous semble-t-il aussi recevable que les demandes formulées pour des raisons de santé, par exemple ?
- p) Êtes-vous d'accord avec la position de la Cour suprême du Canada qui, dans le traitement de ces cas, s'en remet à une conception subjective* ou personnelle de la religion plutôt qu'à une conception plus doctrinale ou plus « objective » ?
- q) Croyez-vous que les pratiques d'harmonisation risquent de compromettre le principe de l'égalité homme-femme, notamment parmi certains groupes religieux ?
- r) Dans l'affirmative, quels remèdes pourrait-on y apporter ?

s) Craignez-vous que les pratiques d'harmonisation en viennent à annuler le travail de laïcisation* effectué dans la société québécoise au cours des dernières décennies ?

Les médias

t) Toujours en rapport avec les pratiques d'harmonisation, de quelles sources avez-vous principalement tiré votre information au cours de la dernière année ?

u) Estimez-vous avoir été correctement et suffisamment informés ?

v) Avez-vous des recommandations à faire à ce sujet ?

w) À quels médias (radio, télévision, journaux...) et à qui (éditorialistes, chroniqueurs, experts, animateurs de lignes ouvertes...) faites-vous davantage confiance ?

x) Comment les médias pourraient-ils davantage contribuer à une meilleure gestion des différences ethnoculturelles ?

APPENDICE C

LISTE DES ACTEURS ÉTUDIÉS

Administrations territoriales (4) :

Acteurs du milieu scolaire (2) :

- Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ).
- Commission scolaire de Montréal (CSDM).

Acteurs représentant les municipalités (2) :

- Union des municipalités du Québec (UMQ).
- Fédération Québécoise des Municipalités (FQM).

Organismes conseil du gouvernement (3) :

- Conseil des relations interculturelles (CRI).
- Conseil du statut de la femme (CSF).
- Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés ethnoculturelles.

Partis politiques (4)

- Parti Libéral du Québec (PLQ).
- Parti Québécois (PQ).
- Québec Solidaire (QS).
- Bloc Québécois (BQ).

Fédérations et organismes de la société civile associés à la majorité (6)

- Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI).
- Fédération des femmes du Québec (FFQ).
- Ligue des droits et libertés (LDL).
- Mouvement laïque québécois (MLQ).
- Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ).
- Conseil central du Montréal métropolitain (CSN).

Fédérations et organismes de la société civile associés aux minorités (1) :

- Congrès national des Italo-Canadiens.

Représentants des différentes confessions religieuses (9) :

Groupes religieux chrétiens (3) :

- Assemblée des évêques catholiques du Québec.
- Église Unie du Canada au Québec.
- Centre justice et foi.

Groupes religieux associés aux minorités (6) :

- *Sikh Community of Montreal* ou la Communauté Sikh de Montréal.
- Congrès Juif canadien.
- *Muslim Students' Association at McGill University* , ou l'Association des étudiants musulmans de l'université McGill.
- Forum musulman canadien.
- Présence Musulmane Montréal.
- Centre culturel islamique de Québec (CCIQ).

BIBLIOGRAPHIE

- Baudouin Jean, et Portier, Philippe, « La laïcité française, approche d'une métamorphose », dans Jean Baudouin et Philippe Portier (dir), *La laïcité, une valeur d'aujourd'hui. Contestations et renégociations du modèle français*, Rennes, PUR, Coll « Res Publica », 2001, p. 15-34.
- Beauchemin, Jacques, « Nationalisme québécois et crise du lien social », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 25, 1995, p. 101-122.
- Bosset, Pierre et Eid, Paul, « Droit et religion : de l'accommodement raisonnable à un dialogue internormatif? » *Acte de la XVIIe Conférence des juristes de l'Etat*, Cowansville, Edition Yvon Blais, 2006, p. 63-75.
- Bouvet, Laurent, « Michael Walzer : pour une théorie de la justice distributrice », dans *Magazine littéraire*, no 361, janv. 1998, p. 93-96. C'est une entrevue sur son livre *Sphères de justice : une défense du pluralisme et de l'égalité, sur une théorie pluraliste de la justice et sur le multiculturalisme américain*.
- Chicha, Marie-Thérèse, et Charest, Éric, « L'intégration des immigrants sur le marché du travail à Montréal ; Politiques et enjeux », *Choix*, volume 42, numéro 2, mars 2008, 64p.
- Comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire, *Une école québécoise inclusive : dialogue, valeurs et repères communs*, Rapport présenté à madame Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 15 novembre 2007.
- Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, *Document de consultation, Accommodements et différences; Vers un terrain d'entente : la parole aux citoyens*, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, *Les plaintes de discrimination fondées sur la religion portées devant la CDPDJ*, cat. 2.226.1.4., juillet 2007.
- Conseil des relations interculturelles, *Avis sur la prise en compte et la gestion de la diversité ethnoculturelle*, Avis présenté à la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Montréal, 30 novembre 2007.
- Constantinides, Stephanos, « Le fait français et la réalité multiculturelle au Québec », dans Conseil de la langue française, *Le Québec français et l'école à clientèle pluriethnique*, Québec, 1987, p. 229-266.

- Dewing, Michael et Leman, Marc, *Le multiculturalisme canadien*, Bulletin d'actualité 93-6F, Service d'information et de recherche parlementaires de la Bibliothèque du Parlement, 16 mars 2006.
- Durkheim, Emile, *De la division du travail social*, Paris, Les Presses universitaires de France, 8e édition, Collection: « Bibliothèque de philosophie contemporaine », préface de la première édition, 1967 (1893).
- Eid, Paul, « Accommoder la différence religieuse dans les limites du raisonnable : regards croisés du droit et des sciences sociales », dans Myriam Jézéquel (dir), *La justice à l'épreuve de la diversité culturelle*, Cowansville, Editions Yvon Blais, 2007, p. 105-129.
- Gagnon, Alain-G, « Plaidoyer pour l'interculturalisme », revue *Possibles*, vol. 24, no 4, automne 2000, p. 11-25.
- Gagnon, Alain-G et Jézéquel, Myriam, « Le modèle québécois d'intégration culturelle est à préserver ». *Le Devoir*, 17 mai 2004.
- Glazer, Nathan, *Affirmative Discrimination: Ethnic Inequality and Public Policy*, New York, Basic Books, 1975.
- Gouvernement du Québec, *Autant de façons d'être Québécois. Plan d'action à l'intention des communautés culturelles*, Québec, 1981, 78 pages.
- Gouvernement du Québec, *Déclaration du gouvernement du Québec sur les relations interethniques et interraciales*, Québec, le 10 décembre 1986.
- Gurr, Ted Robert, *Minorities at Risk: A Global View of Ethnopolitical Conflicts*. Washington, D.C.: United States Institute of Peace Press, 1993.
- Gutmann, Amy, (préfacière), dans *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Paris, Champs/Flammarion, 1992.
- Helly, Denise, « Politiques à l'égard des minorités immigrées », *Sociologie et sociétés*, vol. 26, no 2, automne 1994. Disponible sur <http://classiques.uqac.ca>.
- Helly, Denise, « Le multiculturalisme canadien : De la promotion des cultures immigrées à la cohésion sociale 1971-1999 », *Cahiers de l'Urmis*, N°6, 2000, p. 7-20.
- Helly, Denise, Mc Andrew, Marie, et Young, Judy, « Le financement des associations ethniques par le Programme du Multiculturalisme canadien » dans Altay Manço, Joseph Gatugu et Spyros Amoranitis (dir.) *quelles (re)connaissances ? Réponses européennes et canadiennes*, Paris, Turin, Budapest, L'Harmattan, coll. « Compétences interculturelles », 2004. Disponible en ligne.

- Influence Communication, *Communautés ethniques et multiculturalisme: Les associations négatives occupent de plus en plus d'espace dans les médias*, Communiqué de presse, 12 janvier 2007.
- Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051*, 2003.
- Juteau, D., Marie Mc Andrew, Linda Pietrantonio, « Multiculturalisme à la Canadian and Integration à la Québécoise. Transcending their Limits », dans R. Bauböck et J. Rundell (Dir.), *Blurred Boundaries : Migration, Ethnicity, Citizenship*, Vienne/Brookfield, European Center, Vienna/Ashgate Publishing, vol. 23, 1998, p. 95-110.
- Helly, Denise, Marc Lavallée et Marie Mc Andrew, "Citoyenneté et redéfinition des politiques publiques de gestion de la diversité: la position des organismes non gouvernementaux québécois", *Recherches Sociographiques*, XLI (2), 2000, p.271-298.
- Kymlicka, Will, *La citoyenneté multiculturelle. Une théorie libérale du droit des minorités*, Montréal, Boréal, 2001.
- Lacroix, Justine, *Communautarisme versus libéralisme : quel modèle d'intégration politique ?*, Bruxelles, ULB, 2003.
- Laperrière, Anne, « L'apprentissage du français dans un contexte pluriculturel. Réflexion sur le rôle de l'école québécoise à la lumière des analyses britanniques », dans Conseil de la langue française, *Le Québec français et l'école à clientèle pluriethnique*, Québec, 1987, p. 267-349.
- Lewis, M. Paul (ed.), *Ethnologue: Languages of the World*, Sixteenth edition. Dallas, Tex.: SIL International, 2009.
- Mc Andrew, Marie, *Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination*, Mémoire soumis à la commission parlementaire, Québec, 24 Août 2006, 14p.
- Mc Andrew, Marie, « Des balises pour une société ouverte et inclusive », *Option politique*, septembre 2007.
- Mc Andrew, Marie, et Ciceri, Coryse, « L'enseignement des langues d'origine au Canada : réalités et débats », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 19, n°1, 2003. [En ligne], mis en ligne le 18 mai 2007.
- Mc Andrew, Marie, « Quebec's interculturalism Policy: An Alternative vision », dans K. Banting, Thomas J. Courchene and F.L. Seidle (dir.), *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada*, Montréal : The Art of the State, 2007, p. 143-154.

- McAndrew, Marie, « Projet national, immigration et intégration dans un Québec souverain », dans *Sociologie et Sociétés*, 2006, (48) 1, p. 213- 235.
- Maclure, Jocelyn, « Une défense du multiculturalisme comme morale politique », dans Myriam Jézéquel (dir), *La justice à l'épreuve de la diversité culturelle*, Editions Yvon Blais, 2007, p. 63-90.
- Mesure, Sylvie, Renaut, Alain, *Alter Ego. Les paradoxes de l'identité démocratique*, Paris, Aubier, 1999.
- Milot, Micheline, « Canadian Multiculturalism, Laicity and the Recognition of Religious Diversity » dans Alessandro Ferrari (dir), *Different meanings and Perspectives of Multiculturalism in a Global World*, Stampfli & Cie ag, Bern, 2008, p. 23-45.
- Milot, Micheline, *Laïcité en 25 questions*. Montréal, Novalis, 2008.
- Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (MCCI), *Au Québec pour bâtir ensemble. Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration*, décembre 1990, 88 p.
- Ministère du Patrimoine canadien, « *Le gouvernement respecte les engagements du livre rouge relativement au multiculturalisme et à la Fondation canadienne des relations raciales* », communiqué du 29 octobre 1996.
- Muchielli, Roger, *L'analyse de contenu des documents et des communications*, Formation permanente en sciences humaines, cinquième édition, 1984.
- Parkin, Andrew, Mendelsohn, Matthew, *Un nouveau Canada : le temps de la diversité*, Montréal, Centre de recherche et d'information sur le Canada, octobre 2003.
- Quell, Carsten et al., *La diversité au Canada : Régions et communautés*, Montréal, Centre de recherche et d'information sur le Canada, octobre 2005.
- Ramirez, Bruno, « L'immigration, l'ethnicité et l'avenir interculturel du Québec », dans *Le Québec français et l'école à clientèle pluriethnique*, Québec, Conseil de la langue française, 1987, p. 94-122.
- Rawls, John, *A Theory of Justice*, Londres, Oxford University Press, 1971.
- Reszler, André, *Le pluralisme : aspects historiques et théoriques des sociétés pluralistes*, Paris, Table ronde, 2001.
- Reszler, André, *Le pluralisme aspects théoriques et historiques des sociétés ouvertes*, Genève, Georg, Institut universitaire d'études européennes, 1990.
- Sandel, Michael, *Liberalism and the Limits of Justice*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982.

- Sandel, Michael, « The Procedural Republic and the Unencumbered Self », *Political Theory*, Volume 12, numéro 1, Février 1984.
- Sandel, Michael, *Democracy's Discontent. America in Search of a Public Philosophy*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1996.
- Schnapper, Dominique, *Qu'est-ce que l'intégration ?*, Gallimard, Folio Actuel, 2007.
- Schnapper, Dominique. *La démocratie providentielle : essai sur l'égalité contemporaine*, Paris, Gallimard, Coll. « NRF essais », 2002.
- Schnapper, Dominique « Comment reconnaître les droits culturels? », dans Will Kymlicka et Sylvie Mesure (dir) *Comprendre les identités culturelles*, Revue de philosophie et de sciences sociales n° 1, PUF, collection: Sciences sociales et sociétés, 2000, p. 253-269.
- Secrétariat du Conseil du trésor, *Rapport annuel de gestion 2004-2005*, Gouvernement du Québec, 2005.
- Sosoe, Lukas K. « La réaction communautaire », dans Renaut, Alain, Pierre-Henri Tavoillot et Patrick Savidan, (dir). *Histoire de la philosophie politique*. Tome V, Paris, Calmann-Lévy, 1999, p. 385-427.
- Sowell, Thomas, *Race, Politique et Economie. Une approche internationale*, Paris, PUF, 1983.
- Taylor, Charles, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*. Paris, Champs/Flammarion, 1992.
- Taylor, Charles, et Gérard Bouchard, Gérard, *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, rapport final de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, Mai 2008.
- Tocqueville, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, Paris, éd. Garnier/Flammarion, tome I, 1981(1965).
- Woehrling, José, « L'obligation d'accommodement raisonnable et l'adaptation de la société à la diversité religieuse », *Revue de droit de McGill*, vol. 43, 1998, p. 325-401.
- Wuhl, Simon, « Communautarisme », dans Jean-Yves Barreyre, Brigitte Bouquet (dir), *Nouveau dictionnaire critique d'action sociale*, Bayard, Centurion, 2006.

Liens internet

- Bureau du commissaire à la magistrature fédérale, *Grant c. Canada (Procureur général)*, [1995] 3 C.F. null :
<http://reports.fja.gc.ca/fra/1995/1995cfa1785.html/1995cfa1785.html.html>

Commission ontarienne des droits de la personne c. *Simpsons-Sears* : Comm. Ont. des Droits de la Personne c. Simpsons-Sears, 1985 IIJCan 18

Jugements de la Cour suprême du Canada :

- *Andrews c. Law Society of British Columbia*, [1989] R.C.S. 143) :
<http://scc.lexum.umontreal.ca/fr/1989/1989rcs1-143/1989rcs1-143.html>
- *Central Okanagan School District No. 23 c. Renaud*, [1992] 2 R.C.S. 970 :
<http://scc.lexum.umontreal.ca/fr/1992/1992rcs2-970/1992rcs2-970.html>
- *Ford c. Québec (Procureur général)*, [1988] 2 R.C.S. 712 :
<http://scc.lexum.umontreal.ca/fr/1988/1988rcs2-712/1988rcs2-712.html>
- *Syndicat Northcrest c. Amselem*, 2004 CSC 47, [2004] 2 R.C.S. 551 :
<http://scc.lexum.umontreal.ca/fr/2004/2004csc47/2004csc47.html>
- *Multani c. Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys*, 2006 CSC 6, [2006] 1 R.C.S. 256 :
<http://scc.lexum.umontreal.ca/fr/2006/2006csc6/2006csc6.html>

Fondation internationale prix Balzan:

<http://balzan.it/premiati.aspx?lang=fr&Codice=118&from=114&show=1>

Perspective Monde, Université de Sherbrooke :

<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codeTheme=14&codeStat=WR.RELG.PRA.PROT.ZS&codePays=KOR&langue=fr>

Site du ministère du Patrimoine canadien, section multiculturalisme :

http://www.pch.gc.ca/progs/multi/inclusive_f.cfm

Site de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (CCPARDC) : <http://www.ccpardc.qc.ca/>. Communiqué du 22 mai : <http://www.accommodements.qc.ca/communiques/2008-05-22.html>

Loi sur le multiculturalisme canadien : http://www.pch.gc.ca/progs/multi/policy/act_f.cfm

The Center for Canadian Studies, *Le multiculturalisme au Canada*, Série Réalités canadiennes, Mount Allison University, 2004.

http://www.mta.ca/faculty/arts/canadian_studies/francais/realites/serie/multi/index.htm

Mémoires étudiés (déposés à l'automne 2007)

Assemblée des évêques catholiques du Québec – Mémoire présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (PDF, 16 pages, 103 ko)

- Bloc Québécois – Bâtir le Québec ensemble (PDF, 39 pages, 253 ko)
- Centre culturel islamique de Québec – « Accommodements et différences : Vers un terrain d'entente : la parole aux citoyens » (PDF, 14 pages, 55 ko).
- Centre justice et foi – Au coeur du nouveau pluralisme religieux québécois : redéfinir les liens qui nous unissent (PDF, 15 pages, 92 ko)
- Comité pour la prestation des services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés ethnoculturelles – Accommodements et différences – Vers un terrain d'entente : la parole aux citoyens (PDF, 42 pages, 382 ko)
- Commission scolaire de Montréal – La diversité culturelle, linguistique et religieuse à la Commission scolaire de Montréal - Pour un accommodement raisonnable réciproque (PDF, 19 pages, 204 ko)
- Congrès national des Italo-Canadiens – Mémoire présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (PDF, 6 pages, 4,5 mo)
- Congrès Juif canadien – Mémoire présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (PDF, 21 pages, 269 ko)
- Conseil central du Montréal métropolitain CSN – Mémoire présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (PDF, 5 pages, 88 ko)
- Conseil des relations interculturelles – Avis sur la prise en compte et la gestion de la diversité ethnoculturelle (PDF, 23 pages, 204 ko)
- Conseil du statut de la femme – Droit à l'égalité entre les femmes et les hommes et liberté religieuse (PDF, 20 pages, 6,36 mo)
- Église Unie du Canada au Québec – Uni-es dans notre Diversité (PDF, 17 pages, 75 ko)
- Fédération des femmes du Québec – Consultation portant sur les accommodements raisonnables et les différences (PDF, 22 pages, 105 ko)
- Fédération des commissions scolaires du Québec – Mémoire présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (PDF, 14 pages, 3,89 mo)
- Fédération Québécoise des Municipalités – Mémoire présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (PDF, 17 pages, 250 ko)
- Forum musulman canadien – Société inclusive, citoyens épanouis (PDF, 17 pages, 121 ko)

- Ligue des droits et libertés – Mémoire présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (PDF, 13 pages, 86 ko)
- Mouvement laïque québécois – Pour une gestion laïque de la diversité culturelle (PDF, 15 pages, 166 ko)
- Muslim Students' Association at McGill University (MSA Montreal – Brief Submission to the Consultation Commission on Accommodation Practices Related to Cultural Differences (En anglais, PDF, 4 pages, 35 ko)
- Parti Libéral du Québec – Mémoire présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (PDF, 20 pages, 436 ko)
- Parti Québécois – Mémoire présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (PDF, 15 pages, 589 ko)
- Présence Musulmane Montréal – Plaidoyer pour un Nous inclusif (PDF, 23 pages, 636 ko)
- Québec solidaire – Mémoire présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (PDF, 21 pages, 113 ko)
- Syndicat de la fonction publique du Québec – Une fonction publique laissée à elle-même (PDF, 25 pages, 131 ko)
- Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes – Pour des accommodements réciproques (PDF, 23 pages, 203 ko)
- The Sikh Community of Montreal – Brief Presented to Consultation Commission on Accommodation Practices Related to Cultural Differences (En anglais, PDF, 14 pages, 92 ko)
- Union des municipalités du Québec – Mémoire présenté à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (PDF, 15 pages, 1,49 mo)